

GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série
trimestriel

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Numéro 59 -- automne 2006

> [gazettegb at yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr) <

> <http://revurevi.net> <

News in French and English

Established 1991 by Serge Thion

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

SOMMAIRE

édito 1 = Le Tournant

édito 2

Interview exclusive de Hassan Nasrallah, Roza Cigdem Erdogan et Mutlu Sahin, Traduit par Bahar Kimyongür

1 - La Palestine martyrisée par les sauvages

Témoignages de deux femmes palestiniennes qui ont affronté courageusement l'armée d'occupation colonisation sioniste à Beit Hanoun

Sur la route du Sud, par Fouad Riad

Entre la Victoire (des uns) et la défaite (des autres), par Israel Shamir

LES ARMES PROHIBÉES

Armes nouvelles Liban-Gaza : Appel aux Médecins et Scientifiques,

Par Monica Zoppé

Tsahal utiliserait à Gaza un nouveau type d'armes, le DIME américain,
Michel Bôle-Richard

Le Mystère de la bombe secrète à l'uranium d'Israël, Par Robert Fisk

Israel admits using phosphorus bombs during war in Lebanon, Meron

Rappaport

Ken Loach boycotte Israël

Lettre de Jostein Gaarder au Centre Simon Wiesenthal

LA FIN APPROCHE : LES ISRAÉLIENS SE LAMENTENT DÉJÀ

Repli ou disparition Pr.Arnon Sofer

The Jewish People's 9/11 By: Michael Freund

Faut-il fermer l'Etat d'Israël ? Danielle Bleitrach, Michel Fiszbin

Israël doit payer ! Israël doit rembourser TOUS les dégats que son armée a fait Liban

Ehoud Olmert visé par une enquête sur une transaction

immobilière, Benjamin Barthe

CREVEZ DONC !

Butz: Yahudi soykırımı bir efsaneden ibaret

Pour moi, désormais Pourim aura toujours un arrière-goût de sang, Ruth Meisels

Jacques Chirac remet la Légion d'honneur au patron de l'Anti-Defamation League

The Beginning of the End for the Zionist State of Israel? Alan Hart

JE ME DISAIS AUSSI

Mideast Jewish Refugees Launch Campaign for International Recognition

De l'art de faire du stop en tapis volant... Yehouda Shenhav

Alors que le tonnerre de la guerre approche par Caroline B. Glick

Il faut cesser de traiter l'Israël de manière spéciale, déclarent des universitaires allemands

L'Allemagne refuser de modifier ses liens avec l'Israël Par Hilary Leila Krieger

Un 007 juif se fait pincer Un diplomate israélien arrêté à l'aéroport de Buenos Aires avec une valise bourrée d'explosifs

Mario Morag, l'homme qui se prenait pour Clint Eastwood Par Fausto Giudice

Michel Thooris (Action Police CFTC) : « La Ligue de défense juive n'est pas une milice »

Kemi Seba (Tribu KA) : « Je lance un appel à tous les damnés du sionisme »

La racine de la grant haine, Guillaume de Tyr (1150)

2 - L'Iraq des marais

Le chaos en Irak déclenche une recherche de stratégie de sortie aux États-Unis et au Royaume-Uni, Ewen MacAskill, Julian Borger et Michael Howard

Israelis trained Kurdish troops in Iraq-BBC report

UK presence 'worsening Iraq situation' By Stephen Fidler and James Blitz and Guy Dinmore

Quand les marines doutent de la victoire

Anbar Picture Grows Clearer, and Bleaker, by Dafna Linzer and Thomas E. Ricks

3 - Le piège afghan

La France réduirait son engagement militaire

Losing the War on Terror, By Ahmed Rashid

4 - Le pays des faux-juifs

Les Juifs Noirs d'Ethiopie [qui ne sont pas juifs...] Boris Lutanie

Des Indiens convertis au judaïsme pour dynamiser les colonies de Cisjordanie Serge Dumont

5 - Le ROW

AIPAC, droite religieuse et politique étrangère usaméricaine Rodrigue Tremblay

Il n'y aura ni paix, ni développement durable, ni désarmement au Moyen-Orient tant qu'existera l'État sioniste par Ginette Hess Skandrani

Les nouveaux murs de la barbarie, Ginette Hess Skandrani

Une lâche agression contre Ginette Hess Skandrani

LES SURVIVANTS D'UN GÉNOCIDE

Manipulation des opinions publiques, Jürgen Elsässer

NN

Le bidonneur Redeker, extraterrestres juifs ? 911, David Ray Griffin, Khader Moufki (crevure harki), Shamir, Darwin, le Lobby en prend pour son grade.

Ce numéo de la Gazette du Golfe et des banlieues a été réalisé avec l'aide, volontaire ou involontaire, du secrétaire général (*amin al amm*) du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et Serge Thion, Fouad Riad, Israël Adam

Shamir, Monica Zoppé, Robert Fisk, Meron Rappaport, Ken Loach, Jostein Gaarder, Arnon Sofer, Michael Freund, Danielle Blaitrach, Michel Fiszbin, Ruth Meisels, Alan Hart, Yehouda Shenav, Hilary Leila Krieger, Fausto Giudice, Michel Thooris, Kemi Seba, Guillaume de Tyr, Ahmed Rashid, Boris Lutanie, Serge Dumont, Rodrigue Tremblay, Ginette Hess-Skandrani, Jürgen Elsässer, et beaucoup d'autres encore...

An Israeli recently arrives at London's Heathrow airport. As he fills out a form, the customs officer asks him: "Occupation?" The Israeli promptly replies: "No, just visiting!"

Prix de la connerie, à titre posthume, à cet idiot de JF Revel, pour avoir écrit

« *Il y a une xénophobie généralisée chez les Irakiens...* » (*Le Figaro*, 8 septembre 2003)

édito

Le Tournant

par **Serge Thion**

C'est le moment que nous attendions. Le sommet de la courbe. Le système politique américain est tel qu'une guerre prolongée n'est pas possible. Une occupation pacifiée, comme celle de l'Allemagne ou du Japon, oui : elle ne coûte pas de vies humaines et elle est largement subventionnée par l'occupé. C'est peut-être à une occupation de ce genre que rêvaient Rumsfeld et les néocons. Mais dans le contexte moyen-oriental, chauffé à blanc par les innombrables crimes des génocidaires judéo-israéliens, il ne peut y avoir de pacification. Il y a la guerre, voulue par les seuls Américains (Blair n'est qu'une petite crotte de chien) et nous n'avons pas grande gloire d'avoir prévu que les malheureux GI's, la tête dans le sac, allaient prendre dérouillées sur dérouillées.

La première cause, la plus élémentaire, est que le système administratif et l'organisation mentale des Américains leur interdisent toute continuité dans l'effort. La Chambre des représentants est renouvelée entièrement tous les deux ans. C'est-à-dire que les élus du peuple sont en campagne électorale un an sur deux. D'où démagogie, corruption et absence de responsabilité politique.

Chez les militaires, c'est encore pis. Quand ils sont envoyés à l'étranger, ils font un "tour" (c'est le mot en anglais) qui dure théoriquement un an. Au bout d'un an sur le terrain, l'individu mais souvent aussi son unité et son corps d'officiers retournent à la maison. Ils laissent le matériel lourd pour leurs successeurs néophytes. D'où, un an plus tard, ils peuvent être renvoyés sur le terrain, mais probablement ailleurs. Le résultat de ce système aberrant est que des

militaires qui commencent à avoir une expérience et une connaissance du terrain où ils se trouvent sont automatiquement remplacé par des personnels équivalent, mais qui eux ne connaissent rien au terrain et aux combats qui s'y déroulent. C'est le principe de Peter (chacun finit pas être promu à son niveau d'incompétence auquel il s'arrête de grimper) appliqué dans une giration accélérée. C'est une excellente recette pour perdre, et elle avait déjà donné tous ses effets au Viêt-Nam. Il semble que les Américains soient totalement incapable de concevoir une autre façon de faire.

Tous les observateurs sont d'accord en effet pour dire que cette armée d'occupation, qui maintient ses effectifs au plus haut niveau (150.000 hommes) perd la guerre parce qu'elle a un adversaire qui fait des progrès dans tous les compartiments du combat : armement, effectifs, contrôle, etc. Il y a maintenant des provinces libérées, d'où la Coalition s'est simplement retirée. Comme en Afghanistan, où les Anglais ont évacué certaines provinces "chaudes" comme le Helmand, où s'installe aussitôt une administration "talibane".

La résistance, après trois ans et demi d'activité n'a pas perdu le souffle. Elle opère avec des unités de plus en plus grosses, en dépit de la surveillance aérienne toujours aussi dense. Elle ne semble manquer ni d'armes ni de munitions. On apprend d'ailleurs que la Coalition a négligé d'enregistrer 300.000 armes et qu'elle n'a pas la moindre idée de ce qu'elles sont devenues. L'administration de l'armée américaine a toujours été une source de gabegie énorme, et plus encore quand il s'agit d'expéditions coloniales. En Afghanistan comme en Iraq, les troupes n'ont jamais cessé de se plaindre de manquer de toutes sortes de choses parce que l'intendance ne suit pas. La coordination des mouvements de la résistance s'est améliorée. L'efficacité des engins explosifs sur le bord des routes s'est maintenue face à l'amélioration de systèmes de détection.

C'est ce progrès, cette constance, cette efficacité qui a convaincu les électeurs américains que la voie suivie par le Maison blanche était une impasse. La culture américaine est fondée sur le cinéma. Et au cinéma, les bons gagnent au bout d'une heure et demie. Tout ce qui n'entre pas dans ce format mental est perçu comme mauvais. Dubya Bush a dû l'admettre en se défaisant de son Secrétaire à la Défense, quelques jours après avoir juré ses grands dieux qu'il le garderait. En français; ça s'appelle manger son chapeau.

Nous avons aussi écrit, à la veille de l'invasion, que finalement on pouvait se dire que celle-ci serait une bonne chose : plus les Américains allaient s'enfermer en Iraq, plus dure serait la défaite. Nous maintenons ce point de vue, qui ne tient pas compte, évidemment, de la somme énorme de souffrances infligées aux populations civiles. Mais briser l'avant-garde militaire de l'Empire et de la globaliation coûte très cher, mais sûrement beaucoup moins que de la laisser triompher. On peut d'ailleurs faire le même raisonnement à propos de l'Iran : faire la guerre à l'Iran serait la fin de la puissance américaine, d'après des esprits aussi peu suspects de critiquer les USA que Zbigniew Brezinsky à Washington ou Pierre Hassner à Paris, consultés comme des oracles par les gouvernements et la presse. Il faut donc souhaiter que les fils de pute (*son-of-a-bitch* qui est l'appellation la plus courante que les Américains se donnent à eux-mêmes)

s'enferment dans une guerre avec l'Iran, qui les attend de bon pied. C'est la conclusion logique, qui contredit celle des sentiments.

Contrairement aux précédents de la guerre populaire de libération, la résistance irakienne n'a pas de base arrière. La Syrie n'est pas du tout en mesure de fournir l'assistance d'une base arrière. Ceci rend plus difficiles les communications avec les zones libérées et la fourniture d'une aide en équipements et en produits médicaux. Ce qui est prodigieux est justement que la résistance, fondée sur les vieux réseaux ba'asistes, ait pu se développer ainsi sans base arrière, ou quasiment.

Autre facteur de retardement : le pullulement des escadrons de la mort. Qui sont-ils ? La réponse est très simple : ce sont les policiers recrutés, payés (50 à 100 dollars par mois) et entraînés par les Américains. Les fameuses forces de sécurité aux mains desquelles il faudra un jour remettre la sécurité du régime censé s'affirmer lors du départ de l'armée d'occupation. Chaque fraction d'autorité, chaque petit chef local, se doit de recruter une armée privée pour se protéger des rivalités, en achetant un groupe de policiers, qui peuvent agir à découvert. Ces groupes peuvent aussi s'autonomiser et pratiquer le racket et l'extorsion à leur propre compte. C'est une dérive à la libanaise mais beaucoup plus mafieuse. Ces gens pratiquent la torture et le massacre à grande échelle, qui est une tradition proprement irakienne. Qu'on se rappelle les grandes purges qui ont eu lieu dans toutes les régimes qui ont succédé aux fantoches des Anglais à partir du coup d'Etat du 14 juillet 1958 lancé par le général Abdul Karim Qassem. C'est à maintes reprises que des flots de sang ont rougi les eaux du Tigre. L'une des plus sanglantes a été l'élimination, en plusieurs périodes, des membres du parti communiste qui était, à l'origine, le plus puissant des partis communistes arabes.

Le dévoiement de ces escadrons de la mort, de plus en plus vaste, pose un problème aux forces politiques qui devront un jour reconstruire un système politique en Iraq. Pour l'instant celui que les Américains ont péniblement mis sur pied n'a aucune capacité de survie. Ces marionnettes ont encore moins de substance politique que la clique Thieu-Ky n'en avait à Saigon au temps des proconsuls yankees. Dans ce domaine tout restera à faire au lendemain du départ, inéluctable, des troupes américaines. La montée en puissance des groupes shi'ites, violemment opposés les uns aux autres, indique qu'un éventuel consensus politique sera très différent de ceux du passé.

Les séquences temporelles sont intéressantes à noter : Au Viêt-Nam, le sommet de la courbe a été atteint après trois ans et demi de combats furieux, qui avaient suivi le débarquement de janvier 1965. L'Offensive du Têt, fin janvier 1968, a amené le président Johnson à repousser la demande des militaires d'envoyer un renfort de 200.000 hommes s'ajoutant aux 550.000 sur le terrain. Les Américains, toujours fermement décidé à abattre l'ennemi communiste et à "finir le job" étaient alors entrés dans un processus de négociation, qui avait duré cinq ans (jusqu'à janvier 1973, Accords dits de Paris). Et il avait fallu encore deux ans pour que la construction laissée sur place pour sauver la face des Américains

s'effondre comme un château de cartes. Durée totale de l'aventure coloniale américaine au Viêt-Nam: dix ans.

Nous avons ici suggéré qu'il faudrait aussi dix ans pour que tout le cycle se déroule en Iraq. La tentation de contrôler les robinets du pétrole n'est pas moins forte que la conviction qu'il fallait arrêter les communistes en Indochine, faute de quoi il faudrait les combattre sur les plages de Californie.

Nous venons d'arriver au point haut de la courbe qui désigne le moment où les Américains renoncent à penser qu'il suffit de frapper plus fort pour gagner. Ils doivent maintenant se préoccuper de frapper moins fort en essayant de ne pas perdre la face et de garder le contrôle de certains intérêts sur place. Le sort de leurs alliés sur le terrain ne les préoccupe pas un instant. Ni les Républicains ni les Démocrates ne sont prêts à regarder la vérité en face. Ils vont essayer de ne pas apparaître comme les bradeurs et surtout ne pas payer le prix politique de leurs erreurs de jugement. Pour donner du poids à sa décision d'inverser la courbe interventionniste, Johnson avait dû se suicider politiquement. Le prix de la défaite est encore à venir en Iraq. D'autre part, on ne sait pas encore avec qui il faudra négocier. Hô Chi Minh savait dérouler le tapis rouge pour permettre à ses ennemis de rembarquer sans trop de réticences. Pour le moment, la résistance n'a pas de représentation politique claire. Les Américains seraient bien avisés de ne pas exécuter Saddam Hussein qui pourrait jouer un rôle crucial pour leur permettre de partir sans trop de casse. Après tout Saddam a toujours été un pion américain. Ces choses-là ne devraient pas être négligées.

Négocier avec l'Iran n'est pas non plus une solution évidente. L'Iran a un grand poids, sans aucun doute, chez les shi'ites irakiens, mais ne peut pas leur imposer grand'chose. Le paysage politique de l'Iraq après la guerre n'aura sans doute pas grand chose à voir avec celui que nous avons connu.

Pour l'instant, les Américains ne sont pas prêts à tirer les conclusions qui s'imposent. On voit bien que se met en place une sorte de cohabitation entre Républicains et Démocrates pour chercher une voie qui permettrait de se maintenir en Iraq à moindres frais. Cette phase pourrait durer quelques années: les deux ans qui restent à l'infortuné Dubya et les quatre ans d'une présidence démocrate, qui n'est pas moins impérialiste et menée par le bout du nez par les sionistes que ses prédécesseurs.

Le massacre des innocents va donc continuer. Mais le départ en catimini des Américains d'Afghanistan, la talibanisation de parties de plus en plus grandes du Paksitan, l'échec patent des troupes US en Iraq, la défaite de l'armée d'invasion israélienne dans le Sud Liban, et la résistance des Palestiniens de Gaza face aux massacres génocidaires pratiqués par les humanistes juifs, tout cela ajouté, multiplié, crée une situation d'échec et de recul de l'impérialisme usraélien, (comme on dit de plus en plus), qui nous donne à tous un rayon d'espoir pour les temps à venir. La lutte continue.

28 novembre 2006.



L' avenir des usa

édito 2

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah :

When I talk about an American] failure, I'm not saying that the Americans' plan for the region has collapsed, and that they are packing up their things and leaving, like what happened in the final days in Vietnam. But I would like to tell you clearly... I am one of those people who see a very clear picture. In our childhood... When we were young boys... I cannot forget the sight of the American forces leaving Vietnam in helicopters, which carried their officers and soldiers. Some Vietnamese, who had fought alongside the Americans, tried to climb into these helicopters, but the [Americans] threw them to the ground, abandoned them, and left. This is the sight I anticipate in our region, but I am not saying it will happen in months. It will take years. The Americans will gather their belongings and leave this region - the entire region. They have no future whatsoever in our region. They will leave the Middle East, and the Arab and Islamic worlds, like they left Vietnam. I advise all those who place their trust in the Americans to learn the lesson of Vietnam, and to learn the lesson of the South Lebanese Army with the Israelis, and to know that when the Americans lose this war – and lose it they will, Allah willing - they will abandon them to their fate, just like they did to all those who placed their trust in them throughout history.

(Entretien sur Al Manar TV, le 31 octobre 2006) Trad. Memri (services israéliens)

Interview exclusive de Hassan Nasrallah

Interview exclusive de Hassan Nasrallah par le quotidien turc de gauche *Evrensel*

Roza Cigdem Erdogan et Mutlu Sahin, *Evrensel*, le 12 août 2006

Traduit du turc par **Bahar Kimyongür**

En ce jour où l'humanité observe avec stupéfaction et admiration la victoire retentissante de la résistance libanaise face à la quatrième puissance militaire mondiale, cette

interview exclusive du secrétaire général du Hezbollah réalisée le 12 août dernier a l'avantage et le mérite de passer au crible des traits surprenants de celui que les médias progressistes arabes saluent aujourd'hui comme le "nouveau Nasser" mais que les grands médias occidentaux continuent de diaboliser afin d'entretenir parmi leur opinion publique l'image effrayante du "terroriste islamiste sanguinaire fanatisé".

Cette interview permet en l'occurrence de mieux connaître la philosophie et l'éthique politiques de Hassan Nasrallah, son point de vue sur l'internationalisme, le projet du Grand Moyen Orient défendu par l'administration Bush, les organisations islamistes qui nuisent à la résistance en Irak ou encore le mouvement révolutionnaire de Turquie. Bonne lecture.

Bahar Kimyongür

Un seul front contre l'impérialisme !

Evrensel : *Dès les premiers jours de l'occupation du Liban, Israël a déclaré que son but était de "détruire le Hezbollah". Cependant, l'Etat hébreu s'est vu confronté à une résistance qu'il n'attendait pas et aujourd'hui, il semble avoir abandonné ses ambitions initiales. Au cours d'affrontements violents, l'armée d'occupation a essuyé de lourdes pertes. Cependant, dans les médias, cette réalité est très nuancée voire carrément dissimulée. Pourriez vous nous donner des indications sur la situation actuelle de la Résistance?*

Hasan Nasrallah : Les bandes sionistes qui agissent en sous-traitance pour le compte de l'impérialisme US utilisent brillamment les médias. Les médias occidentaux et en particulier, les médias américains sont détenus par les capitalistes juifs. Ils prétendent avoir bombardé et détruit les positions du Hezbollah et espèrent ainsi duper les peuples. Ce n'est que pur mensonge. Vous avez pu constater par vous-même qu'ils mentent ! Ils martyrisent les civils innocents. Ils assassinent lâchement femmes et enfants. Mais là où nous les croisons, nous leur faisons subir la déroute. Contrairement à l'ennemi sioniste, nous agissons avec précaution et discernement. Nous ne tirons absolument pas sur les civils. Ils mentent lorsqu'ils affirment que nous le faisons. Nous tirons des missiles sur des objectifs militaires que nous avons préalablement localisé. Mais il faut savoir que les Sionistes poussent délibérément les Arabes israéliens vers la frontière. Ils utilisent ces derniers comme des cibles. Nous, nous refusons de tomber dans la provocation et la discorde (avec les Arabes d'Israël, NDT). Nos cibles ne sont pas les civils mais les forces militaires sionistes. Nos combattants imposent de lourdes pertes aux Sionistes sur le champ de bataille et ce, alors que nous n'avons pas encore utilisé nos armes les plus performantes. Les Sionistes réalisent aujourd'hui qu'ils ne pourront nous évincer ; c'est pour cela qu'ils détruiraient nos routes et assassinent nos femmes et nos enfants. Ils croient pouvoir nous pousser ainsi à la capitulation. Nous ne nous inclinons jamais ! Nous n'accepterons aucune solution en dehors de la liberté de notre patrie. Pour cela, nous résisterons et combattons jusqu'au bout. L'impérialisme et sa bande de supplétifs locaux savent que nous les attendons sur chaque colline, dans chaque vallée, sur chaque route et sur chaque poignée de terre de notre patrie. Notre résistance est condamnée à la victoire. Car nous n'avons ni n'accepterons d'autre alternative. Cette guerre aboutira à la victoire de tous les opprimés et de tous les Musulmans du monde.

Evrensel : *Est-il à craindre que le Liban se retrouve devant un danger de guerre civile?*

Hasan Nasrallah : Le régime sioniste espère créer une confrontation ethnique et religieuse dans la région, en fomentant des tensions intercommunautaires. Mais le Hezbollah a brisé ce plan. Dans notre pays ainsi que dans tout le Proche-Orient, les peuples opprimés ont défendu le Hezbollah et lui ont apporté leur soutien. Y compris les socialistes et les Chrétiens. Certes, l'impérialisme a créé des organisations islamistes collaboratrices qui ont non seulement semé la haine parmi les communautés mais qui en plus, ont combattu les forces révolutionnaires. A présent, les conditions ont changé. Pour citer un autre exemple : avant de renverser Saddam Hussein, les Etats Unis d'Amérique l'ont utilisé pour combattre l'Iran, les Kurdes et nous. Diverses organisations à la solde de l'impérialisme ont servi à ces conflits intercommunautaires. Nous sommes parfaitement conscients de cette stratégie. Nous l'avons bien réalisée et durant notre histoire, nous avons scrupuleusement évité de tomber dans ce piège.

Evrensel : *Malgré l'agression de la Palestine et du Liban, les gouvernements arabes se taisent. Quelle est la raison de ce silence?*

Hasan Nasrallah : La plupart de ces gouvernements arabes collaborent avec l'ennemi. L'Arabie saoudite a, par exemple, lancé des fatwas à notre rencontre. Ces fatwas sont bien

ridicules. Personne n'y a cru, pas même leur propre peuple. Ces fatwas sont politiques. Elles ont été préparées dans l'intérêt des Etats-Unis. Il arrive de temps en temps que ce genre de décrets soient édictés. Nous ne les prenons pas au sérieux. Car pour nous, une chose est bien claire : nous ne permettrons jamais qu'une guerre de religion éclate sur nos terres. Ces fatwas servent précisément à semer des divisions interconfessionnelles. En Irak, ce piège a fonctionné mais aujourd'hui, le peuple irakien s'en rend compte.

Evrensel : *Puisque nous abordons la question irakienne, nous aimerions vous poser une question à ce propos : nous constatons effectivement qu'une guerre interconfessionnelle est, en quelque sorte, fabriquée dans ce pays occupé. Ces derniers jours, certains généraux américains ont même mis en garde contre une guerre civile imminente en Irak. Quel est votre point de vue à ce sujet?*

Hasan Nasrallah : Lorsque les impérialistes ne parviennent pas à vaincre un peuple par les armes, ils créent de toute pièce des organisations intérieures prétendument résistantes afin de fomenter des guerres civiles. Cela permet aux impérialistes de se présenter en sauveurs et en vainqueurs. Mais quoiqu'ils fassent, ils ne parviennent pas à leurs fins. Ce jeu a été utilisé en Irak contre les Chiites et les Kurdes. Les impérialistes persistent actuellement avec la même stratégie. Aujourd'hui, Saddam n'est plus au pouvoir mais il y a des centaines de Saddam potentiels. Nous veillons à ce que notre peuple, nos peuples, restent vigilants face aux menaces de guerres fratricides.

Evrensel : *Comment considérez-vous l'attitude du gouvernement turc?*

Hasan Nasrallah : Le gouvernement turc a adressé des messages de condamnation envers Israël. Mais ces messages sont restées des paroles. Nous savons notamment que les bombes larguées sur notre pays ont circulé par la Turquie. Par ailleurs, d'après vos informations, de nombreux députés turcs sont membres d'un groupe d'amitié israélo-turc. Nous attendons de la Turquie des réactions concrètes. Le gouvernement turc est encore et toujours l'un des plus fidèles alliés de la bande de sous-traitants sionistes !

Evrensel : *A quel degré entretenez-vous des relations avec le mouvement socialiste?*

Hasan Nasrallah : Cela faisait un certain temps que le mouvement socialiste a pris ses distances de la lutte internationale. Aujourd'hui, par contre, il commence enfin à nous redonner du moral. L'exemple le plus concret est le soutien apporté par le président du Venezuela, Hugo Chavez. Le rappel de son ambassadeur en mission en Israël est un acte que bien des Etats musulmans n'ont pas osé poser. En outre, Chavez a fait part de son soutien à notre résistance de manière explicite. Cette déclaration de Chavez nous a formidablement encouragé . Nous avons pu constater la même attitude de la part du mouvement révolutionnaire de Turquie. Durant les années 1960, des frères socialistes de Turquie s'étaient rendus en Palestine pour combattre Israël. L'un d'entre eux continue de vivre dans ma mémoire et dans mon coeur, c'est Deniz Gezmiş ! (*)

Evrensel : *Quelle est l'importance de Deniz pour vous?*

Hasan Nasrallah : Nous souhaiterions voir de nouveaux Deniz parmi nous. Nos rangs auront toujours de la place pour accueillir de nouveaux Deniz. Deniz vivra à jamais dans le coeur de la Palestine et du Liban. Personne ne doit en douter. Malheureusement, nous devons constater que la fraternité d'antan qui existait entre ceux qui combattaient l'ennemi commun n'est plus aussi vivace. Nous aurions souhaité pouvoir combattre l'impérialisme et le sionisme, côte à côte, avec nos frères socialistes libanais. Car cette guerre n'est pas seulement la nôtre. C'est un combat commun à tous les opprimés du monde. N'oubliez pas que si la Palestine et le Liban venaient à perdre cette guerre, ce serait une défaite pour tous les peuples exploités. Dans notre lutte contre l'impérialisme, les révolutionnaires doivent prendre des responsabilités et doivent redevenir des "Deniz" dans le coeur des peuples libanais et palestinien.

Evrensel : *Dans les rues libanaises, les posters du Che, de Chavez, d'Ahmadinejad et du Hezbollah se côtoient. Est-ce le signe de l'émergence d'un pôle nouveau?*

Hasan Nasrallah : Nous tenons à saluer les peuples d'Amérique latine et leurs dirigeants. Ils ont toujours résisté aux brigands du Nord de manière héroïque. Leur lutte constitue une source d'espoir pour nous. Ils montrent à tous les peuples opprimés la voie à suivre. Allez donc parcourir nos rues ; vous verrez que notre peuple porte Chavez et Ernesto Che Guevera dans son coeur. A nos amis socialistes qui souhaitent se battre avec nous pour la fraternité et la liberté, nous leur disons que si c'est pour nous dire que, "la religion est l'opium

du peuple", ce n'est pas la peine qu'ils viennent. Nous récusons de telles conceptions. Cependant, au-delà de nos différences, nous tenons pour preuve de notre entente, les photos de Chavez, du Che, de Sadr et de Khameney brandies côte à côte. Ces leaders saluent ensemble notre peuple. Si nous respectons vos opinions et vous, les nôtres, aucune puissance impérialiste ne pourra nous vaincre !

Evrensel : Parmi les autres dangers qui guettent la région, il y a le "changement de régime" que les gouvernements occidentaux planifient et dans cette perspective, les pressions que ceux-ci exercent sur Damas et Téhéran. Certaines sources prévoient que l'agression contre le Liban va déborder sur la Syrie. Pensez-vous qu'une guerre régionale puisse avoir lieu?

Hasan Nasrallah : Les puissances impérialistes déclarent sans détours vouloir assujettir les peuples de la région et remodeler le Moyen Orient en installant des gouvernements serviles. C'est contre cela que nous résistons aux côtés de la Syrie et de l'Iran. La provocation de l'attentat contre l'ex-premier ministre libanais Rafik Hariri leur avait servi à obtenir la retraite des troupes syriennes du Liban. Mais ces lâches n'ont pas voulu se contenter de cela. A présent, ils veulent attaquer militairement Téhéran et Damas, toujours avec le même genre de prétextes. La Syrie, l'Iran et le Hezbollah résisteront sans limite. Nous combattons pour notre patrie et notre liberté. Nous résisterons au moins par refus de nous mettre à genoux. Les impérialistes occidentaux espèrent faire du Liban et de notre région un deuxième Kosovo, en attisant des tensions entre les communautés. Nous ne marchons pas dans ce jeu. Dans nos rues, tous les Libanais, qu'ils soient Chrétiens, Sunnites ou Chiites brandissent les drapeaux du Hezbollah. Désormais, leur monde "monopolaire" fait partie du passé. Face à eux, il y a nous, l'Iran, la Syrie, le Venezuela, Cuba et la Corée du Nord. Il y a la résistance en Palestine, en Irak et en Afghanistan ! Tant que l'impérialisme et ses guerres d'occupation existeront, les peuples poursuivront leur résistance. Les impérialistes peuvent oublier la paix. S'ils la veulent, ils doivent d'abord respecter la liberté des peuples et éliminer leurs hordes de supplétifs. Grâce à Dieu, la victoire sera nôtre. Nous ne les laisserons pas faire de notre pays un nouveau Kosovo. Notre peuple est conscient et vigilant. En cas d'agression, nous n'abandonnerons jamais l'Iran ni la Syrie. Pour notre liberté, croyez-nous, nous combattons jusqu'à notre dernière goutte de sang. Nos ennemis s'en prennent à l'Iran parce que ce pays disposerait d'armes nucléaires alors que les Etats-Unis et leurs sbires israéliens en détiennent les plus grands stocks. La possession d'armes nucléaires n'est qu'un prétexte pour justifier la mise en place de régimes fantoches.

Evrensel : Certains prétendent que le Hezbollah est téléguidé depuis l'Iran. Que répondez-vous à cette accusation ?

Hasan Nasrallah : Ce n'est que pur mensonge. Nous sommes une organisation libanaise indépendante. Nous n'acceptons de directives de personne. Mais cela ne signifie pas pour autant que nous ne coopérons pas. Je le répète, nous sommes partisans. Nous prenons le parti de l'Iran et de la Syrie. Ce sont nos frères. La moindre attaque visant Téhéran ou Damas, nous la ressentirions comme une agression contre nous. Nous sommes prêts à les défendre jusqu'à notre dernier souffle. Nous prônons la résistance globale au terrorisme impérialiste global.

Evrensel : Souhaiteriez-vous ajouter quelque chose?

Hasan Nasrallah : La paix n'est jamais l'œuvre d'une seule partie. Il est impossible d'instaurer une paix durable dans un monde dominé par l'impérialisme. La paix ne peut que naître de la lutte pour l'émancipation. Par conséquent, elle ne peut être atteinte tant que des pays comme l'Irak, l'Afghanistan ou la Palestine subiront l'occupation.

NDT : (*) Deniz Gezmis, figure légendaire du "mai 68" turc, fut successivement l'un des dirigeants du mouvement étudiant turc des Jeunes révolutionnaires (Dev Genç) et celui de l'Armée de libération populaire de Turquie (THKO). En 1969, il rejoint le maquis de l'OLP en Palestine où il s'entraînera pendant trois mois. Le 4 mars 1971, il participe à l'enlèvement de quatre militaires américains dans le quartier de Balgat à Ankara. Capturé à Sarkisla, dans les montagnes de Sivas, il sera jugé en vertu de l'art. 146/1 pour "tentative de renversement de l'ordre constitutionnel turc" et condamné à mort le 16 juillet 1971, de même que ses camarades Yusuf Aslan et Hüseyin Inan. Pour entamer un échange de prisonniers avec le gouvernement turc et ainsi empêcher l'exécution de Deniz et de ses camarades, des combattants du THKP-C, le Parti-Front de libération populaire de la Turquie et son dirigeant Mahir Çayan qui en mai 1971 se firent connaître par l'exécution de l'ambassadeur d'Israël à Ankara Efraim Elrom, organisent le 27 mars 1972 l'enlèvement de trois agents britanniques de la base de l'OTAN située à Ünye. Le 30 mars 1972, les combattants du THKP-C échouent dans cette tentative de négociation et sont exécutés par l'armée gouvernementale dans le village de Kizildere. Le 6 mai 1972, Deniz Gezmis et ses deux compagnons

meurent en héros sous la potence, après avoir défié leurs bourreaux en appelant les peuples turcs et kurdes à l'insurrection.

mardi 15 août 2006 (21h46) :

Version turque : <http://www.evrensel.net/06/08/12/dunya.html#1>

1 - La Palestine martyrisée par les sauvages

ÉCOUTEZ LA LEÇON

Témoignages de deux femmes palestiniennes qui ont affronté courageusement l'armée d'occupation colonisation sioniste à Beit Hanoun

Gaza Beit Hanoun— Après le siège de la mosquée à Gaza, un correspondant d'Al Jazeera s'est entretenu avec deux femmes palestiniennes qui ont été blessées lors de la marche organisée pour protéger les combattants palestiniens réfugiés à l'intérieur de cette mosquée.

Asmaa Hamad

Je participais à la marche, essayant de savoir ce qui se passait concernant ceux qui avaient été capturés... et si nous pouvions les libérer.

Le tank israélien se trouvait à environ 5 mètres de distance, ils ont commencé à tirer sans sommation.

Où suis-je blessé ? A la jambe. De balles reçues.

Elham Hamad

Hier, (jeudi) les juifs ont parlé dans le haut parleur et ont ramassé tous les jeunes.

Ils ont prétendu qu'ils les ramèneraient, mais ils ne sont jamais revenus.

Ils ont capturé plus de 2000 jeunes.

A cinq heures du matin nous nous sommes rassemblées pour trouver ce qui était arrivé aux hommes capturés.

J'ai des jeunes hommes capturés et mes voisines aussi.

Nous étions plus de 30 ou 40 femmes, nous avons marché environ à 40 mètres de distance de nos maisons.

Nous avons été confrontées à un tank et nous avons levé un drapeau blanc. Sans sommation...ils ont commencé à nous tirer dessus.

Les femmes se sont éloignées en courant. Un certain nombre de femmes, dont moi, sont tombées à terre blessées, et nous sommes restées pendant longtemps sans aide ni ambulance.

Nous sommes restées allongées pendant 3 heures et nous perdions notre sang.

Source Al Jazeera. Net vendredi 3 novembre 2006

<http://english.aljazeera.net/NR/exeres/7E2B5708-6AF0-466F-ADD8-02B9882B46CB.htm>

Rappelons que deux Palestiniennes ont été tuées et plusieurs autres blessées. Ce soulèvement des femmes palestiniennes de Gaza, qui ont affronté, dans un acte exemplaire de non violence active, l'une des plus puissantes armées (mais certainement pas des plus courageuses pour mitrailler des femmes !) du monde, serait-il le signe d'une nouvelle implication de la résistance des femmes palestiniennes dans le combat contre l'occupation colonisation sioniste, alors que leur participation est restée très limitée pendant cette deuxième Intifada, à l'opposé de ce qui s'était passé pendant la première Intifada ?

5 novembre 2006 Planete non-violence / Al Jazeera

<http://www.stopusa.be/scripts/texte.php?section=BR&langue=1&id=25043>

LE LIBAN SOUS LE MARTEAU ISRAËLIEN

Sur la route du Sud

par Fouad Riad

Chers Amis,

Dès qu'il me fut permis de me rendre au Sud Liban, je pris la route. Pour rencontrer mes amis, collègues et clients dont - pour la plupart - j'étais sans nouvelles depuis le 12 Juillet.

L'autoroute reliant Beyrouth au Sud, part du centre ville et passe le long des pistes de l'aéroport. Je longeais ensuite les décombres de la "banlieue sud" sévèrement pilonnée par les bombardiers et les navires israéliens.

Je garde pour cette région de la "banlieue sud" des sentiments mitigés; n'est-ce pas la terre d'origine de ma famille? Des agriculteurs ont fourni pendant des siècles Beyrouth en laitages, fromages, viandes, fruits et légumes; j'avais là un grand père commerçant de filets de soie et des cousins qui s'acharnent à y maintenir une ferme.

En fait de vergers et de fermes, cette terre s'est transformée entre 1960 et 2006 en une énorme forêt de béton, habitée successivement par des réfugiés palestiniens chassés de Palestine en 1948 puis en 1967, puis par les Chiites arrivés d'abord de la Bekaa puis du Sud Liban à partir de l'invasion israélienne de 1982.

Pres de 500.000 habitants dans un périmètre de quelques kilomètres carrés, tous ont été déplacés par la machine de guerre israélienne entre le 12 Juillet et le 15 Aout 2006.

A la sortie du grand Beyrouth, vers Khalde, commençait la triste constatation de l'implacable volonté israélienne de nuire: tous les ponts de l'autoroute (enjambant les rivières ou passant au dessus), étaient systématiquement détruits. Une infrastructure qui a coûté des millions d'euro et des années d'efforts est ainsi réduite en poussière. A la vue de ces décombres, une certaine rage vous prend aux tripes.

A Saida, capitale du Sud (45 Km de Beyrouth), même désolation de destruction des ouvrages routiers et parfois de grands trous béants dans la chaussée, des trous de 10 mètres de diamètre et de 5 mètres de profondeur..

Je continuais vers Sour, la Tyr des Phéniciens. Pour y arriver nous étions contraints de quitter l'autoroute très endommagée et de suivre le chemin côtier à travers les orangeries et les bananeraies. Au pont du Kasmieh, nom du fleuve Litani à son embouchure (en relation avec le prophète Kassem qui y a un mausolée), nous faisons un grand détour car des ponts de fortune avaient été construits en amont.

07:45, je retrouvais mes collègues de notre centre de Sour. Ali et Boutros avaient, chacun à sa manière, trouvé refuge quelque part pendant ces jours terribles où Tyr avait manqué de tout! Ils insistèrent pour que je visite le "bloc" d'immeuble derrière le nôtre: 7 immeubles (12 étages chacun) rasés...

Les israéliens avaient parachuté des troupes pour enlever des dirigeants du Hezbollah qui habitaient ces immeubles et n'ayant pas réussi à les kidnapper, ils ont simplement dynamité tout le "bloc". Désolation et puanteur car il n'avait pas été encore possible de déterrer les cadavres.

J'étais surpris lors de notre brève réunion de mise au point du programme de la journée, par la sereine détermination de mes collègues de regarder l'avenir avec espoir. Quel soulagement pour un chef d'entreprise de ne pas avoir à remonter le morale de ses troupes!

08:30, nous avons rendez-vous avec un très vieil ami: Abou Zafer. (Lire " père de Zafer", prénom qui correspond en arabe à Victor)

Plutôt que d'entrer dans un édifice public, car il s'agissait de la municipalité de Sour dont Abou Zafer est le Président, je me sentis pénétrer dans une ruche ou tout évoluait à grande vitesse et dans un ordre parfait (étonnant pour l'Orient et surtout après des semaines de bombardements et de privations).

Ici, Abou Zafer s'appelle Khal, c.a.d. oncle maternel, c'est la manière affectueuse que les citoyens de la région de Tyr utilisent pour s'adresser à leur Président.

1,56 m, 50 Kg, visage émacié, Khal n'a pas changé depuis notre première rencontre dans les années 70!

Entre deux signatures et des téléphones brefs, il nous conta les tragiques jours et nuits de la guerre. Contrairement à tous les autres, il était resté sur place à Tyr, il avait assuré la farine et le carburant pour que le pain ne manque pas, il s'était occupé des jeunes de la défense civile et de ceux de la Croix Rouge dont les conditions étaient des plus difficiles, il avait soutenu les quelques médecins restés dans les hôpitaux et qui manquaient de tout, il avait en vain contacté les autorités libanaises desquelles il recevait de bonnes paroles mais jamais rien d'autre, il avait été à l'heure même du cessez-le-feu sur le Kasmieh avec l'entrepreneur et ses équipements pour construire des ponts de fortune que des centaines de milliers de citoyens déplacés ont commencé le même jour à emprunter pour rentrer chez eux.

Dans la discussion, Khal ne fut pas tendre pour les Autorités libanaise. La veille il avait clairement dit au Ministre des travaux publics combien son département avait été défaillant jusqu'ici. En notre présence, il recevait le Ministre de la Culture et soulignait l'incapacité du gouvernement à venir en aide. Une force de la nature, Khal compréhensif, efficace, rapide, menait sa ruche avec maestria. Il réussissait à insuffler la vie dans sa ville et ses environs meurtris, il agissait en vrai chef.

09:30 Dans le luxueux quartier de Haouch Basma, nous rencontrons Hajj Nabih Basma, agriculteur qui comme nombre de chiites émigrés en Afrique de l'Ouest était rentré au pays et s'était mis à exploiter la terre qu'il chérit. Il y a une relation entre le Libanais (quelque soit sa communauté) et la terre du Liban. Elle est totalement différente de celle de tous les autres Arabes (qui gardent l'approche peu concernée du nomade envers la terre). Hajj Nabih et sa famille avaient tenu 3 semaines puis avaient fui l'impossible vacarme et les mortelles bombes israéliennes. Je fus frappé par sa détermination mêlée de ce fatalisme qui marque les peuples du Moyen Orient. Il avait perdu deux grandes fermes avicoles, l'une rasée par les bombes, l'autre n'ayant pu être nourrie pendant 3 semaines. Deux de ses immeubles à l'entrée de Sour avaient été mis à plat, mais il rendait grâce à Dieu qu'aucun membre de sa famille n'ait été atteint et ne se plaignait de rien. Il allait tout reconstruire.

10:30, à 8 Km de la frontière israélienne sur la côte, je rencontrais deux jeunes gens assistant leur père Hajj Mohamad Harb dans la gestion de leur société d'intrants agricoles. Ali a fait des études d'agriculture, Mohamad Jr la gestion. Pour arriver chez eux, 8 Km de route défoncée par les faits de guerre et transformée en piste. Des cadavres de voitures calcinées sur les bords et aucun bâtiment debout (station service, entrepôt, maison, ferme, etc.). Ensemble, nous avons évalué les dommages de destruction mais également les pertes des récoltes et l'impact sur les saisons de production à venir. Ils s'étendirent sur le danger des bombes à fragmentation: de la taille d'une pomme, ces engins qui prennent toute sorte de figures attrayantes (tête de poupée, bibelot etc.) explosent dès qu'ils sont touchés. Munis d'un fil, ils s'accrochent dans les arbres ou se trouvent par terre. Depuis l'arrêt des hostilités de nombreux enfants ou adultes sont morts ou ont été amputés à cause de ce type d'armes interdites et que les israéliens utilisent couramment au Sud Liban. Ils auraient lâché près de vingt mille de ces bombes le dernier jour des hostilités!

11:45, visite de Hajj Mohamad Taleb, commerçant en intrants. Il nous attendait avant de se rendre à Bint Jbeil (30 Km à l'est de Tyr), son village totalement détruit par les bombardements israéliens. Sa mère impotente, s'était réfugiée chez l'Imam du village et avait pu partir au cours des 48 heures de trêve agréées par les deux parties pour permettre la sortie des civils. Hajj Mohamad rentrait pour la première fois chez lui, constater les dégâts et planifier la reconstruction

12:30, Mostapha est un gérant de domaines qui a loué les agrumeraies de l'archevêché maronite de Tyr: 50 hectares surplombant la ville et reluisant de santé par comparaison aux centaines d'hectares que nous avions traversés et qui étaient dans un état piteux pour n'avoir pas été irrigués pendant plus d'un mois. Près de lui sous le ficus géant où il nous avait recue, Mostapha avait des barils remplis de bombes à fragmentation. Alors que Ali et Mohamad nous avaient expliqué le danger réel de ces engins, Mostapha avait préféré se renseigner auprès des artificiers de l'armée libanaise comment les recueillir. Facilement les 100Kg, jovial, simple et humble, il avait passé la guerre à visiter son exploitation chaque fois que son bon sens lui disait que les israéliens n'allaient pas le tirer. Il est confiant dans l'avenir et croit en Dieu comme tous ceux que nous avons rencontrés avant lui.

13:30, réunion aux bureaux du CAL à Tyr pour un bilan de cette longue matinée
- dégâts énormes, par centaines de millions d'euros
- pertes très importantes devant perturber sinon détruire le cycle commercial agricole mais en face une farouche détermination de vivre chez tous ces fils du Liban Sud!

Des Abou Zafer, il y en a beaucoup au Liban, dommage qu'ils ne soient pas au Gouvernement.
Des Ali, Boutros, Mostapha, il y en a beaucoup au Liban, ils sont la raison de la pérennité de ce pays.

Dans mes précédents papiers, je vous avais présenté le cadre politique régional et ses implications au Liban.

J'ai voulu aujourd'hui vous dire de quoi est fait mon pays, d'hommes et de femmes qui aiment la vie et qui chérissent la liberté.

Depuis 7000 ans d'Histoire connue, le Moyen Orient n'a pas connu la Paix, nous la souhaitons quand même de toutes nos forces et espérons que le monde cessera de voir en notre patrie un pôle de fixation idéal pour les explications violentes entre les Puissances.

Fouad Riad, ce Dimanche 27 Aout 2006

N.B. Je vous rappelle de bien vouloir me répondre sur mon mail personnel : b27@dm.net.lb

Deux mois plus tard, une délégation de la *Gazette du Golfe et des banlieues* a été invitée à faire le même périple et elle a pu enregistrer les mêmes constatations. Seulement, les gravats avaient été enlevés, sauf à Bint Jbeil, une ville particulièrement dévastée par l'artillerie. Les bombes soufflent et l'artillerie casse. Les dégâts ne sont pas du tout les mêmes. Partout, on observe les travaux de reconstruction. Même les ponts sur l'autoroute. Mais ce sont des efforts privés. L'Etat libanais, qui a touché de fortes sommes de la communauté internationale, ne se mêle de rien. L'argent n'est probablement pas perdu pour tout le monde.

Les combattants du lieu nous montrent les traces de l'offensive. Peu désireux de circuler sur les routes en raison de risques de mines, les Israéliens ont cru malin de faire tracer des routes nouvelles par leurs puissants bulldozers blindés. Ils sont ainsi passé par le fond des oueds avant d'escalader les collines pour attaquer les villages, toujours construits sur des points stratégiques. La stupidité de cette approche est évidente : les énormes blindés à la queue leu leu dans le fond de ces canyons ont été la cible des roquettes antichars qui les ont arrêtés dans un indescriptible chaos. Il a fallu demander dans l'urgence aux bulldozers d'ériger des murs de terre et déployer l'infanterie pour tenter de protéger les monstres d'acier. Bien peu ont pu repartir intacts. La génération qui commande cette armée est composé de tueurs d'enfants et de femmes. C'est une expérience qui ne les préparait pas à rencontrer des hommes sur le terrain, chez eux. La défaite sera longtemps cuisante.

L'ARME SECRÈTE

Entre la Victoire (des uns) et la défaite (des autres)

par Israel Shamir

Nous entrons dans une période absolument cruciale. Nous sommes en effet à la croisée des destinées – nous allons connaître des temps où nos actions (ou nos inactions) seront susceptibles de déterminer notre futur et celui de nos enfants, pour des années. Des combats, sans doute les plus acharnés, se déroulent en ce moment même au Liban : une petite force de la Résistance – deux mille hommes au commencement de la guerre, et sans doute beaucoup moins aujourd'hui – se tient prête dans ses retranchements face à l'assaut d'une armée suréquipée forte de trente mille hommes, qui passe à l'offensive en dépit de la résolution de l'Onu imposant un cessez-le-feu. A elle seule, la survie des hommes de la Résistance signifiera leur victoire.

La résolution de l'Onu – écrite par les Etats-Unis, et approuvée par Israël – est profondément injuste : les troupes de l'Onu seront stationnées, non pas en Galilée, afin de protéger le Liban de la furie juive, mais au Sud Liban, afin de protéger le puissant voisin... C'est l'agressé, qui tente de se défendre, qui sera désarmé, et non pas l'agresseur. C'est injuste. Mais, injuste, ça ne l'était sans doute pas encore suffisamment, aux yeux des juifs : à peine cette résolution venait-elle d'être adoptée, que l'armée israélienne fonçait, afin de s'emparer d'autant de terrain possible avant l'heure officielle du cessez-le-feu. C'était là un tour pendable, violant totalement l'esprit de la résolution de l'Onu, mais qui en respectait scrupuleusement la lettre. A propos de ce genre de magouille, les juifs disent : « C'est casher, mais ça pue ! »

La décision prise par le gouvernement israélien a été authentiquement orwellienne, voire schizophrénique : accepter le cessez-le-feu TOUT EN poursuivant à fond la caisse la conquête du Sud Liban ? ! ? D'après les éclaircissements donnés par le commandant de l'armée israélienne pour la région Nord, Israël a l'intention d'encercler le Sud Liban et d'y continuer le combat y compris APRES le cessez-le-feu. Il a appelé ça : « la nécessité de nettoyer les terroristes ». Sayyed Nasrallah, le chef du Hizbullah, a juré de son côté de combattre l'envahisseur sur le terrain, tout en acceptant le cessez-le-feu.

Dès lors, il y a peu de chances que l'invasion israélienne du Liban et les combats qui en ont découlé prennent fin de sitôt. Aujourd'hui, Israël a bombardé la dernière route qui reliait encore le Liban à la Syrie sa voisine, et les civils libanais ont de ce fait perdu leur dernière chance de s'échapper. Cette mesure, associée à un largage massif de troupes parachutées au bord du Litani, vise à couper les voies d'approvisionnement nécessaires aux combattants libanais terrés sur le champ de bataille, tandis que les troupes israéliennes, elles, bien entendu, sont réapprovisionnées en permanence par Washington. La participation américaine à la guerre ne se limite pas au soutien diplomatique total et aux fournitures militaires apportés par Washington à Israël : allant jusqu'à mettre ses propres troupes en Irak en danger, le Pentagone a déplacé ses satellites espions géostationnaires de la verticale de Bagdad jusqu'au ciel du Liban, cette manœuvre ayant nécessité un transfert massif de soldats états-uniens vers Bagdad.

De plus, d'importants juifs américains amis d'Israël, à Washington, ont appelé le gouvernement israélien à se battre pour vaincre, car un Israël non-victorieux, l'Empire n'en a nul besoin. L'éditorialiste du *Washington Post* Charles Krauthammer a ainsi écrit, cette semaine : « ... La quête d'une victoire à bon marché par Olmert a mis en danger non seulement l'opération au Liban, mais tout autant la confiance placée en Israël par l'Amérique. » Max Boot, membre du Conseil des Relations Extérieures, a écrit, dans le *Los Angeles Times* : « La Syrie est faible, et elle est juste à côté. Pour sécuriser ses frontières, Israël doit frapper le régime [du Président Bashar] al-Assad. » Les juifs américains exigent la guerre, et la victoire d'Israël : « La juiverie américaine [doit] se comporte[r] comme un Etat totalitaire communiste, dès lors qu'il s'agit de guerres juives », a pu écrire un éditorialiste de *Tikkoun*, une publication jadis réputée progressiste.

Les exhortations belliqueuses venues de la mouvance du Jinsa sont liées à la chute d'une première victime juive américaine du conflit. En effet, Joseph Lieberman, un belliciste démocrate éminent, vient de perdre les élections primaires, dans l'Etat du Connecticut. Les ondes sismiques émises par sa défaite ont menacé la base bipartisane du soutien à Israël au Congrès. Le Président Bush a exprimé sa sympathie à ce soi-disant « démocrate » totalement dévoué à Israël et à la guerre au Moyen-Orient. Les forces pro-guerre, aux Etats-Unis, flairant le danger, ont intensifié leurs efforts visant à étendre la guerre à l'ensemble du Moyen-Orient.

Ces forces ont de nombreux alliés en Israël, dont le leadership est en train de ressasser sa déculottée militaire dans ce qui était supposé devoir être une brillante campagne éclair, et cherche un bouc émissaire. Les généraux blâment le gouvernement, qui leur aurait dénié leur totale liberté de mouvement, et ils bougonnent, évoquant un coup d'Etat ; des ministres blâment l'armée ; des officiers du renseignement affirment – contre toute vraisemblance - qu'ils avaient prévu ce qui allait advenir. Le Premier ministre Olmert doit partir, a exigé Ari Shavit, un des principaux éditorialistes du quotidien *Ha'aretz*, devenu un néo-fasciste « né une deuxième fois », et qui a accusé le libéralisme israélien de la responsabilité de la défaite ; tandis qu'un encart payé, à la une du *Ha'aretz*, ce quotidien réputé progressiste, exhorte « Ehud [Olmert] et Amir [Péretz] à vitrifier l'Iran ! »

Cette requête risque malheureusement encore d'être satisfaite, même si le *blitzkrieg* n'a pas si bien marché que cela, au Liban. Les missiles du Hizbullah représentaient une contre-menace pour Israël : ils risquaient d'être activés en cas de déclenchement d'une attaque israélo-américaine contre l'Iran et la Syrie. Désormais, la menace de ces missiles étant écartée – et après un repos et un réarmement réparateurs – les Israéliens risquent de continuer la mise en application de leurs plans visant à rayer Damas et Téhéran de la carte. Telle est, en tout état de

cause, la seule raison vraisemblable de leur acceptation d'un cessez-le-feu.

Le cessez-le-feu, c'est l'arme secrète d'Israël. Dès lors que « Tsahal » prend sa baffe, les juifs mettent en branle l'arme secrète et gagnent une mi-temps, et une opportunité de reprendre les combats, à leur convenance, après s'être réarmés et reposés. L'arme du cessez-le-feu avait été utilisée pour la première fois en 1948, les Nations Unies le déclarant à deux reprises, associé à un embargo sur les armes. Les deux fois, l'Etat juif naissant a tiré un maximum de profit de ces deux cessez-le-feu : les livraisons d'armes aux Palestiniens étaient frappées d'embargo, tandis que les juifs recevaient des cargaisons d'armements sophistiqués du gouvernement (à déguisement stalinien, mais très largement juif) de Prague. Réarmés et rafraîchis, les juifs reprisent leur offensive, quand ils furent prêts pour cela, et ils écrasèrent la résistance palestinienne.

Le cessez-le-feu fut à nouveau déclenché en 1973 : il sauva alors l'Etat juif d'une défaite annoncée, en permettant à l'administration américaine, sous la houlette de Kissinger, de réarmer les Israéliens, tout en les autorisant à violer ledit cessez-le-feu dès lors qu'ils le jugeraient opportun. La stratégie du coup du lapin à base de cessez-le-feu a été intégrée dans les plans de guerre israéliens dès le début de la Guerre au Liban – Le Retour. Les juifs ont bombardé les civils, au Liban. Si le massacre de Cana est le plus notoire, il y a eu des dizaines de Canas, de la même manière qu'en 1948 le massacre de Deir Yassin n'a été que le plus célèbre de toute une série de massacres [perpétrés en Palestine]. La population civile israélienne a souffert, elle aussi, mais ce sont les Palestiniens de la Galilée [les « Arabes israéliens »] qui ont le plus souffert, parce que l'artillerie israélienne bombardait le Liban depuis leurs villages quasiment dépourvus d'abris, en espérant (et en causant inmanquablement) des tirs en retour, à la grande joie des nationalistes juifs.

Quand la conscience mondiale exigea qu'il fût mis fin au massacre des innocents, Israël posa son ultimatum, par l'intermédiaire de sa superpuissance alliée, les Etats-Unis, disant, en substance : « Si vous voulez que les tueries s'arrêtent, alors, s'il vous plaît, faites notre [sale] boulot à notre place : désarmez la résistance, imposez l'embargo à ses fournitures d'armes, recolonisez le Liban, afin que, quand nous serons en mesure de reprendre la guerre, le Liban nous tombe entre les mains, comme un fruit mûr. »

Seuls la ténacité et le courage des combattants du Hizbullah ont amené les Français à améliorer un tout petit peu le projet de résolution israélo-américain ; néanmoins celui-ci est à peu près aussi généreux que les conditions du prêt stipulées par Shylock.

Le Conseil de Sécurité m'a fait penser à cet arbitre d'une nouvelle brève de Jack London – *Le Mexicain* :

Le personnage principal de cette nouvelle, un garçon mexicain souple et agile, Rivera, doit combattre un grand boxeur catégorie poids lourds, Danny, une sorte de Tyson de l'époque, afin de remporter un prix richement doté qui lui permettra d'acheter des fusils pour la Révolution. Au début, Rivera attaque : « On ne saurait qualifier cela de combat. Ce fut une boucherie, un massacre. Danny, à n'en pas douter, montrait ce dont il était capable – splendide démonstration. Le public était tellement sûr de son pronostic qu'il ne remarqua même pas que le jeune Mexicain tenait encore debout. Le public avait carrément oublié Rivera... Il faut dire qu'il ne le voyait que de temps à autre, tellement il était enveloppé par l'attaque anthropophage de Danny. C'est alors qu'il se produisit une chose stupéfiante : Rivera était debout. Mais seul ! Danny, le redoutable Danny, était sur le dos. L'arbitre faisait des va-et-vient entre eux deux, et Rivera put soupeser à quel point les secondes qu'il comptait étaient interminables. Tous les Gringos étaient contre lui, arbitre compris. A « neuf », l'arbitre repoussa Rivera d'un geste brusque. C'était injuste, mais cela permit à Danny de se relever. » Puis, à chaque occasion, « l'arbitre s'affaira, décollant Rivera de Danny afin que celui-ci puisse le rouer de coups de poing, donnant à Danny tous les avantages qu'un arbitre partial est en mesure d'accorder », poursuit Jacques London. Pourtant, en dépit de ces avantages, Tyson fut battu. La ténacité et la pugnacité du svelte Mexicain lui permirent de vaincre son adversaire avant que l'arbitre et les policiers n'aient pu lui voler la victoire.

Les Libanais et les Palestiniens peuvent encore remporter la victoire, malgré la puissance énorme d'Israël et de l'Amérique. Mais, dans la « real politique », il est inutile de pousser à la victoire : nous pouvons nous satisfaire d'un *modus vivendi*. De plus en plus d'Israéliens sont en train de dessaouler, y compris le mouvement La Paix maintenant !, qui a soutenu la guerre depuis le début. Le principal danger continue à provenir des sionistes extrémistes américains, qui sont prêts à se battre, depuis leurs chaises longues, jusqu'au dernier Israélien. Il faut absolument que leurs concitoyens leur jettent un seau d'eau froide, pour les ramener à la raison. En Israël, l'intoxication belliqueuse est certes en train de s'évaporer, mais pas encore suffisamment vite. Les destructions, au Liban, sont indescriptibles : des reporters israéliens les

comparent au Berlin de 1945. Des dizaines de combattants israéliens et libanais, et beaucoup de civils israéliens et libanais sont en train de mourir, en ce moment même, à cause de la tentative désespérée de marquer d'ultimes points déployée par les dirigeants israéliens. Les Israéliens meurent en vain, envoyés à la mort par leurs dirigeants.

Il ne faut pas que le gouvernement israélien soit récompensé pour son in conduite. Les résolutions du Conseil de Sécurité sur le Liban appellent au désarmement des forces non autorisées par le gouvernement de Beyrouth. Aussi les dirigeants libanais devraient-ils intégrer le Hizbullah dans leur Etat et dans leur appareil militaire, ce qui couperait court immédiatement au complot sioniste. Les Libanais peuvent prendre de la graine du précédent de 1948, année où les organisations terroristes juives (Palmach, Haganah, Etzel, notamment) avaient été incorporées et intégrées à l'armée israélienne. Le Hizbullah a démontré sa puissance, sa capacité de combattre l'ennemi et de cacher son jeu, en serrant ses cartes sur sa poitrine. Il s'agit là de qualités non négligeables.

Cela, le Président maronite du Liban, Emile Lahoud, l'a bien compris, lui qui a répondu aux jérémiades sionistes habituelles d'un journaliste occidental d'une manière très favorable au Hizbullah : « Le Hizbullah, c'est cette force qui a été capable de libérer les territoires du Sud du Liban, en 2000. Notre armée est une armée nationale, or la résistance est une résistance nationale. Vous voudriez que l'armée de la Nation désarme la résistance nationale, laquelle est complémentaire de l'armée, même si elle opère à partir d'une autre salle de commandement des opérations ? Pas question ! »

Mais il est une autre grande victoire du Hizbullah, qui est d'avoir su cicatrizer la querelle entre Sunnites et Chiites, cette querelle qui a été suscitée et entretenue par Al-Qa'ida. Ce groupe nébuleux, basé en Afghanistan, créé par les Etats-Unis afin de combattre les Soviétiques dans les années 1980, était restée dans la naphthaline, jusqu'en 2001, année où les décideurs de la politique américaine ne le ressuscitent au moyen des attentats du 11 septembre, même si encore aujourd'hui – bientôt cinq années après – son implication dans ces attentats n'a pas été démontrée. Quels que soient les auteurs des attentats contre les Tours Jumelles du World Trade Center et contre le Pentagone (et on ne sait pas qui ils sont), ils se sont attiré une vague de sympathie auprès des désenchantés du Nouvel Ordre Mondial, de Paris à Téhéran et de Moscou jusqu'en Oklahoma. Les Maîtres du Discours s'inquiétaient du fait que cette immense moisson ne risque de tomber aux mains d'un groupe capable et dangereux (pour eux) (non nécessairement musulman) et ils ont préféré l'offrir à leur création domestiquée : Al-Qa'ida. Depuis lors, Al-Qa'ida a montré qu'elle était un outil précieux pour les Américains : elle n'a pourtant rien fait de particulièrement digne d'être mentionné : elle a décapité des touristes, en filmant leur décapitation ; elle a fait de son pire afin de susciter une guerre de religions entre Sunnites et Chiites en Irak, faisant sauter des bombes dans des mosquées et tuant des pèlerins. Elle a su attirer des jeunes gens valeureux et audacieux, sur la base de ses états de service en septembre 2001 – mais elle les amenés à leur perdition.

L'ascension du Hizbullah est venue défier ces petits arrangements entre soi. Au lieu de se battre contre ses coreligionnaires musulmans, le Hizbullah se bat contre l'Empire judéo-américain. Diamétralement opposé à cette fausse qu'est Al-Qa'ida, le Hizbullah est une résistance authentique, qui mène une vraie guerre : il ne s'arrête jamais de combattre pour poser devant les caméras de télévision. Les jeunes hommes inspirés, désireux de combattre pour une juste cause, se sont par conséquent tournés vers Nasrallah.

Les pantins sans âme d'Al-Qa'ida ont appelé leurs ouailles à combattre le Hizbullah, mais en vain. La querelle intestine entre Sunnites et Chiites s'estompe, et la majorité sunnite du monde arabe a préféré Sayyed Nasrallah, le Défenseur des Opprimés, à ces imposeurs de loi islamique (shari'a) que sont Ben Laden et Al-Zarqâwî.

Quant au Complot des Poudres d'Heathrow, il ne s'agit apparemment que d'une tentative désespérée déployée par les patrons d'Al-Qa'ida afin de redorer la gloire défraîchie de leurs créatures en tentant de démontrer qu'ils ne sont pas totalement éteints.

La bonne raclée administrée par le Hizbullah [à l'armada sioniste] aura de sérieuses conséquences bien au-delà du Liban : elle va réunifier l'Orient, contre l'Empire.

Dimanche 13 août 2006, 22 h 22 GmT. Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier, membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique (www.tlaxcala.es). Cette traduction est en Copyleft.

<http://www.israelshamir.net/French/Fr10.htm>

LES ARMES PROHIBÉES

TOUJOURS CET HUMANISME JUIF

Armes nouvelles Liban-Gaza : Appel aux Médecins et Scientifiques

Par **Monica Zoppé**

De nombreux témoignages ont désormais été recueillis par des hôpitaux, témoins, artificiers, journalistes, soulevant des doutes très graves sur certains épisodes de l'offensive israélienne actuelle au Liban et à Gaza. En plus de la dispersion d'uranium appauvri, et des dommages écologiques importants dus aux carburants et substances chimiques répandus suite des bombardements d'usines et de dépôts, les récits et les images qui montrent « des symptômes étranges et inconnus » suscitent une préoccupation particulière.

On parle de corps dont les tissus sont nécrosés mais qui n'ont pas de blessures apparentes ; de corps apparemment « rapetissés » ; de blessés dont les jambes à moitié emportées continuent à se nécroser malgré l'amputation, et qui meurent ; des cas ont été décrits de blessures internes comme celles provoquées par une explosion, mais sans traces d'éclats ; ou bien de cadavres noircis alors qu'ils ne sont pas brûlés, ou d'autres qui avaient été apparemment blessés mais ne semblent pas avoir saigné...

Tout cela suggère la possibilité que des armes nouvelles aient été utilisées : des armes à énergie directe, des agents chimiques et biologiques, en une sorte d'expérimentation macabre de guerre future dans laquelle on ne respecte rien : ni règles internationales (de la convention de Genève aux traités sur les armes chimiques et biologiques), ni réfugiés, ni hôpitaux et Croix-Rouge, sans parler des civils et de leur avenir, de leurs enfants, de l'environnement, tellement empoisonné qu'y vivre sera une condamnation.

Bien que les problèmes pour les peuples palestinien et libanais soient nombreux et immédiats, ces observations ne doivent pas laisser indifférents. Plusieurs appels ont déjà été adressés à et par des experts et chercheurs scientifiques pour faire toute la lumière sur ces événements. Nous avons décidé de répondre à ces appels, en mettant à disposition nos expériences, connaissances et compétences scientifiques. Nous sommes en train de nous organiser pour apporter un soutien aux institutions sanitaires libanaises et palestiniennes qui demandent une aide et des vérifications. Nous examinons tous les témoignages et les preuves déjà recueillis, avec d'autres experts, pour formuler des hypothèses d'enquête qui puissent être soumises à vérification. Nous demandons une intervention des institutions scientifiques qui nous représentent, et qui ont le devoir d'être vigilants et d'intervenir dans des cas comme celui-ci.

Nous soutenons la requête provenant de plusieurs parties, et en particulier des médecins des zones du conflit, pour que l'ONU constitue une commission internationale et indépendante des gouvernements pour vérifier sur le terrain les accusations d'usage d'armes de nouveau type, et de destruction de masse, par Israël dans le conflit actuel. Nous demandons avec force que soient immédiatement déclenchées des procédures pour garantir que les échantillons biologiques prélevés sur les victimes soient préservés dans les conditions adéquates pour être examinés scientifiquement.

Nous demandons ainsi que cette commission internationale ait accès à toutes les sources disponibles, qu'elle soit opérationnelle et respecte les procédures de contrôle croisé par différents laboratoires qui sont la règle dans la « science civile », portant ainsi l'affaire devant les autorités compétentes, y compris le tribunal pour les droits de l'homme, et les cours de justice internationale.

De notre côté, nous nous réunirons le 25 août pour donner une forme opérationnelle permettant l'examen de tous les éléments disponibles jusque là, et élargir le groupe de travail à d'autres experts. En tant que personnes, en tant que chercheuses et chercheurs, nous mettons à

disposition tout ce que nous pouvons pour arriver à la connaissance des faits, convaincus que la justice, l'équité et la convivialité pacifique entre les peuples ne peuvent être atteints que dans le respect des règles que la communauté internationale s'est données jusqu'à présent, en ce qui concerne les comportements des parties en conflit. Nous en demandons la vérification.

Nous nous adressons à tous les chercheurs et chercheuses afin qu'ils contribuent à ce travail en apportant leurs compétences scientifiques et leur aide concrète. En particulier, les toxicologues, chimistes, pharmaciens, anatomopathologistes et médecins experts en brûlures et traumatismes sont invités à envoyer leur email à l'adresse que nous avons créée dans cet objectif : nuovearmi@gmail.com

Il manifesto, 8 août 2006

Angello Baracca, Paola Manduca, Monica Zoppé.

Source : www.ilmanifesto.it

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio.

Tsahal utiliserait à Gaza un nouveau type d'armes, le DIME américain

Michel Bôle-Richard

L'armée israélienne a-t-elle utilisé, au cours de l'été, dans la bande de Gaza, un nouveau type d'armes très performantes qui cause des blessures inhabituelles ? De nombreux témoignages font état de profondes brûlures et de membres sectionnés nettement, *"comme s'ils l'avaient été par une scie"*, indique un médecin de l'hôpital Chifa, à Gaza, cité, mercredi 11 octobre, par le journal *Haaretz*. Les corps des morts n'ont pas été déchiquetés par des éclats comme c'est le cas habituellement, et les médecins ont noté que les blessures comportent de minuscules orifices d'entrée. A l'intérieur, il y a de petites particules qui ne peuvent, selon les médecins, être détectées aux rayons X.

Une équipe de la chaîne de télévision italienne RAI 24news, la même qui avait révélé l'utilisation des bombes au phosphore lors de l'attaque américaine de Fallouja, en Irak, en novembre 2004, a enquêté sur ces blessures. Elle a abouti à la conclusion qu'il pouvait s'agir d'une nouvelle arme américaine appelée DIME (Dense Inert Metal Explosive), dont la particularité est d'être très performante pour détruire la cible choisie tout en causant des dégâts dans un rayon très limité de quelques mètres. C'est d'ailleurs ce qu'a reconnu un général israélien à la retraite, Yitzhak Ben-Israël.

Selon le site Internet des laboratoires de l'armée de l'air américaine, ce type de projectiles, qui serait au stade expérimental, est constitué d'une enveloppe en carbone avec à l'intérieur un mélange composé notamment de tungstène, métal qui est très conducteur de la chaleur. *"Le résultat est beaucoup plus destructeur qu'un explosif normal, est-il indiqué, et l'impact des micro-shrapnels cause un effet similaire mais beaucoup plus puissant que l'onde de choc de la déflagration."*

Les journalistes italiens ont fait analyser à l'université de Parme les particules récupérées sur les victimes. Selon les résultats, il s'agit *"d'une grande concentration de carbone et de la présence de matériaux inhabituels comme le tungstène, l'aluminium et le cuivre"*. Ce qui laisse supposer qu'il s'agirait du DIME, l'arme adéquate pour les assassinats ciblés pratiqués par Tsahal dans la bande de Gaza à partir de drones ou d'hélicoptères.

Ces nouveaux projectiles ont été utilisés à Gaza pendant la guerre du Liban, à une époque où tous les regards étaient tournés vers le pays du Cèdre. Depuis le 28 juin, date du lancement de l'opération Pluies d'été, après l'enlèvement trois jours auparavant du caporal israélien Gilad Shalit, Tsahal a mené d'innombrables incursions et bombardements dans la bande Gaza, tuant 240 personnes.

Michel Bôle-Richard

Le Monde 13.10.06

Le Mystère de la bombe secrète à l'uranium d'Israël

Par Robert Fisk

Israël a-t-il utilisé une nouvelle arme secrète à base d'uranium dans le Sud-Liban cet été, lors de l'assaut de 34 jours qui a coûté la vie à plus de 1.300 Libanais, pour la plupart des civils ?

Nous savons que les Israéliens ont utilisé des bombes américaines anti-bunkers contre le quartier général du Hezbollah à Beyrouth. Nous savons qu'ils ont aspergé le Sud-Liban de bombes à fragmentation dans les dernières 72 heures de la guerre, laissant des dizaines de milliers de mini-bombes qui tuent toujours des civils libanais chaque semaine. Et nous savons maintenant — après qu'elle a d'abord nié catégoriquement avoir utilisé de telles munitions — que l'armée israélienne a aussi utilisé des bombes au phosphore, des armes qui sont censées être réglementées en vertu du troisième protocole des Conventions de Genève, que ni Israël, ni les Etats-Unis n'ont signé.

Mais des preuves scientifiques collectées à partir d'au moins deux cratères de bombes, à Khiam et à At-Tiri, théâtre de combats féroces entre les combattants du Hezbollah et les soldats israéliens en juillet et août derniers, suggère que des munitions à base d'uranium puissent être aussi incluses dans l'inventaire des armes d'Israël — et qui ont été utilisées contre des cibles au Liban. Selon le Dr Chris Busby, le Secrétaire Scientifique britannique du Comité Européen sur les Risques de Radiations, deux échantillons de sol, projetés par les bombes massives ou guidées, ont montré des "signatures radioactives élevées". Ces deux échantillons ont été transmis au laboratoire Harwell dans l'Oxfordshire pour de plus amples examens par spectrométrie de masse — utilisée par le Ministère de la Défense — qui ont confirmé, dans ces échantillons, la concentration d'isotopes d'uranium.

Le rapport initial du Dr Busby établit qu'il y a deux raisons possibles pour cette contamination. "La première est que l'arme était un petit équipement original expérimental de fission nucléaire (c'est à dire, une arme thermobarique[1]) basée sur la température élevée de l'éclair causé par l'oxydation d'uranium... La seconde est que cette arme était une arme conventionnelle de pénétration anti-bunker à l'uranium utilisant de l'uranium enrichi plutôt que de l'uranium appauvri". Une photographie de l'explosion de la première bombe montre de grands nuages de fumée noire qui pourraient résulter de la combustion de l'uranium.

L'uranium enrichi est produit à partir du minerai naturel d'uranium et est utilisé comme combustible pour les réacteurs nucléaires. Les déchets produits par le processus d'enrichissement constituent l'uranium appauvri. C'est un métal extrêmement dur, utilisé dans les missiles antichars pour percer les blindages. L'uranium appauvri est moins radioactif que l'uranium naturel, qui est lui-même moins radioactif que l'uranium enrichi.

Israël a la mauvaise réputation de ne pas avoir dit la vérité à propos de l'usage qu'il a fait des armes au Liban. En 1982, Israël a nié avoir utilisé des munitions au phosphore sur des zones habitées par des civils — jusqu'à ce que des journalistes découvrent des civils morts ou en train de mourir dont les blessures s'enflammaient lorsqu'elles étaient exposées à l'air.

J'ai vu deux bébés morts qui, lorsqu'ils furent sortis du tiroir de la morgue à Beyrouth-Ouest, lors du siège de la ville, ont soudain repris feu. Israël a officiellement nié avoir utilisé à nouveau le phosphore au Liban cet été — sauf pour "marquer" des cibles — même après que des civils furent photographiés dans les hôpitaux libanais avec des brûlures correspondant aux munitions au phosphore.

Et puis, dimanche dernier, Israël a soudainement admis qu'il n'avait pas dit la vérité. Jacob Edery, le ministre israélien en charge des relations avec le parlement, a confirmé que des obus au phosphore ont été utilisés dans des attaques directes contre le Hezbollah, ajoutant que "selon la loi internationale, l'usage de munitions au phosphore est autorisé et l'armée (israélienne) respecte les règles des normes internationales".[2]

Interrogée par *The Independent* pour savoir si l'armée israélienne avait utilisé, au Liban cet été, des munitions à base d'uranium, Mark Regev, le porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères israélien a déclaré : "Israël n'utilise aucun armement qui n'est pas autorisé par la loi internationale ou les conventions internationales". Ce qui soulève toutefois plus de questions que cela n'apporte de réponses. En effet, une grande partie de la loi internationale ne couvre pas les armes modernes à l'uranium parce que ces dernières n'étaient pas inventées lorsque les règlements humanitaires, tels que les Conventions de Genève, furent établis et parce que les gouvernements occidentaux refusent toujours de croire que leur utilisation peut causer des dommages à long-terme sur la santé de milliers de civils vivant dans les zones touchées par ces

explosions.

Les forces américaines et britanniques ont fait usage de tonnes d'obus à l'uranium appauvri (UA) en Irak en 1991 — leurs têtes à pénétration renforcée étant fabriquées à partir des produits des déchets de l'industrie nucléaire — et cinq années plus tard, une épidémie de cancers est apparue au sud de l'Irak.

Les déclarations initiales de l'armée des Etats-Unis ont prévenu des conséquences graves pour la santé publique si de telles armes étaient utilisées contre des véhicules blindés. Mais les gouvernements américain et britannique ont tout fait pour minimiser ces affirmations. Pourtant, les cancers continuent de se répandre. Des rapports confirment que les civils en Bosnie — où l'UA était aussi utilisé par les avions de l'Otan — souffrent de nouvelles formes de cancer. Les obus à l'UA ont été à nouveau utilisés lors de l'invasion anglo-américaine de l'Irak en 2003, mais il est trop tôt pour enregistrer leurs effets sur la santé.

"Lorsqu'un obus-flèche à l'uranium touche une cible dure, les particules de l'explosion ont une durée de vie très longue dans l'environnement", a déclaré hier le Dr Busby. "Elles se répandent sur de longues distances. Elles peuvent être inhalées par les poumons. L'armée semble réellement croire que ce truc n'est pas aussi dangereux qu'il n'est [en réalité]". Alors, pourquoi Israël utiliserait-il une telle arme lorsque ses cibles — dans le cas de Kham, par exemple — ne se trouvent qu'à trois kilomètres de la frontière israélienne ? La poussière soulevée par les munitions à l'UA peut être soufflée de l'autre côté des frontières internationales, exactement comme le chlore, utilisé dans les attaques par les deux camps lors de la Première Guerre Mondiale, s'est souvent rabattu sur leurs auteurs.

Chris Bellamy, le professeur de sciences et de doctrine militaires à l'Université de Cranfield, qui a passé en revue le rapport de Busby, a déclaré : "Au pire, il s'agit d'une sorte d'arme expérimentale avec un composant à l'uranium enrichi, dont nous ne connaissons pas encore l'objectif. Au mieux — s'il est possible de dire une telle chose — cela montre une attitude remarquablement cavalière pour l'utilisation des produits des déchets nucléaires".

L'échantillon de sol provenant de Kham — site d'une prison tristement célèbre pour sa pratique de la torture lorsque Israël occupait le Sud-Liban entre 1978 et 2000 et ligne de front et bastion du Hezbollah lors de la guerre de cet été — était un échantillon de terre rouge percutée par une explosion ; le taux d'isotopes était de 108, indiquant la présence d'uranium enrichi. "Les effets sanitaires sur les populations civiles locales, à la suite de l'utilisation de gros obus-flèches à l'uranium, et la grande quantité de particules d'oxyde d'uranium pouvant être respirées dans l'atmosphère", dit le rapport de Busby, "ont toutes les chances d'être significatives... nous recommandons que la zone soit examinée pour rechercher d'autres traces de ces armes, avec pour objectif de la nettoyer".

La guerre du Liban de cet été a commencé après que les combattants du Hezbollah ont traversé la frontière libanaise pour pénétrer en Israël, capturer deux soldats israéliens et en tuer trois autres, provoquant Israël à déclencher un bombardement massif sur les villages, villes, ponts libanais et autres infrastructures civiles. [NdT : les cinq autres soldats qui sont tombés durant le raid du Hezbollah, et dont la mort est attribuée par Israël — et les Occidentaux en général — au Hezbollah, ont sauté sur des mines antipersonnel posées par les Israéliens eux-mêmes]. Des associations des droits de l'homme ont dit qu'Israël avait commis des crimes de guerre en attaquant les civils. Toutefois, le Hezbollah s'est aussi rendu coupable de tels crimes, parce qu'il a tiré vers Israël des missiles remplis de billes de roulement, transformant leurs roquettes en bombe à fragmentation primitives à explosion unique.

Cependant, de nombreux Libanais ont conclu depuis longtemps que la dernière guerre du Liban a été un terrain de test d'armes pour les Américains et les Iraniens, qui les ont fournies respectivement à Israël et au Hezbollah. De la même manière qu'Israël a utilisé dans ses attaques des missiles étasuniens (non-prouvé jusqu'à présent), les Iraniens ont pu tester une roquette qui a touché une corvette israélienne au large de la côte libanaise, tuant quatre marins israéliens et faisant presque sombrer le vaisseau après un feu à bord qui a duré 15 heures.

Ce que les fabricants d'armes ont fait des dernières découvertes scientifiques de l'usage potentiel d'armes à l'uranium au Sud-Liban n'est pas encore connu. Ni leurs effets sur les civils.

Traduction JFG

Notes : [1] arme thermobarique : Arme de type conventionnel, explosive, qui combine des effets thermiques, d'onde de choc et de dépression. On appelle aussi ce type d'arme : armes à surpression thermobarique, *fuel-air explosives (FAE or FAX)*, bombes aérosols ou bombes à vide ou encore bombes à charge creuse. On lira avec intérêt le communiqué du député français Jacques Myard, rapportant l'utilisation de telles armes : "[Israël a-t-il perdu la raison ?](#)".

The Independent, le 28 octobre 2006 Article original : "[Mystery of Israel's secret uranium bomb](#)"

Dans son message, il a déclaré : je soutiens l'appel des artistes et des producteurs de cinéma pour le boycott des institutions israéliennes soutenues par l'Etat d'Israël et je demande aux autres de rejoindre cette campagne.

Les Palestiniens ont été contraints à lancer cet appel de boycott après 40 (??) ans d'occupation de leur terre, la destruction de leurs maisons et le meurtre de leurs citoyens, sans qu'ils aient un espoir de cesser cette répression. En tant que citoyens britanniques, nous devons reconnaître la responsabilité personnelle, et nous dénonçons le gouvernement britannique, le gouvernement des Etats-Unis pour leur soutien à l'armement israélien. Nous devons nous opposer au terrorisme des gouvernements britannique et américain illégitimes.

Nous ne pouvons pas ignorer cet appel des amis palestiniens. Je refuse l'invitation qui m'a été adressée de participer au festival des films à Haïfa ou tout autre événement semblable en Israël.

Appel de l'association Palestine en marche (septembre 2005)

Pourquoi boycotter et sanctionner l'Etat d'Israël ?

Le peuple palestinien, constitué pour plus de la moitié de réfugiés, est privé depuis plus d'un demi-siècle et malgré plusieurs résolutions internationales de son droit au retour dans son pays, sur ses terres et ses propriétés : dans les camps de l'exil, dans les camps situés dans les territoires occupés en 1967 ou à l'intérieur même de l'Etat d'Israël, les réfugiés revendiquent le droit de rentrer chez eux.

Quand il n'est pas exilé, le peuple palestinien subit l'occupation : bombardements, raids meurtriers sur les camps, les villages et les villes, arrestations, démantèlement des structures sociales, économiques et politiques : démolition des maisons et des usines, destruction des écoles et des administrations. Les agglomérations palestiniennes sont démembrées par les colonies de peuplement et les routes reliant ces colonies auxquelles a été ajouté le mur de l'annexion ; les populations sont décimées par les arrestations massives et les 9000 prisonniers sont privés de tous leurs droits, considérés comme des criminels par l'Etat occupant.

Dans le cadre de l'Etat sioniste instauré en 48 où vivent un million et demi de Palestiniens considérés par l'Etat comme des citoyens, les Palestiniens sont expropriés de leurs terres, expulsés de leurs villages non-reconnus, leurs maisons sont démolies et leurs institutions religieuses détruites ou profanées. Ils sont assassinés et menacés par la judaïsation de leurs terres et le nettoyage ethnique.

Malgré cette injustice flagrante subie par le peuple palestinien depuis près d'un siècle, les puissances occidentales ont décrété unilatéralement qu'il y a un processus de paix. Au lieu de faire pression sur l'Etat d'Israël, pour l'application des décisions internationales et mettre fin à l'occupation, favoriser le retour des réfugiés et accorder le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, où qu'il se trouve, les puissances occidentales (USA et UE) font pression sur le peuple palestinien pour entériner l'injustice accomplie, accepter la domination de l'idéologie sioniste, coloniale et raciste, sur la région et arrêter toute résistance pourtant légitimée par les résolutions internationales. Ces puissances occidentales exercent des pressions sur les pays arabes pour les amener à normaliser leurs relations avec le régime sioniste et entériner l'occupation de la Palestine et le démembrement du peuple palestinien.

- Parce qu'un appel au boycott de l'Etat d'Israël et aux sanctions les plus vastes a été lancé par plus de 172 associations palestiniennes, représentant la société civile, les organisations et partis palestiniens. Cet appel dit :

« Nous, représentants de la Société Civile Palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid.

Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos états respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël.

Nous invitons également les Israéliens honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix.

Ces mesures punitives non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël

honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international en :

- 1. Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de tous les terres Arabes et en démantelant le Mur
- 2. Reconnaisant les droits fondamentaux des citoyens Arabo-Palestiniens d'Israël à une égalité absolue; et
- 3. Respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU

- Parce que nous ne pouvons pas accepter la poursuite de l'injustice faite au peuple palestinien,
- Parce que nous considérons que la résistance du peuple palestinien à l'invasion sioniste de sa terre est une résistance légitime, reconnue par les textes internationaux
- Parce que la Charte de l'ONU (article 41) autorise l'utilisation de l'arme pacifique du boycott et de la rupture de toutes relations avec tout Etat qui ne respecte pas le droit international,

Nous appelons les diverses composantes de la population en France et en Europe à se joindre à

la campagne internationale de boycott et de sanctions contre l'Etat d'Israël.

Face aux gouvernements complices de l'occupation israélienne et de l'injustice, dont les diverses propositions visent à faire plier le peuple palestinien pendant qu'ils se gargarisent des mots « paix » et « démocratie », affirmons notre soutien sans faille aux résistants en Palestine jusqu'au recouvrement des droits légitimes du peuple palestinien, où qu'il se trouve !

Exigeons : la fin de l'occupation, le démantèlement de toutes les colonies et la fin du processus colonial, la libération de tous les prisonniers palestiniens et arabes, l'arrêt de la judaïsation des terres et la démolition des villages non-reconnus, le retour de tous les réfugiés à leurs terres et leurs propriétés.

Nous ne pouvons, en tant que peuples épris de justice, agir comme les gouvernements occidentaux, leurs alliés arabes et des ONGs internationales, dans la gestion de l'occupation pour la rendre moins horrible car la violence de l'occupation engendre la lutte de libération.

- Savez-vous que les paysans palestiniens considérés citoyens de l'Etat d'Israël, ne peuvent cultiver certains produits, réservés aux Juifs (pomme de terre, par exemple) ?
- Savez-vous que des institutions israéliennes ont un statut associatif en France (KKL, par exemple) et collectent des millions d'euros pour coloniser les terres palestiniennes (Cisjordanie, Naqab, Galilée) ?
- Savez-vous que les prisonniers palestiniens et arabes sont des cobayes pour les recherches pharmaceutiques israéliennes ?
- Savez-vous qu'Israël a détruit plus d'un million d'oliviers en quelques années ? que son armée et ses colons ont dévasté des milliers d'hectares ?

C'est pour toutes ces raisons que nous devons boycotter et sanctionner Israël.

Le boycott est une arme légalement reconnue

Ne nous laissons pas impressionner par les accusations lancées par les sionistes en France

Réclamons la fin de toute coopération entre institutions académiques, culturelles, sportives, économiques israéliennes d'une part et françaises et européennes de l'autre,

Ecrivons à nos élus pour leur expliquer nos positions, protestons et manifestons contre la présence d'une quelconque représentation israélienne dans notre ville, université, école, lieu de travail (syndicats).

Protestons contre les jumelages de nos villes avec des villes israéliennes (qui ne sont que des villages ou villes palestiniens, détruits ou dont la population a été expulsée en 48).

Ecrivons aux entreprises françaises qui sous-traitent avec des entreprises israéliennes, aux centrales d'achats qui importent les produits israéliens, exprimons notre désaccord avec leur collaboration à l'occupation, la colonisation et l'expulsion du peuple palestinien.

www.arabs48.com

26 août 2006

Forums amis :

<http://fr.groups.yahoo.com/group/assawra/>

http://fr.groups.yahoo.com/group/islam_jeunesse_international/

Lettre de Jostein Gaarder au Centre Simon Wiesenthal

Nous ne reconnaissons plus l'Etat d'Israël. C'est une décision sans appel. L'Etat d'Israël a violé la reconnaissance du monde, et il n'obtiendra pas la paix tant qu'il ne déposera pas ses armes. L'Etat d'Israël, sous sa forme actuelle, appartient au passé », écrit Jostein Gaarder.

Il n'y aura pas d'appel. Il est temps de retenir une nouvelle leçon : nous ne reconnaissons plus l'Etat d'Israël. Nous n'avons pas reconnu le régime d'apartheid en Afrique du Sud, et nous n'avons pas non plus reconnu le régime des Taliban en Afghanistan. Puis il y eut beaucoup de gens qui ne reconnurent pas le régime de Saddam Hussein en Irak, ou l'épuration ethnique perpétrée par les Serbes. Il faut nous habituer à cette idée : l'Etat d'Israël, sous sa forme historique, appartient désormais au passé.

Nous n'adhérons pas à la notion d'un peuple « élu de Dieu ». Le caprice de ce peuple nous fait marrer, mais nous pleurons devant ses méfaits. Se comporter en « peuple élu de Dieu », c'est être non seulement stupides et arrogants, mais c'est commettre un crime contre l'humanité. Cela s'appelle le racisme.

La tolérance a des limites

Notre patience atteint ses limites, et notre tolérance n'est pas infinie. Nous ne croyons pas aux promesses divines en tant que prétextes pour occuper le territoire d'autrui et pratiquer la discrimination raciale. Nous avons laissé le Moyen Âge derrière nous. Ceux qui croient que le dieu [qui a créé] la flore, la faune et les galaxies aurait choisi un peuple, entre mille, pour en faire son choucou et [lui] aurait remis ses idioties de tables, de buissons ardents et de permis de tuer nous font marrer, mais pas vraiment de gaieté de cour.

Nous appelons un massacreur de bébés « massacreur de bébés », et nous n'accepterons jamais qu'un peuple tel celui-ci ait reçu on ne sait trop quel mandat divin, ou même [simplement] historique, qui excuserait ses exactions. Nous disons, simplement : toute forme d'apartheid, toute forme d'épuration ethnique et toute forme de frappe terroriste contre des civils, que ce soit par le Hamas, le Hizbullah ou l'Etat d'Israël sont honteux !

Un art de la guerre dénué de tout scrupule

Nous reconnaissons et nous assumons la profonde responsabilité de l'Europe dans le calvaire des juifs, avec notamment le harcèlement pitoyable, les pogromes et l'Holocauste dont ils ont été les victimes. Il était nécessaire, historiquement et moralement, que les juifs obtiennent leur propre pays. Toutefois, l'Etat d'Israël, avec son art de la guerre dénué de tout scrupule et ses armes atroces, a massacré sa propre légitimité. Cet Etat a constamment violé le droit international, les conventions internationales et d'innombrables résolutions de l'Onu, dont il ne peut par conséquent plus escompter que cette organisation continuera à le protéger. Il a bombardé en tapis la reconnaissance du monde entier.

Mais ne craignez plus ! Les Tribulations vont bientôt prendre fin. L'Etat d'Israël a désormais connu son Soweto. Nous sommes aujourd'hui arrivés au bord de la chute d'eau. Impossible de retourner en arrière. L'Etat d'Israël a violé la reconnaissance mondiale, et il ne connaîtra aucune paix, tant qu'il n'aura pas déposé les armes. Sans aucune défense, dénué y compris de sa peau Puissent l'esprit et le logos faire tomber les murs d'apartheid d'Israël.

L'Etat d'Israël n'existe pas. Il est aujourd'hui sans défense, il est dénué y compris de sa peau. Puisse maintenant le monde avoir pitié de la population civile ; car notre prophétie de désolation ne bien entendu nullement les civils en tant qu'individus. Nous souhaitons le bien au peuple d'Israël, rien d'autre que le bien.

Mais nous nous réservons le droit de ne pas manger d'oranges provenant de Jaffa aussi longtemps qu'elles auront un goût de sang et qu'elles seront empoisonnées. On s'est abstenu, durant quelques années, de déguster les raisins bleus de l'apartheid, et nous avons survécu.

Ils célèbrent leurs triomphes

Nous ne pensons pas qu'Israël se lamente autant pour les quarante enfants libanais tués qu'il le fait au sujet des quarante années passées dans le désert, voici trois mille ans. Nous relevons que beaucoup d'Israéliens célèbrent ce genre de triomphes de la même manière qu'ils fêtèrent jadis les plaies [envoyées par le] Seigneur en guise de « punition méritée » du peuple d'Egypte (dans ce récit, le Seigneur Dieu d'Israël s'avère un sadique insatiable.) Nous nous interrogeons : la plupart des Israéliens pensent-ils vraiment qu'une vie israélienne vaut plus que quarante vies palestiniennes, ou libanaises ?

En effet, nous avons vu les photos de petites filles israéliennes inscrivant des messages de haine sur les bombes qui allaient être déversées sur les populations civiles du Liban et de la Palestine. Ces petites filles israéliennes ne sont pas mignonnes, quand elles ont les yeux brillants

de haine sadique en pensant à la mort et à la torture que déverse leur pays de l'autre côté des deux fronts.

Représailles et vengeances sanglantes

Nous ne reconnaissons pas le discours de l'Etat d'Israël. Nous ne reconnaissons pas la spirale des représailles et des vengeance sanglantes dans la lignée de l'adage «œil pour œil, et dent pour dent ». Nous ne reconnaissons pas le principe de dix ou mille yeux arabes pour un œil israélien. Nous ne reconnaissons pas les punitions collectives, ni l' éclaircissement des populations en guise d'armes politiques. Deux mille ans se sont écoulés, depuis qu'un rabbin juif a critiqué la doctrine archaïque « œil pour œil, et dent pour dent ».

Ce rabbin juif a dit : « Faites à autrui ce que vous voudriez qu'ils vous fit. » Nous en reconnaissons pas un Etat fondé sur des principes anti-humanistes et sur les ruines d'une religion archaïque nationaliste et belliqueuse. Ou, comme l'a dit Albert Schweitzer : « L'humanisme consiste à ne jamais sacrifier un être humain pour une quelconque cause. »

Compassion et pardon

Nous ne reconnaissons pas l'antique Royaume de David comme modèle pour la carte du Moyen-Orient au vingt-et-unième siècle. Le rabbin évoqué plus haut a affirmé, voici deux mille ans, que le Royaume de Dieu n'est pas la restauration manu militari du Royaume de David ; le Royaume de Dieu est en nous, et au milieu de nous. Le Royaume de Dieu est compassion et pardon.

Deux mille ans ont passé, depuis que le rabbin juif a désarmé et totalement humanisé la vieille rhétorique guerrière. Mais, déjà de son temps, les premiers terroristes sionistes étaient agissants. Israël n'écoute pas. Depuis deux mille ans, nous avons révisé l'abécédaire de l'humanisme, mais Israël n'écoute pas. Ce ne sont pas les Pharisiens, qui ont aidé cet homme abandonné au bord du chemin, après avoir été la victime de voleurs. Non. C'était un Samaritain. Aujourd'hui, nous dirions : un Palestinien. Nous sommes hommes, en premier. Ce n'est qu'en second lieu que nous sommes chrétiens, musulmans, ou juifs. Mais, comme l'a dit notre rabbin juif : « Mais si vous n'honorez que vos frères, alors, que faites-vous de plus (de mieux) que les autres ? » Nous n'acceptons pas que l'on kidnappe des soldats. Mais nous n'acceptons pas, non plus, la déportation de populations entières ou l'enlèvement de parlementaires démocratiquement élus et de ministres.

Nous reconnaissons l'Etat d'Israël de 1948. Pas celui de 1967. C'est l'Etat d'Israël lui-même, qui ne reconnaît pas, qui ne respecte pas, qui ne se conforme pas à l'Etat internationalement reconnu qu'est l'Israël de 1948. Israël veut plus - plus d'eau, et plus de terres. Pour obtenir cela, il en est qui envisage, avec l'assistance de Dieu, prétendent-ils, une solution finale au « problème palestinien ». « Les Palestiniens disposent déjà de si nombreux pays », ont osé arguer certains hommes politiques israéliens ; « or nous, nous n'en avons qu'un. »

Les Etats-Unis, ou le monde entier ?

Ou, comme le dit le principal protecteur de l'Etat d'Israël : « Puisse Dieu continuer à bénir l'Amérique ! ». Une petite fille remarqua ceci. Elle alla voir sa mère et lui demanda : « Pourquoi le Président termine toujours ses discours en disant : « Que Dieu bénisse l'Amérique ! » ? Pourquoi ne dit-il pas : « Que Dieu bénisse le monde ! » ? » Et puis, il y avait aussi un poète norvégien qui avait laissé échapper ce cri du cour apparemment enfantin : « Pourquoi l'Humanité est-elle si lente à progresser ? » C'est ce même poète qui a écrit magnifiquement sur le thème de l'Homme juif et de la Femme juive. Mais il a rejeté la notion du peuple élu de Dieu. Personnellement, il aimait se qualifier lui-même de musulman.

Sérénité et miséricorde

Nous ne reconnaissons pas l'Etat d'Israël. Pas aujourd'hui, pas en écrivant ceci, pas à l'heure du deuil et de l'affliction. Si la nation israélienne toute entière doit un jour tomber, victime de ses propres procédés, et si une partie de sa population doit fuir ses territoires occupés vers une nouvelle diaspora, alors, nous dirons : « Puissent leurs nouveaux pays demeurer sereins et faire montre de miséricorde à leur égard. C'est un crime éternel, sans aucune circonstances atténuantes, que de porter la main sur un des réfugiés apatrides.

Paix et libre circulation, pour les évacués, pour les civils ne bénéficiant plus de la protection d'un Etat. Ne tirez pas sur les fugitifs ! Ne les prenez pas pour cibles ! Ils sont désormais totalement vulnérables - comme des escargots sans coquille. Ils sont vulnérables, comme les lentes caravanes des réfugiés palestiniens et libanais, aussi désarmés que les femmes,

les enfants et les vieillards de Cana, de Gaza, de Sabra et de Chatila. Donnez un abri aux réfugiés israéliens ; donnez-leur du lait et du miel !

Qu'aucun enfant israélien ne paie [les crimes de l'Etat sioniste] de sa vie. Car trop d'enfants et de civils ont d'ores et déjà été assassinés.

Un peuple « élu » (par Dieu, certes, mais il y a ballottage.)

par Jostein Gaarder in Aftenposten (Norvège), 5 août 2006 Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier, membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique (www.tlaxcala.es). Cette traduction est en Copyleft.

Jostein Gaarder est un éminent écrivain norvégien. Il est notamment l'auteur du best-seller « Le Monde de Sophie », dont vingt-cinq millions d'exemplaires ont été vendus dans le monde entier, en cinquante-trois langues.

De : Orangerouge

samedi 12 août 2006

http://bellaciao.org/fr/article.php3?id_article=32339

LA FIN APPROCHE : LES ISRAÉLIENS SE LAMENTENT DÉJÀ

SANS SOUVERAINETÉ

Repli ou disparition

Pr. Arnon Sofer

Dans les années 30 du siècle dernier, la Tchécoslovaquie et la Pologne ont cessé d'exister, mais même sans souveraineté, leurs citoyens (moins les Juifs qui étaient parmi eux) ont continué de résider sur leur terre.

La situation israélienne actuelle est différente : si, à Dieu ne plaise, l'Etat Juif perdait sa souveraineté, ce qui pourrait se produire, compte tenu de la combinaison d'éléments tels que l'éventualité d'un conflit conventionnel ou nucléaire, d'actes de terrorisme terribles en Israël et à l'étranger, d'un grave déclin économique, de la perte de notre majorité démographique qui pourrait être accompagnée de l'extermination de citoyens. C'est la vraie signification d'un danger existentiel.

Malheureusement, divers éléments menacent l'existence d'Israël, certains dans l'immédiat et d'autres sont à nos portes. Si nous ne nous préparons pas correctement, ces éléments risquent de nous écraser d'ici 10 ou 20 ans tout au plus.

La menace iranienne est nucléaire mais elle est également une menace militaire directe, comme nous l'avons appris durant la dernière guerre, quand nous avons fait face à l'ampleur des investissements, de la sophistication de l'armement, et du défi que Téhéran a instauré au Liban.

Il y a de fortes chances que l'Iran prenne également la Syrie, Gaza, la Judée Samarie, et le terrorisme mondial sous son patronage. Le réveil de l'Islam extrémiste en général et de l'Islam chiite en particulier, de Téhéran par Bagdad et jusqu'à Beyrouth, constitue un véritable danger. Par ailleurs, il ne faut pas ignorer les processus d'islamisation en Europe qui mènent à un nouveau genre d'hostilité sur le continent et l'alliance bizarre entre l'Islam extrémiste et l'extrême gauche contre Israël.

La croissance naturelle particulièrement élevée dans les pays voisins d'Israël augmente graduellement leurs populations et leur densité. Elles ont besoin d'importantes ressources comme l'eau, souvent aux frais d'Israël et produisent des eaux d'égout qui se déversent en partie sur Israël. De plus, la pauvreté, de l'autre côté de la frontière, pousse des centaines de milliers d'Arabes à s'infiltrer en Israël, dans le but d'améliorer leur qualité de la vie. De cette manière, ils réalisent (pas officiellement) leur « droit au retour » N'étant pas étanches, les frontières permettent non seulement ces infiltrations, elles favorisent des activités criminelles de contrebande de grande envergure. Avec un minimum d'investissement, nous aurions été en mesure de sceller les frontières avec l'Egypte et la Jordanie. Parallèlement, Israël doit amplifier le potentiel de Tsahal, compte tenu du renforcement militaire de la Syrie et de l'Egypte, de même que du terrorisme palestinien et libanais.

Un million et demi de Palestiniens vivent actuellement dans la bande de Gaza. La plupart d'entre eux sont extrêmement pauvres. Leurs revenus tournent en moyenne autour de 700 à 800 dollars par an (en comparaison, en Israël, la moyenne est de 20 000 dollars) Ils sont désespérés, disposés au suicide et représentent donc, bien qu'étant très peu armés, un ennemi sérieux. Dans cinq ans, Gaza comptera deux millions et demi d'habitants et entre temps, les conditions de vie ne feront qu'empirer.

Que mangeront-ils ? Où habiteront-ils ? Qui les rétablira ? Les pressions seront probablement dirigées contre Israël. Nous serons obligés de nous défendre et nous serons certainement blâmés par divers hypocrites et accusés d'être la cause de cette tragédie. En Judée Samarie, pour l'instant, la situation est meilleure, mais on peut déjà constater qu'elle est en train de se détériorer. Deux millions et demi de Palestiniens vivent actuellement en Judée Samarie. 250 000 Israéliens vivent au cœur de cette population. Dans quatre ou cinq ans, on comptera quatre ou cinq millions de Palestiniens et les Israéliens seront peut-être un demi million. Qu'est-ce que cela nous réserve ? Du terrorisme et de la guerre.

A l'intérieur de la "ligne verte" on remarque une nette migration vers la région de Tel-Aviv. La population palestinienne s'installe dans la périphérie abandonnée par la population Juive (des Arabes israéliens, mais aussi des Palestiniens qui ont profité de l'occasion pour s'infiltrer en territoire israélien) Les Juifs quittent même Jérusalem et dans le Néguev, ceux qui peuvent se le permettre, s'en vont s'installer ailleurs et ne laissent derrière eux qu'une population défavorisée. Pour l'instant, environ 250 000 Bédouins vivent dans le sud. C'est la plus pauvre minorité du pays, avec le taux le plus élevé de natalité au monde. Cette minorité est pleine d'amertume et de colère et cela se manifeste par des actes criminels et par une forte hostilité. Rappelons que trois aéroports stratégiques sont situés dans cette région. Mais les gouvernements israéliens qui se succèdent rapidement n'ont pas le courage et la détermination nécessaire pour s'occuper sérieusement de cette importante question. En attendant et indépendamment de la dernière guerre, le nord est également progressivement déserté et les promesses telles que «la nation est avec la Galilée!» sont des mots vides cachant le manque d'action qui risque d'engendrer un désastre.

Sur le territoire occidental d'Erets Israël, les Juifs sont déjà en minorité. Sans la bande de Gaza, le pourcentage de Juifs est de 60% et dans 15 ans, il sera égal à celui des Arabes. En définitive, en 2020, six millions de Juifs vivront au cœur de 14 millions de Palestiniens de la Galilée, en passant par la Judée Samarie et jusqu'à la Jordanie. C'est une réelle et concrète menace existentielle et le seul moyen de l'empêcher est de disperser immédiatement la population juive à travers le pays et parallèlement de choisir entre perdre la majorité juive et une deuxième "itnatkout" (séparation unilatérale).

Les changements démographiques mènent déjà à une autre réalité dure : Israël devient le pays occidental le plus dense du monde et en conséquence son fonctionnement et sa qualité de vie diminuent rapidement et risquent de rejoindre le niveau du tiers monde. De plus en plus de jeunes et de récents immigrants décident de quitter le pays ou disent en tous cas que c'est leur intention. Nous devons établir immédiatement des systèmes de transport modernes, construire de hauts immeubles et apprendre à la population à vivre à l'étroit et dans le respect des droits de l'autre, simplifier les procédés de planification et par-dessus tout, imposer la loi et faire cesser les abus. Depuis plus de dix ans, la police est occupée à chasser les terroristes suicidaires alors que ses effectifs sont réduits et qu'ils disparaissent des rues de nos villes. Résultat : la corruption fait rage, de même que le crime et la construction illégale et la sécurité personnelle se dégrade. C'est pourquoi nous avons désespérément besoin d'un pouvoir sachant comment agir, programmer, construire, éduquer et faire imposer la loi. Nous avons également besoin également de médias qui consacrent moins de temps aux ragots et à leur côte de popularité et un peu plus de temps à suivre les choses sérieuses et la capacité des autorités à gérer l'état. Les gouvernements se suivent les uns les autres et aucun ministre n'a jamais assez de temps pour programmer quelque chose et dans le cas où il formule un projet, il n'a jamais le temps de le réaliser. Il n'existe pas de processus de prise de décisions ordonné et le pays est en plein chaos et paralysé. C'est peut-être ce qui menace le plus le pays à l'heure actuelle et afin de régler les problèmes que nous avons besoin de résoudre, il faudra prendre des mesures impopulaires. Je doute fort qu'avec le régime actuel, nous ayons des chances de nous en sortir.

Ma conclusion est que nous avons besoin de changer de régime présidentiel et de donner à la personne élue les moyens qui s'imposent pour nous sortir de ce bourbier.

mardi 19 septembre 2006 - 21:15

<http://a7fr.net/Default.aspx?tabid=52&articleType=ArticleView&articleId=23493>

LACHRYMOSE

The Jewish People's 9/11By: **Michael Freund**

The following piece typifies the lachrymose conception of Jewish history which is central to Ashkenazi Zionist thought. Freund, a former aide to Benjamin Netanyahu, currently earns his living as the head of a group called Shavei Yisrael which puts this historical ideology into action. Shavei Yisrael sees Jewish history as a series of tragedies and as the Jewish state as a means to remove Jews from the larger world and place them in a Jewish ghetto. After reading this article the various political and financial issues that emerge from this work become clearer and more frightening. The sense of Jewish powerlessness and weakness is quite overwhelming.

David Shasha (Sephardic Heritage # 226)

Say what you will about Jewish holidays never being on time, but Tisha B'av this year couldn't possibly be falling at a more suitable moment.

With rockets raining down on the north and south of the country, suicide bombers attempting to infiltrate Israel's cities, Iran developing nuclear technology and much of the world's wrath unfairly aimed in our direction, the onset of the fast day this evening seems downright fortuitous.

After all, this time of year has always been one of sadness and grief on the Jewish calendar, as we commemorate the numerous disasters that befell our people on Tisha B'av throughout the ages.

Now, with so much terror and bloodshed going on around us, and mounting uncertainty about what the future may hold, Tisha Be'av has never seemed more relevant.

Obviously, a little historical perspective helps, so consider this: Tisha B'av is the ninth day of the 11th month on the Hebrew calendar. In other words, it is the Jewish people's 9/11, our national day of infamy.

All through our history this day has been one of calamity and disaster, starting with the biblical sin of the spies in the desert who spoke ill of the Promised Land, on through the outbreak of World War I, the outcome of which paved the way for the rise of Adolf Hitler and Nazi Germany.

In the medieval period, Tisha Be'av coincided with the banishment of the Jews from various European countries. It was in 1290, on Tisha Be'av, that King Edward I of England signed the edict ordering the expulsion of all Jews from his realm. This dastardly act was replicated by France's Philip the Fair in 1306, and later by Spain's Ferdinand and Isabella in 1492.

But, of course, the central theme of the day lies in recalling the destruction of the First and Second Temples in Jerusalem, both of which fell, centuries apart, on Tisha B'av.

When the Roman legions of the emperor Vespasian, led by his son Titus, captured the Holy City over 19 centuries ago, it marked a turning point in our people's fate.

The historian Josephus, in Book 6, Chapter 9 of *The Jewish War*, asserts that some 1.1 million Jews died at the hands of the Romans during the siege and destruction of Jerusalem and another 97,000 were taken captive. Many were either sold into slavery or fed to the lions.

It was akin to a spiritual and demographic Holocaust, one that nearly shattered the people of Israel, marked the end of the commonwealth and initiated a long and painful exile from which most of world Jewry has yet to return.

Indeed, all the tragedies and suffering that have befallen the Jewish people over the past 2,000 years - the Crusades and the Inquisition, the Cossacks and the pogroms, on through the Nazi Holocaust - can be traced back to that fateful day, the 9th day of the Hebrew month of Av, when the flames rose up over Jerusalem and consumed the house of God that lay at its heart.

Had the city not fallen, had the Jews not been defeated, the exile might never have occurred, along with all the death and destruction that have accompanied it throughout the ages.

And here we are, on the eve of Tisha Be'av, nearly 2,000 later, and the Jewish people find themselves once again under siege.

Like the Romans of old, our modern-day enemies have surrounded the Jewish state, diplomatically and militarily, terrorizing the populace and attacking the innocent. Cease-fires are of no interest to them, nor is peace their concern. Their agenda is simple and straightforward, and chillingly extreme: to eliminate the Jewish presence entirely from the region.

It is not a very cheerful thought, I know, given our past track record on Tisha B'av. Even the most jovial of optimists must surely be wondering where this is all headed.

Yet there is precisely one aspect of Tisha B'av that gives me reason to hope that somehow, in some way, this time around things might just be different.

The Talmud tells us that it was senseless hatred among the Jews that brought about the downfall of the ancient Temple. Josephus too notes how the bitterly divided Jewish factions continued to fight and undermine each other, even as the Roman troops advanced forward to slaughter them.

Nowadays, however, one thing has become clear: Amid all the violence directed against us we stand together, united as never before.

How long it will last is anyone's guess. But even if it does prove fleeting, it nonetheless gives us a glimpse of a better future, when all of Israel will truly come together.

So when we sit down on the floor this evening and read the prophet Jeremiah's Book of Lamentations while abstaining from food and drink, it is worth recalling that all is truly never lost.

Tisha B'av may have been our 9/11, but out of this painful crucible, we will eventually emerge stronger and more robust than ever before.

For if Jewish suffering was born on Tisha B'av as a result of disunity, at least we can say that this time around, we are entering the fast day forged again into one.

And that thought alone should provide us with comfort. As King David once said (in Psalms, chapter 30): "You have transformed my sadness into a joyful dance, you have taken away my sorrow and surrounded me with joy." May that be the legacy of this year's Tisha B'av, and ours as well.

The Jerusalem Post, August 2, 2006

MÊME LES SIONARDS DE "ZALÉA" S'Y METTENT

Faut-il fermer l'Etat d'Israël ?

Le site Zalea présente les choses comme ça :

Danielle Bleitrach, sociologue et cyber-journaliste, ex-membre du comité central du Parti Communiste Français, a publié cet été sur internet un article intitulé : "*Il faut en finir avec l'Etat d'Israël et le sionisme.*" Voir cet article sur le site Le Grand Soir :

http://www.legrandsoir.info/article.php3?id_article=3872 et sur le site Mille Babords :

http://www.millebabords.org/article.php3?id_article=4532 Cet article, qui a valu des menaces de mort à Danielle Bleitrach, nous a donné l'idée de consacrer un grand débat à ce thème apparemment provocateur, mais qui permet d'aborder le fond des problèmes du Proche Orient : Faut-il fermer l'Etat d'Israël ?

<http://www.zalea.org/spip.php?article808>

Fermons, fermons !

Tous ces gens sont un ramassis de descendants de colporteurs d'Europe Centrale qui ont quand même une petite larme pour leurs coreligionnaires. Les juifs sont "victimes" de l'existence d'Israël. Et oui, il faut toujours être victime. Il n'y a pas d'autre statut possible. Ces gens sont des bavards impénitents. Le jour où l'un d'entre eux ira en Palestine avec une pioche pour attaquer le Mur de Sharon à la main, nous commencerons à nous intéresser à eux. A la fin de cet échange d'insanités, l'infortunée Bleitrach fait appel à l'Union juive pour la paix qui est le repère de judéo-communistes à peine débarbouillés de leur ancien stalinisme. Une vraie collection de fossiles provenant de la dernière période glaciaire...

20 octobre: Faut-il fermer l'Etat d'Israël ?

Voici la réaction de Danielle Bleitrach à l'émission :

— Je ne comprends pas que vous ayez laissé dire à votre cinéaste caractériel exactement le contraire de ce que j'ai dit... Il a fait à mes dépens avec mauvaise foi et d'une manière assez ignoble une opération destinée soit à exprimer son ego, soit à se créer une aura... Je veux bien mais on ne le fait pas aux dépens de quelqu'un à qui on fait dire exactement le contraire de ce qu'il dit... C'est honteux !!! C'est un piège !!!

Michel Fiszbin :

— Voici ma réponse à la polémique déclenchée par Danielle Bleitrach sur le site bellacio.org, sous le titre "Une opération minable de Zalea" :

Danielle Bleitrach s'est exprimée durant 35' sur Zalea TV, sans être interrompue ni contredite, sur le thème "Pour en finir avec le sionisme et l'Etat d'Israël", puis un contradicteur (plutôt sioniste de gauche) a manifesté son émotion comme il a pu durant 20' et a fini par se faire engueuler par l'animateur (moi-même) en raison de ses amalgames inacceptables, puis nous avons diffusé une interview d'un responsable de kibboutz, puis nous avons diffusé un film de fiction globalement anti-Sharon. Cette soirée thématique, intitulée par Zalea "Faut-il fermer l'Etat d'Israël ?", sera suivie par d'autres émissions sur la politique de l'Etat d'Israël depuis sa

création. Zalea TV pratique le droit de suite et le droit de réponse plutôt que le débat contradictoire incompréhensible qui renvoie les deux camps dos à dos. C'est notre manière de gérer la liberté d'expression et le pluralisme à la télévision.

Il était prévisible que les analyses de Danielle Bleitrach susciteraient des réactions, et il est normal que nous nous fassions l'écho de ces réactions. Sinon, nous retombons dans le système d'information totalitaire que nous combattons. Mais le débat continue sur notre antenne, et nous tenons à ce qu'il reste centré sur la légitimité de l'Etat d'Israël et sur la légalité de ses agissements au regard du droit des peuples (le peuple Palestinien en premier lieu) et du droit international. Où est "l'opération minable" ?

Nous venons de proposer un droit de réponse de 15' à Danielle Bleitrach ce jeudi 18 octobre à 20h15, en l'assurant que personne ne pourra jamais lui faire dire le contraire de ce qu'elle souhaite dire tant qu'elle pourra intervenir elle-même et en direct, avec suffisamment de temps pour développer sa pensée, et avec autant de droits de réponse et de droits de suite qu'elle le souhaite, comme cela a toujours été le cas sur Zalea TV.

Et pour finir, voici la réponse de Danielle Bleitrach (postée sur bellacio.org) à la proposition de droit de réponse sur Zalea :

— J'ai dit ce que j'avais à dire et je ne vois pas l'utilité d'y revenir parce que tout ce que j'aurais à préciser c'est tout le mal que je pense de votre invité cinéaste... Cela dépasse le politique, c'est du caractériel... Et c'est justement là le problème, là où il y a un côté "minable"... Parce qu'insulter un intervenant (et je l'ai été) en m'attribuant des propos qui vont a contrario de ce que j'ai dit...

De surcroît il faudrait une émission sur le communisme pour rétablir toutes les âneries qui ont été dites sur le sujet...

Je vous propose donc d'inviter quelqu'un de l'Union Juive de France pour la paix qui apportera un éclairage proche du mien et sera nettement plus calme que ce que je le suis en ce moment...

En espérant qu'effectivement nous aurons un jour l'occasion d'une véritable rencontre avec des invités qui sachent se tenir...

Amicalement Danielle Bleitrach

Ce Fiszbin, probablement un clone de l'ancien pseudo-dissident du PCF a ceci à dire sur le site bellacio:

bellacio.ORG ????

il s'agit d'une "mouvance", pas d'un réseau politique organisée. Mouvance proche des alters et de l'extrême gauche, mais non réductibles à ces mouvements politiques. Les Ogres sont proches de Dieudonné, aloufok et oulala sont des sites où interviennent beaucoup de pro-islamistes. Indymedia est un peu plus "clean", mais l'on y trouve comme sur les autres des propos antisémites, voire **révisionnistes**. Idem sur Bellacio. Souvent, on y retrouve partout les mêmes contributeurs, sous des pseudos différents. Leurs sources proviennent souvent des réseaux de Silvia Cattori et Marcel Charbonnier, antisémites et **révisionnistes notoires**. "Israel Shamir" est l'un de leurs favoris.

http://www.zalea.org/spip.php?page=forum_article&id_article=808

Il suffit de trois lignes pour comprendre pour qui travaillent les zozos de Zalea : pour l'ambassade des génocidaires accrochés à la Palestine comme des vampires. Leur fonction : servir de pare-feu. Si vous ne connaissez pas le sens exact du mot "pare-feu" regardez dans votre dictionnaire.

oooo0000000000000000000000oooo

TOUT A UN PRIX

**Israël doit payer !
Israël doit rembourser TOUS les dégâts que son armée a fait Liban**

<http://mai68.org/ag/1047.htm>

<http://cronstadt.org/ag/1047.htm>

<http://kalachnikov.org/ag/1047.htm>
<http://www.chez.com/vlr/ag/1047.htm>

**Comme c'est Israël qui est coupable :
Israël doit payer à tous les niveaux :**

Israël doit rembourser financièrement, et au centime près, TOUS les dégats que son armée a fait Liban. Qu'il s'agisse des dégats matériels ou psychologiques, des dégats individuels ou familiaux.

Israël doit, en particulier mais pas seulement, donner une pension à chaque famille libanaise ayant perdu certains de ses membres. Israël doit rembourser leurs maisons détruites.

Israël doit rembourser TOUS les frais dus à la reconstruction du Liban.

Mais aussi, Israël doit rembourser TOUT l'argent qui a été perdu par l'État du Liban et *par chaque Libanais* à cause de l'agression israélienne au Liban. Israël doit payer pour la marée noire.

Israël doit payer financièrement une amende pour avoir utilisé des armes interdites, comme les bombes au phosphore et autres armes à l'uranium appauvri.

Israël doit aussi payer financièrement une amende pour avoir testé de nouvelles armes probablement nucléaires :

<http://mai68.org/ag/1035.htm>

Certes, Israël n'a pas d'argent ; mais, Israël n'est rien d'autre que la principale armée supplétive de l'impérialisme américain au Moyen-Orient, et les USA peuvent payer.

Cependant, ce n'est pas encore suffisant, Israël doit payer aussi d'une autre façon :

C'EST ISRAËL QUI DOIT ÊTRE DÉARMÉ, PAS LE HEZBOLLAH !

Post-scriptum :

Il n'est pas question d'oublier que l'agression israélienne en *Palestine occupée*, notamment à Gaza, se poursuit à l'heure actuelle par l'assassinat, l'enlèvement(*), l'enfermement et la torture d'otages palestiniens quelque soit leur âge.

(*) Israël enlève aussi des membres du gouvernement palestinien !

Ce n'est pas au Sud-Liban que doivent se déployer les soldats de l'ONU tout casqués de bleu ; mais en Israël, afin de protéger les Palestiniens !

Israël pratique massivement la torture, même sur les enfants, comme cela a été dénoncé de multiples fois :

<http://mai68.org/ag/1048.htm>

ISRAËL : TOUS POURRIS

Après les curieuses affaires de Sharon et de ses deux fils, voilà que tout le reste est vermoulu :

Ehoud Olmert visé par une enquête sur une transaction immobilière

Benjamin Barthe

Déjà malmené par la controverse sur les piètres performances de l'armée israélienne au Liban sud, le premier ministre israélien, Ehoud Olmert, fait désormais face aux prémices d'une nouvelle bataille, d'ordre judiciaire cette fois. Selon le quotidien Haaretz, le chef du gouvernement et son épouse, Aliza, devraient être prochainement interrogés par le contrôleur de l'Etat, Micha Lindenstrauss, sur une transaction immobilière jugée douteuse.

Le couple est soupçonné d'avoir bénéficié d'une remise d'environ un demi-million de dollars lors de l'achat d'un appartement à Jérusalem, en échange de facilités de construction accordées à son promoteur. Selon le journal, ce logement a été acquis en octobre 2004 par M. Olmert pour une somme de 1,2 million de dollars alors que, selon le bureau du contrôleur, sa valeur réelle sur le marché était en fait de 1,6 à 1,8 million de dollars.

D'après le site Internet israélien NFC, qui a lancé l'affaire en mars, des proches du premier ministre, qui a été maire de Jérusalem entre 1993 et 2003, auraient ensuite aidé l'entrepreneur à obtenir des permis de construire dans le même bâtiment pourtant classé site

historique, ce qui l'aurait autorisé à doubler la superficie totale habitable. A l'issue de son enquête, le contrôleur de l'Etat soumettra ses conclusions au procureur général, Menahem Mazuz, qui décidera s'il convient d'ouvrir une instruction judiciaire contre le premier ministre.

Ministres éclaboussés

En guise de réponse, les collaborateurs de M. Olmert ont démenti que celui-ci ait été contacté. Le contrôleur a pour sa part confirmé qu'une procédure de vérification concernant l'achat de l'appartement a été engagée tout en précisant qu'elle n'était pas achevée et qu'« aucune convocation » n'avait pour le moment été adressée au premier ministre.

Cette affaire intervient alors que les procédures judiciaires lancées contre deux hauts dirigeants de Kadima, le parti de M. Olmert, s'accroissent. Le ministre de la justice, Haim Ramon, a été mis en examen, jeudi, pour actes indécents. Il est soupçonné d'avoir forcé une fonctionnaire à l'embrasser au cours du pot de départ qu'elle avait organisé au ministère de la défense, le 12 juillet, date du début de la guerre au Liban sud.

Le député Tzachi Hanegbi, pour sa part, devrait être inculpé d'ici un mois pour fraude, abus de confiance, corruption et faux témoignage. Il est accusé d'avoir distribué, entre 2001 et 2004, quand il était ministre de l'environnement, des emplois publics, dont certains fictifs, à des membres du Likoud, son parti de l'époque, ainsi qu'à leurs proches.

Enfin Moshé Katsav, le président d'Israël, est mis en cause dans une affaire de harcèlement sexuel. La police enquête depuis deux mois sur le témoignage d'une de ses collaboratrices, qui affirme qu'il l'a forcée à avoir des relations sexuelles avec lui. Aucune instruction judiciaire n'a été ouverte pour l'instant.

Le Monde, 19 août 2006

CREVEZ DONC !

Trois connards de Français juifs se sont fait dézinguer en cherchant à massacrer les Arabes chez eux. Yohan Zerbib, 22 ans, de Montrouge, ancien élève de l'école juive Yavneh, Daniel Gomez, 26 ans, de Bordeaux et Jonathan Anconina ont cru bon d'émigrer dans ce chaudron de sorcières et ont offert leurs jeunes poitrines pour protéger les vieux crocodiles sionistes qui ont tous un passeport polonais et un appartement à Brooklyn. Ces pauvres cons sont tombés sur un os au Sud Liban et ont été punis de leur crime, qui consiste à occuper le pays des autres. Plus bête, il n'y a pas.

<http://www.ejpress.org/article/news/10266>

Nous avons reçu, avant la Guerre de Juillet pour raser le Liban, la demande suivante de Kohava Zana, président de Beth Mazeltov, d'Ashdod dans les Territoires palestiniens occupés depuis 1948:

Sachez qu'il y a malheureusement des milliers de familles qui ne mangent pas à leur faim et cela a des conséquences dramatiques sur leur santé et celle de leurs enfants. Pour lutter efficacement contre ce fléau, tous les volontaires de la section du Beth Mazeltov se sont mobilisés pour lancer un appel de détresse dans le monde entier avec l'espoir de trouver des cœurs sensibles et généreux afin de pouvoir aider ces familles en détresse. La situation économique en ERETZ ISRAEL nous oblige à faire appel à votre générosité afin qu'un maximum de nos frères puissent vivre et fassent vivre leur enfants au plus près de la décence. Partagez avec nous cette grande mitzvah. Notre action est de récolter des fonds à travers le monde, de transformer ces fonds en colis alimentaires équilibrés et de les distribuer à des familles dans la misère, très souvent extrême, afin qu'ils puissent se nourrir décemment pendant au moins 15 jours.

1 colis pour 15 jours (famille de 6/7 personnes) 45 euros.

Que Hachem bénisse notre action. **[D'où sort de Hachem ? Encore un déguisement de Yahvé, ou alors c'est un autre démon ?]**

La lettre comporte aussi un passage pour demander des "brahot" (sortes de bénédictions chez ces gens-là) :

Pour le mérite de : Prénom fils/fille de (prénom de la mère)

Pour l'élévation de l'âme deid

Pour santé, guérison, mariage...

Toutes vos demandes seront transmises au Tsadik RABBI AVRAHAM COHEN (ROCH AMOSDOT DE JUDEE SAMARIE) dès réception de ce formulaire, MÊME SI VOUS N'ENVOYEZ PAS DE DONNS.

Nous avons répondu:

Crevez. Vous affamez les population palestiniennes. Vous volez l'argent des Palestiniens. Si vous avez faim, tournez vous vers votre gouvernement d'assassins et de militaristes. Ce sont eux les responsables de votre malheur. Vous dégoûtez l'humanité tout entière. Barrez-vous, foutez le camp de Palestine. Votre Jehovah, ça le débecte de vous voir tous là à mendier pour prendre le pain des autres. Fissa !

LES RÉVIZOS PASSENT LA SUBLIME PORTE

20. Yüzyilin aldatmacası = La Mystification du vingtième siècle

Butz: Yahudi soykırımı bir efsaneden ibaret

Tarihte Yahudi soykırımı yaşanmadığını söyleyerek Batı dünyasının tepkisini çeken İran Cumhurbaşkanı Ahmedinecad'a Batılı tarihçiler destek verdi

14 Aralık'ta Yahudi soykırımının bir efsane ve hileden ibaret olduğunu söyleyerek eleştiri oklarını üzerine çeken İran Cumhurbaşkanı **Mahmud Ahmedinecad**'a destek bu kez Batılı tarihçilerden geldi.

İran'ın yarı resmi Mehr Haber Ajansı MHA'nın konuyla ilgili dünya çapında görüşlerine başvurduğu tarihçiler, Yahudi soykırım iddialarıyla ilgili Necad'ın açıklamalarına paralel açıklama yaptılar. Haberde, Northwestern Üniversitesi profesörü **Arthur R. Butz**, şu görüşlere yer verdi: "1976 yılında yayınladığım **"The Hoax of the Twentieth Century (20. Yüzyilin Aldatmacası)** adlı kitabımda milyonlarca Yahudi'nin Almanlar tarafından öldürülmediğini ve bunun siyonist kaynaklı bir aldatma olduğunu söyledim."

'FRANSIZ AYDINLAR İRAN LİDERİNİN ARKASINDA'

Fransız tarihçi **Serge Thion** ise şunları söyledi: "Sizi temin ederim ki Ahmedinecad'ın söylemleri Fransız aydınlar ve uluslararası öğreti öğrencileri tarafından destekleniyor. İran üst mercilerinin bu olayı desteklemesi bize teselli kaynağı oldu."

Almanya eski Başbakanı Gerhard Schröder'in yetmişli yıllarda avukatlığını yaptığı Alman avukat **Horst Mahler** de "Soykırım diye birşey yaşanmadı. Bu tarihin en büyük yalanıdır. Almanlar, soykırımla ilgili bu yalan tarihle savaşmalıdırlar. Bir çok tarihçi çarpıtılmış bu resmi tarihe karşı çıkıyor fakat bunlar bazı güçler tarafından susturuluyor. Bir çoğu doğruları söyledikleri için hapse atıldılar" şeklinde konuştu. Ünlü düşünür ve tarihçi **Noam Chomsky**'nin yahudi soykırım iddialarıyla ilgili kitabına önsöz yazdığı **Robert Faurisson** ise "Ahmedinecad'ın soykırım ile ilgili tüm düşüncelerini destekliyorum. Bu bir efsanedir." açıklaması yaptı. İsraili aydın **Israel Shamir** de "İran liderine ve halkına büyük saygı duyuyorum" dedi. İsraili aydın Israel Shamir de "İran liderine ve halkına büyük saygı duyuyorum" açıklamasında bulundu.

Yeni Safak - Türkiye'nin Birikimi

<http://www.yenisafak.com/arsiv/2005/aralik/26/d02.html>

CE GOÛT JUIF DU MASSACRE DES NON-JUIFS
ENCORE UNE AFFAIRE JUDÉO-JUIVE

Pour moi, désormais Pourim aura toujours un arrière-goût de sang

Ruth Meisels

L'auteur rend compte de l'ouvrage : *Reckless Rites: Purim and the Legacy of Jewish Violence* [Des rites sans égards : *Pourim* et l'héritage de la violence juive], par Elliott Horowitz, Princeton University Press, 340 pages, US\$ 35]

Permettez-moi de commencer par un aveu : aussi loin que remontent mes souvenirs, je n'ai jamais aimé la fête de *Pourim*, avec son histoire de massacre des Gentils et son message de revanche et de réjouissance devant l'écrasement d'autres que nous. A croire que la pendaison des dix fils d'Haman ne suffisait encore pas : le Livre d'Esther va jusqu'à vanter le fait que « les autres juifs qui vivaient dans les provinces du royaume du roi déchu se rassemblèrent et défendirent leur vie ; ils furent libérés de leurs ennemis, desquels ils égorgèrent soixante-dix et cinq mille » [Esther 9:16]. De plus, nous pouvons lire la requête horrifiante d'Esther demandant que les juifs de Shushan se vissent accorder une journée supplémentaire pour mettre en application « le décret pris en ce jour », c'est-à-dire, pour massacrer leurs voisins non-juifs. Comme pour éliminer tout risque de doute, l'auteur du Livre d'Esther souligne qu'il ne s'agissait absolument pas d'autodéfense et qu'« aucun homme ne put leur résister ; car la peur qu'ils (= les juifs) inspiraient s'imposa à tout le monde » [9:2]. Ainsi, chaque année, la seule chose qu'il me reste à faire, à la synagogue, c'est serrer les dents pendant la lecture de la Megillah, et me consoler en me disant qu'historiquement, tout au moins, la vérité de cette histoire est plus que douteuse...

Mais voilà que, juste au moment où cette fête prenait fin, cette année, le livre d'Elliott Horowitz, *Des rites sans égards : Pourim et l'héritage de la violence juive* m'étant tombé par hasard entre les mains, j'ai été soulagée d'y trouver des alliés dans mon aversion pour *Pourim*. J'y ai appris que depuis la seconde moitié du dix-neuvième siècle les critiques portant sur le Livre d'Esther ont commencé à s'infiltrer dans les cercles juifs, en particulier dans l'Angleterre victorienne, et que divers dirigeants de la communauté juive ont veillé à mettre la sourdine au massacre et à la forte composante revancharde qui sous-tend cette fête.

Ainsi, le *Manuel de lectures bibliques adaptées à l'usage des écoles et des familles juives*, publié en 1877 avec l'imprimatur du Grand rabbin de Grande-Bretagne, Nathan Marcus Adler, laisse tomber la plupart des détails sanguinolents qui apparaissent dans les derniers chapitres du Livre d'Esther. Claude Goldsmid-Montefiore, petit-neveu de Sir Moses Montefiore, suscita un certain émoi, en 1888, en publiant un article dans la revue londonienne *Jewish Chronicle*, dans lequel il critiquait impitoyablement le message véhiculé par *Pourim*. En des termes choisis avec grand soin, il déclara qu'il « n'aurait aucun regret » si cette fête « perdait graduellement la place qui est aujourd'hui la sienne dans notre calendrier religieux ».

Dans des commentaires plus récents, publiés en 1896, sur le Livre d'Esther tel qu'il est présenté dans le *Manuel biblique à l'usage des lectures domestiques*, Montefiore fut sans doute le premier juif à qualifier les événements décrits dans ces derniers chapitres de « massacre de Gentils n'opposant [pourtant] aucune résistance. » « Si la Bible n'avait pas comporté le Livre d'Esther », concluait-il, « loin d'être appauvrie, elle n'en aurait que gagné en valeur religieuse et morale ».

Mais les libéraux du dix-neuvième siècle n'étaient pas les premiers à critiquer le Livre d'Esther. La censure suscitée par ce texte fut au tout début le fait de certains cercles, en particulier dans l'Eglise protestante. Déjà, au tout début du protestantisme, en 1543, dans son essai infamant intitulé : *Des juifs et de leurs mensonges, [il n'a rien d'infamant]* Martin Luther observait à quel point les juifs « aiment le Livre d'Esther, qui flatte tellement leur rapacité et leurs aspirations d'être assoiffés de sang, vindicatifs et criminels ». Ailleurs, Luther qualifia ce livre de « juif, à l'excès » et, dans une apparente alliance non consacrée avec les libéraux juifs qui allaient apparaître plusieurs siècles plus tard, il écrivit qu'il aurait souhaité que ce livre n'eût jamais existé. A travers les générations, ses disciples continuèrent à qualifier le

Livre d'Esther du plus assoiffé de sang, et donc, du plus « anti-chrétien » des livres de l'Ancien Testament.

Dans le monde juif, toutefois, la critique du Livre d'Esther a toujours été une opinion minoritaire, ne reflétant en rien le consensus. Et c'est l'approche consensuelle qui fait l'objet de la thèse centrale - et iconoclaste - d'Horowitz sur la violence juive envers les non-juifs (en particulier, mais pas seulement envers eux), cette violence le plus souvent liée la fête de Pourim.

Contrastant fortement avec le stéréotype antisémite présentant le juif comme faible, passif et efféminé, Horowitz postule qu'à travers les siècles, les juifs ont commis leur part de violence, qui connaissait régulièrement des flambées autour de la fête de *Pourim*. Même si le récit sanglant du Livre d'Esther n'est pas historiquement attesté, le simple fait que les actes qui y sont décrits aient été glorifiés chaque année, des siècles durant, a créé une tradition de vengeance et de violence, et aussi l'opportunité d'exprimer ouvertement ce type de sentiments.

Il est bien vrai que le sionisme, en particulier après l'occupation des territoires par Israël, à la suite de la guerre de 1967, a permis à la violence juive à l'encontre des Arabes « Amalécites » de prospérer, mais d'après Horowitz, les semences d'un tel comportement avaient été plantées depuis bien plus longtemps. Haman, le « Hagaguite », est décrit dans le Livre d'Esther comme un descendant des Amalécites -- qualificatif [désignant l'ennemi des juifs] appliqué, au fil des années, aux Romains, aux Arméniens, aux chrétiens, aux nazis et, de nos jours, par beaucoup de rabbins, aux Arabes. Et, c'est bien connu : Amalek doit être liquidé...

Moquer Jésus

En 408 avant J.-C, l'Empereur romain Théodose II publia un édit interdisant aux juifs de « brûler Aman en souvenir d'un châtement passé, au cours d'une certaine cérémonie de leur rituel, ainsi que de brûler dans une intention sacrilège une silhouette conçue afin de ressembler à la sainte Croix, par mépris pour la foi chrétienne. » Autrement dit : la coutume consistant à se moquer de Jésus et de la Croix, lors de processions (juives) de *Pourim* -- qu'Horowitz analyse longuement dans la deuxième partie de son livre -- était déjà très répandue au cinquième siècle de l'ère chrétienne. L'édit de Théodose, explique Horowitz, ne mit pas un terme aux traditions anti-chrétiennes de la fête de *Pourim*. La combinaison entre un narratif de salut divin des juifs et de vengeance prise sur leurs ennemis et l'atmosphère carnavalesque accompagnée de beuveries qui caractérise *Pourim* avait fini par produire des comportements vraiment très différents du stéréotype du juif de la diaspora rasant les murs...

La deuxième partie du livre s'ouvre par divers récits de profanation de la Croix par les juifs tout au long du Moyen Age. Et cela, pas seulement à l'occasion de la fête de *Pourim*. Horowitz cite des dizaines de cas, dont beaucoup sont opportunément occultés par l'historiographie juive contemporaine, de violences symboliques juives -- ou, pour être plus exacts, de « violences contre des symboles » -- allant du fait de mettre le feu à la croix, à celui de pisser dessus publiquement, en passant par celui de cracher dessus. Ces agissements se terminaient bien souvent en « martyre », c'est-à-dire par la mort du profanateur, et par des atteintes à l'ensemble de la communauté juive concernée. Tels sont les « rites sans égards » qui ont donné son titre à l'ouvrage et qui sont liés au refus de Mordechaï -- un refus obstiné, mais apparemment sans motif -- de s'incliner devant le roi Haman, dans le Livre d'Esther...

Pour revenir au présent, en octobre 2004, un étudiant de la *yeshiva* [école religieuse juive, ndt] Har Hamor, à Jérusalem, Natan Zvi Rosenthal, a craché sur l'archevêque arménien, qui portait un grand crucifix, durant une procession marquant un jour de fête chrétienne, dans la Vieille Ville de Jérusalem. Cet incident, qui suscita un tollé dans la population et qui a été largement couvert par les médias locaux, est présenté dans le livre d'Horowitz comme un des maillons d'une interminable chaîne de violences juives à l'encontre du christianisme et des symboles chrétiens (Pour jeter encore un peu plus d'essence sur la braise, les Arméniens sont décrits, depuis le dixième siècle, dans les écrits juifs, comme les descendants d'Amalek !). L'acte sacrilège de Rosenthal doit par conséquent être vu dans son contexte historique : il s'agit d'une continuation directe de la tradition juive de mépris publiquement affiché pour la Croix.

Un agenda non dissimulé

Dans les derniers chapitres de son ouvrage, Horowitz élargit le débat historique, passant de la violence contre des symboles chrétiens à la violence physique contre les Chrétiens eux-mêmes. L'accusation la plus grave, ici discutée longuement, est la participation de juifs au massacre de dizaines de milliers de prisonniers chrétiens, à Jérusalem, en l'an 614, à la suite de la conquête de la ville par les Perses. [A ce sujet, voir l'article : *La Piscine de Mamilla*, par Israël Shamir. Ndt]

D'autres incidents cités par l'auteur sont peu nombreux, et espacés dans le temps : l'assassinat d'un jeune garçon chrétien durant une parade de *Pourim*, près d'Antioche, en Syrie, au cinquième siècle ; l'exécution lors d'un *Pourim*, au douzième siècle, d'un chrétien qui avait assassiné un juif dans la Brie, une région située au nord de Paris, [à l'est] en France (exécution extrajudiciaire, sans l'approbation des autorités), ainsi qu'un incident violent à l'intérieur de la communauté juive, un couple juif accusé d'adultère ayant été agressé physiquement lors d'un carnaval de *Pourim*, en Provence (au quatorzième siècle). Ce qui est intéressant, ici -- plus que les incidents par eux-mêmes -- c'est la brillante analyse historiographique faite par Horowitz de ce qui a inspiré la documentation, c'est-à-dire l'enregistrement par écrit, de tels incidents -- depuis l'enthousiasme d'une poignée d'historiens chrétiens désireux d'attirer l'attention sur la violence juive, jusqu'aux efforts déployés par certains historiens juifs contemporains pour les occulter ou, au minimum, les minimiser...

Sur ces entrefaites, l'auteur lui-même ne cherche absolument pas à cacher son objectif. Bien au contraire ; dans son introduction, il met toutes ses cartes sur la table : « J'ai par conséquent choisi, sans doute de manière quelque peu désordonnée, de ne pas commencer par le commencement, mais par la fin », afin d'attirer notre attention sur les leçons à tirer pour aujourd'hui de sa recherche historique. « Depuis le massacre de musulmans en prière au Tombeau des Patriarches, à Hébron, lors du *Pourim* 1994, par Baruch Goldstein », écrit-il, « pour moi, et pour bien des gens, *Pourim* n'a plus jamais eu le même goût ». De fait, c'est cet événement qui l'amena à élargir l'étendue de son étude, qui aurait dû originellement se conclure sur le dix-neuvième siècle. Tout au long de l'ouvrage, c'est l'avertissement de Mordechaï à Esther qui lui sert de boussole morale : « Tout cela ne se serait pas produit, si tu avais été fidèle à la paix que tu observais à cette époque » [4:14]

En tant qu'historien juif, Horowitz a senti qu'il ne pourrait plus connaître la paix de l'âme tant qu'il ne dénoncerait pas le lien entre l'héritage de la violence juive et les exactions actuelles des « juifs, en Terre Sainte, qui continuent à vider leur « vieille et toujours nouvelle querelle contre ceux qu'ils considèrent comme les « Amalécites » [du moment], alors même que leur malice est très loin d'être aussi inoffensive qu'elle avait pu l'être aux temps reculés d'un Théodose II. »

Horowitz cite des rabbins et des colons qui assimilent les Palestiniens à Amalek. Il décrit les défilés de *Pourim* à Hébron, qui deviennent chaque année plus violents, depuis qu'un groupe de juifs est venu s'installer dans le quartier de Beit Hadassah afin de « renouveler » la colonie établie en centre-ville en 1981, choisissant, pour ce faire ^ sans doute un hasard ^ la fête de *Pourim*...

Sur le point de conclure son étude, Horowitz retourne vers ce qui fut pour lui un point de rupture -- le massacre au Tombeau des Patriarches -- et il conclut, amer : « Le fait même que la fête de *Pourim* ait continué à battre son plein dans les rues du centre de Jérusalem après qu'eut éclaté la nouvelle du massacre sanglant d'Hébron est une des raisons qui font que j'aurais tendance à être d'accord avec l'assertion prophétique de Samuel Hugo Bergman, pour qui la perpétuation de l'observance de cette fête ne saurait trouver d'autre explication plausible que la "profonde décomposition de notre peuple." ».

Ha'aretz, 9 juin 2006 L'auteur est rédactrice en chef adjointe.

<http://www.haaretz.com/hasen/objects/pages/PrintArticleEn.jhtml?itemNo=72487>

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier, membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique (www.tlaxcala.es). Nous avons amendé le texte. Cette traduction est en Copyleft.

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?lg=fr&reference=685>

GRAVE PROSTITUTION

Jacques Chirac remet la Légion d'honneur au patron de l'Anti-Defamation League

17 octobre 2006

Encore une information qui ne fait pas la Une des médias français, mais qui en dit pourtant long sur l'état de la prétendue « politique arabe » de la France.

Je ne doute pas que les Libanais et la Palestiniens auront apprécié le geste: ce lundi 16 octobre, Jacques Chirac a remis les insignes de Chevalier de la Légion d'Honneur à Abraham Foxman, patron de l'Anti-Defamation League (pour les anglophones, le site de l'association est évidemment fier de vous faire part de la sauterie à l'Élysée). Jacques Chirac a annoncé sans rire:

Tout au long de votre vie, vous avez visé trois objectifs indissociables: le devoir de mémoire, le combat contre l'antisémitisme et le dialogue pour la paix.

Si vous ne connaissez pas l'ADL, je ne vais pas vous faire un gros topo ici. Une large documentation est disponible sur l'internet. Pour résumer: l'Anti-Defamation League est l'une des principaux organes d'intimidation, de diffamation, de manipulation et de désinformation pro-israélienne de la planète. C'est l'une des pires officines de manipulation aux États-Unis en faveur l'Israël.

Dans *Necessary Illusions*, Noam Chomsky écrivait en 1989:

The leading official monitor of anti-Semitism, the Anti-Defamation League of B'nai Brith, interprets anti-Semitism as unwillingness to conform to its requirements with regard to support for Israeli authorities. These conceptions were clearly expounded by ADL National Director Nathan Perlmutter, who wrote that while old-fashioned anti-Semitism has declined, there is a new and more dangerous variety on the part of „peacemakers of Vietnam vintage, transmuters of swords into plowshares, championing the terrorist P.L.O.," and those who condemn U.S. policies in Vietnam and Central America while „sniping at American defense budgets." He fears that „nowadays war is getting a bad name and peace too favorable a press" with the rise of this „real anti-Semitism." The logic is straightforward: Anti-Semitism is opposition to the interests of Israel (as the ADL sees them); and these interests are threatened by „the liberals," the churches, and others who do not adhere to the ADL political line.

The ADL has virtually abandoned its earlier role as a civil rights organization, becoming „one of the main pillars" of Israeli propaganda in the U.S., as the Israeli press casually describes it, engaged in surveillance, blacklisting, compilation of FBI-style files circulated to adherents for the purpose of defamation, angry public responses to criticism of Israeli actions, and so on. These efforts, buttressed by insinuations of anti-Semitism or direct accusations, are intended to deflect or undermine opposition to Israeli policies, including Israel's refusal, with U.S. support, to move towards a general political settlement. The ADL was condemned by the Middle East Studies Association after circulation of an ADL blacklist to campus Jewish leaders, stamped „confidential." Practices of this nature have been bitterly condemned by Israeli doves -- in part because they fear the consequences of this hysterical chauvinism for Israel, in part because they have been subjected to the standard procedures themselves, in part simply in natural revulsion.

Pendant l'agression israélienne contre le Liban, l'Anti-Defamation League avait, par exemple, dénoncé le «parti pris» de Human Rights Watch lorsque celle-ci avait osé qualifier le bombardement de Qana de «crime de guerre». L'article, signé par Abraham Foxman lui-même, exposait une admirable conception du «dialogue pour la paix»: Israel had to make clear to the Arabs that they would be hurt far, far more than the pain they could inflict. In other words, without Israel hitting back (not in an „eye for an eye a tooth for a tooth" fashion which Mr. Roth cited and is a classic anti-Semitic stereotype about Jews) but in a much stronger way, Israel would have been destroyed long ago.

Récemment, une partie de son activité s'est orientée vers l'intimidation des ambassades étrangères aux États-Unis. On lui doit les pressions qui ont provoqué l'annulation, la semaine dernière, d'une intervention de Tony Judt à l'ambassade de Pologne. Intimidation qui a précédé l'annulation, que j'ai évoquée ici, de la présentation d'un livre de Carmen Callil par les services de l'ambassade de France à New York (sans doute rien à voir avec l'affaire «polonaise», n'est-ce pas, seulement un hasard du calendrier consulaire).

Bravo Jacques: «le dialogue pour la paix» au sujet de l'ADL, c'est du pure jargon orwellien.

Ralph Nader a été poursuivi en 2004 par cette ligue immonde dont on a l'équivalent en France...

<http://tokborni.blogspot.com/2006/10/chirac-remet-la-lgion-dhonneur-au.html>

Notons le raisonnement du Führer de l'ADL : Dire que les juifs pratiquent la loi du talion (œil pour œil...) est une démonstration d'antimétisme. Ce que les juifs doivent faire, c'est frapper dix fois plus fort. Ceci n'est pas une déclaration antisémite.
Comprenez qui pourra.

LUCIDE ET COURAGEUX

The Beginning of the End for the Zionist State of Israel?

Alan Hart

I'm going to suggest to you that what we might now be witnessing is the long beginning of the end of the Zionist state of Israel. In the next 10 minutes or so I will talk my way to an explanation of why I think so; and then I'll address the question of what the most likely consequences would be. I can see two One State of Palestine for All and real, lasting peace, or Catastrophe for All... and by "All" I don't just mean Israeli Jews and the Arabs of the region, I mean all of us, everywhere.

I thought I would be the first to give voice in public to the idea that Israel might be planting in Lebanon the final seeds of its own destruction, but while I was working on my text for this evening, I came across an interview given by Zbigniew Brzezinski, who was President Carter's National Security Adviser. He said: "Eventually, if neo-con policies continue to be pursued, the United States will be expelled from the region and that will be the beginning of the end for Israel as well."

As Israel's bombardment of Lebanon unfolded, a great deal of nonsense was written and spoken by pundits and policymakers throughout the mainly Gentile Judeo-Christian world about why it was happening. The main thrust of the nonsense was that Hizbullah started the war and that Israel was merely defending itself. I think the truth about Hizbullah's role in triggering the war can be summarised as follows bearing in mind that the border incident of 12 July was one of many since Israel's withdrawal from Lebanon in May 2000, and which more often than not, according to UN monitors, were provoked by Israeli actions and/or Israeli violations of agreements. By engaging an IDF border patrol, killing three Israeli soldiers and taking two hostages, and firing a few rockets to create a diversion for that operation, Hizbullah gave Israel's generals and those politicians who rubber-stamp their demands the PRETEXT they wanted and needed to go to war a war they had planned for months.

I was reminded of what was said to me on the second of the six days of the 1967 war when I was a very young ITN correspondent reporting from Israel. One of my sources was Major General Chaim Herzog. He was one of the founding fathers of Israel's Directorate of Military Intelligence. On the second day of that war he said to me in private conversation: "If Nasser had not been stupid enough to give us a PRETEXT for war now, we would have created one in the coming year to 18 months."

Hizbullah's purpose in taking Israeli prisoners/hostages was to have them as bargaining chips - to secure the return of Lebanese prisoners Israel had refused to release in a previous prisoner exchange. As former President Carter implied in an article for *The Washington Post* on 1 August, it was not unreasonable for Hizbullah to assume that an exchange would be possible because "the assumption was based on a number of such trades in the past." But on 12 July 2006 the government of Israel was not interested in trades. It did not give a single moment to diplomacy or negotiations of any kind. It did not even consider a local retaliation to make a point. Israel rushed to war. As Defence Minister Amir Peretz put it: "We're skipping the stage of threats and going straight to the action." On the subject of Hizbullah's rockets, (which are hit-and-miss low tech weapons when compared with Israel's state of the art firepower), it is right to ask why, really, were they there? What, really, explains Hizbullah's stock-piling and its bunkering down? The honest answer, which has its context in the whole history of the Arab-Israeli conflict, and Zionism's demonstrated designs on Southern Lebanon in particular, is this: Hizbullah was strengthening itself militarily for the same reason as Egypt did when President Nasser, with great reluctance after America had refused to supply him, accepted weapons from the Soviet Union. Nasser did NOT upgrade Egypt's military capabilities to make war on Israel. He wanted to be able to demonstrate to Israel that attacking Egypt to impose Zionism's will on it

was not a cost-free option. In other words, Hizbullah had been improving its military capability to deter Israeli incursions and attacks, which was something the Lebanese army was incapable of doing. Am I suggesting that Hizbullah would NOT have let loose its rockets if Israel had not gone for the war option? YES! The notion that, on 12 July 2006, Hizbullah was joined in conspiracy with Iran and Syria to wipe Israel off the face of the earth is nothing but Zionist and neo-con propaganda nonsense to justify Israel's latest war of aggression and also, perhaps, to justify, in advance of it happening, war on Iran.

It's true that the rhetoric of Iran's President gave and gives a degree of apparent credibility to Zionist and neo-con spin but only to those who are unaware of, or don't want to know, the difference between the facts and documented truth of the real history of the Arab-Israeli conflict (as in my book) and Zionism's version of it.

To those who really want to understand why the **Zionist state of Israel** behaves in the way it does, and **is** (as described in a recent article courageously carried by *The Independent*) "**a terrorist state like no other**", I say not only read my book, but give special attention to page 485 of Volume One. On it I quote what was said behind closed doors in May 1955 by Moshe Dayan, Israel's one-eyed warlord and master of deception. He was in conversation with Israel's ambassadors to Washington, London and Paris. At the time the Eisenhower administration was pressing Israel to abandon its policy of reprisal attacks.

Eisenhower was aware that Nasser did not want war with Israel, and that he would, when he could, make an accommodation with it. Eisenhower also knew that Israel's reprisal attacks were making it impossible for Nasser to prepare the ground on his side for peace with Israel.

In conversation with Israel's three most important ambassadors to the West, Dayan explained why he was totally opposed - whatever the pressure from the West - to the idea that Israel should abandon its policy of reprisal attacks. They were, he said, "a life drug." What he meant, he also explained, was that reprisal attacks enabled the Israeli government "to maintain a high degree of tension in the country and the army." What, really, did that mean? Israel's standing or full-time army was (as it still is and must be) relatively small, not more than about 23,000 souls in all. The other quarter of a million fighting men and women who could be mobilised in 48 hours were reservists from every walk of Israel's civil society. The real point? Without Israeli reprisal attacks and all that they implied that the Zionist state was in constant danger of being annihilated - there was a possibility that some and perhaps many reservists would not be motivated enough to respond to Zionism's calls to arms. Put another way, what Dayan really feared was the TRUTH. He knew, as all of Israel's leaders knew, that Israel's existence was NOT in danger from any combination of Arab forces. And that was the truth which had to be kept from the Jews of Israel. Dayan's fear was that if they became aware of it, they might insist on peace on terms the Arab regimes could accept but which were not acceptable to Zionism. Among those present when Dayan explained the need for Israeli reprisal attacks as a "life drug" was the Foreign Ministry's Gideon Rafael. He reported what Dayan told the ambassadors to Prime Minister Moshe Sharret in my view, and with the arguable exception of Yitzhak Rabin, the only completely rational prime minister Israel has ever had. And we know from Sharret's diaries what Rafael then said to him: "This is how fascism began in Italy and Germany!"

Ladies and gentlemen, I think future historians may say that was how fascism began in the Zionist state of Israel.

The idea of Israel as a fully functioning democracy is a seriously flawed one. It's true that Israeli Jews are free to speak their minds (in a way that most Jews of the world are frightened to do), and to that extent it can be said that Israel has the appearance of a vibrant democracy... But in reality, and especially since the countdown to the 1967 war, it's Israel's generals who call most of the policy shots, even when one of them is not prime minister.

In June 1967 Israel's prime minister of the time, the much maligned Levi Eshkol, did NOT want to take his country to war. It, war, was imposed upon him by the generals, led by Dayan. As I explain in Volume Two of my book, what really happened in Israel in the final countdown to that war was something very close to a military coup in all but name.

And that's where we are today the generals effectively calling the shots in Israel, to the applause of the neo-cons. Why, really, did Israel's generals want to make war on Lebanon? There was obviously much more to it than the collective punishment of a whole people as part and parcel of a stated objective the destruction of Hizbullah as a Moslem David which could hit and hurt the Zionist Goliath. I think there were two main reasons. The first was that Israel's generals believed they should and could restore the "deterrent power" of the IDF (Israel's war machine). They believed, correctly, that it had been seriously damaged by Hizbullah's success in not only confronting the IDF following Sharon's invasion of Lebanon in 1982, but eventually

forcing it to withdraw, effectively defeated and humiliated... I think it is more than reasonable to presume that for most if not all of the past six years, Israel's generals were itching to make war on Lebanon to repair that damage to restore the IDF's deterrent power. Put another way, it was time, Israel's generals believed, to give the Arabs (all Arabs, not just Hizbullah) another lesson in who the master was.

The second main reason for the insistence of Israel's generals on 12 July this year that war was the only option...? I think it's also more than reasonable to presume that they saw the opportunity to ethnically cleanse Lebanon up to the Litani River, with a view, eventually, to occupying and then annexing the ethnically cleansed territory. For Zionism this would be the fulfilment of the vision of modern Israel's founding father, David Ben-Gurion - a Zionist state within "natural" borders, those borders being the Jordan River in the East and the Litani River of Lebanon in the north. Israel gained control of the Jordan River border in its 1967 war of expansion, but prior to its rush to war on 12 July, all of its attempts to establish the Litani border had failed. Since 1982 because of Hizbullah's ability to cause the occupying IDF forces more casualties than Israeli public opinion was prepared to tolerate. According to those currently calling the policy shots - Israel's generals and politicians, the neo-cons in and around the Bush administration and their associate in Downing Street - the name of the game is creating a "new Middle East". It IS happening. A new Middle East is being created.

But what kind of new Middle East will it actually be? In my analysis it will be one in which the Zionist state of Israel, having rejected a number of opportunities to make peace with the Palestinians and all the Arab states, will become increasingly vulnerable and, at a point, actually for the first time ever in its shortish history, could face the possibility of defeat. In my view the seeds of that possible defeat have just been sewn in Lebanon. The fact is that Israel's latest military adventure has been totally counter-productive in that has caused Hizbullah to be admired by the angry and humiliated masses of the Arab and wider Moslem world. That being so, would it really be surprising if, in growing numbers, Arabs and Moslems everywhere begin to entertain if they are not already entertaining something like the following thought: "If 3,000 Hizbullah guerrillas can stand up to mighty Israel for weeks and give it a seriously bloody nose, what would happen if we all joined the fight?" (Do I hear the sound of pro-Western Arab regimes being toppled? Yes, I think so). I imagine that even the thought of Israel being defeated one day will bring joy to very many Arabs and other Moslems. But there ought to be no place for joy because there's no mystery about what would happen in the event of Israel actually being on the brink of defeat. I want to quote to you now from one of my *Panorama* interviews with Golda Meir. (It can be found, this quote, on the second page Volume One of my book, in the Prologue which is titled *Waiting for the Apocalypse*).

At a point I interrupted her to say: "Prime Minister I want to be sure I understand what you're saying... You are saying that if ever Israel was in danger of being defeated on the battlefield, it would be prepared to take the region and the whole world down with it?" Without the shortest of pauses for reflection, Golda replied: "Yes, that's exactly what I'm saying." In those days *Panorama* went on-air at 8 o'clock on Monday evenings. Shortly after the transmission of that interview *The Times* had a new lead editorial. It quoted what Golda had said to me and added its view that "We had better believe her." How, actually, would the Zionist state of Israel take at least the region down with it? It would arm its nuclear missiles, target Arab capitals, then fire the missiles. Such an End-Game to the Arab-Israeli conflict, if it happened, and which I would describe as a self-fulfilled Zionist prophesy of doom, would probably take many years to play out. But the countdown to such a catastrophe would be speeded up if, as Brzezinski put it, "neo-con policies continue to be pursued." If they are, and if Iran is attacked, I think that a Clash of Civilisations, Judeo-Christian v Islamic, would become unstoppable. Is there no way to stop the madness and create a "new Middle East" worth having? Yes, of course, there is, but it requires the agenda of the neo-cons and their associates to be thrown into the dustbin of history, in order for there to be a resolution of the Palestine problem, which I describe as the cancer at the heart of international affairs. Unfortunately, and because of the facts Zionism has been allowed to create on the ground in Israel/Palestine, it's already much too late for a genuine two-state solution, one which would see Israel back behind more or less its pre-1967 borders with Jerusalem an open city and the capital of two states. The conclusion which I think is invited is this: If the countdown to catastrophe for all is to be stopped, **the only possible solution to the Palestine problem is One State for All**. That would, of course, be the end of Zionism's colonial enterprise and of Zionism itself. But in my view that's what has to happen if there's to be a "new Middle East" in which there can be security and peace for all, Arabs and Jews..

Ladies and gentlemen: I'm not a politician or, any more, a working journalist and broadcaster who must write and speak in way that doesn't offend very powerful vested interests.

I am a reasonably well informed human being who cares and who is free to say what he really thinks. (Which probably makes me a member of a very small club!) And in summary of all that I've said this evening, what I really think comes down to this: The equation is a very simple one: No justice for the Palestinians = no peace for any of us.

at International Institute of Strategic Studies, New Civilisation debate, on Thursday, August 10, 2006.
<http://mparent7777.livejournal.com/11313638.html>

JE ME DISAIS AUSSI

La réunion sur la Palestine du 5 octobre n'aura pas lieu au CICIP

Le Centre international de culture populaire (CICP), maison associative de solidarité internationale a décidé d'annuler la réservation d'une de nos salles par l'association « Pour un seul Etat démocratique en Palestine / Israël ».

En effet, cette association à l'intitulé anodin a réservé nos locaux pour une conférence prévue le 5 octobre sur la Palestine. Nous avons ensuite découvert que le but de cette réunion serait une conférence d'Israël Shamir autour de la sortie de son dernier livre. Attachés à nos valeurs universalistes et internationalistes, nous refusons qu'Israël Shamir puisse intervenir au CICP pour y tenir ses propos incitant à la haine raciale.

Notre lieu se veut radicalement antiraciste et antifasciste et il est impossible d'accueillir cet homme qui est notamment intervenu en juin 2005, à une conférence organisée à Kiev par l'Académie inter-régionale de management du personnel (MAUP), aux côtés de Serge Thion, exclu du CNRS pour négationnisme et surtout de David Duke, un suprémaciste blanc américain venu du Ku Klux Klan.

Après consultation avec les associations membres de notre Centre travaillant pour une paix juste et durable au Proche-Orient, nous tenons à faire savoir publiquement et largement que cette réunion n'aura pas lieu au CICP.

Le CICP

Paris le 25 septembre 2006

CICP

21ter Rue Voltaire, 75011 Paris

<http://infoblog.samizdat.net/2006/09/26/la-reunion-sur-la-palestine-du-5-octobre-naura-pas-lieu-au-cicp/>

De vraies punaises de bénitier....

NOUVEAU RACKETT MONSTRUEUX

Mideast Jewish Refugees Launch Campaign for International Recognition

By: Reuters

World Jewish groups began a global campaign on Sunday calling for **recognition of Jews from Arab countries as refugees** in the Middle East conflict.

"The world sees the plight of Palestinian refugees, and not withstanding their plight, there must be recognition that Jews from Arab countries are also victims of the Arab-Israeli conflict," said Stanley Urman, executive director of Justice for Jews from Arab Countries (JJAC)

JJAC, a U.S.-based coalition of Jewish organizations, is one of the groups coordinating the campaign which aims to record testimonies of Jews who fled in the face of persecution, list asset losses and lobby foreign governments on their behalf.

Jewish groups have estimated that since 1948 at least 900,000 Jews have been forced to leave their homes in Arab countries such as Egypt, Iraq, Libya, Syria, Lebanon and Yemen.

At least 600,000 went to Israel. The rest sought sanctuary in France, Britain, the United States and other countries.

A meeting of Jewish groups in Jerusalem on Sunday marked the first concerted effort to put the issue on the world agenda.

Linda Abdel Aziz, who fled to Israel in 1971, is one of many thousands of Jews born in Iraq who left or were expelled as conditions deteriorated due to discriminatory legislation, pogroms and public executions.

Abdel Aziz has recorded her testimony in the campaign. Her father, Jacob, who stayed behind in Iraq, disappeared in 1972, and family members believe he was executed by the ruling Baath party regime for being a Jew.

"We did not interfere in politics but we were persecuted. We are all haunted," said Abdel Aziz, 56.

Roots

Jewish communities in the Middle East stretch back over 2,500 years. But anti-Jewish violence, fanned by Arab nationalism, swept through the region in the early 1940s. A wave of pogroms against Jews was triggered by the establishment of Israel in 1948 [*This is highly untrue*] and a war in which hundreds of thousands of Palestinians fled or were driven from their homes in what became the Jewish state.

After 1948, conditions deteriorated for Jews in many Arab countries, including the confiscation of their property by Arab governments.

The World Organization of Jews from Arab Countries, another body spearheading the new campaign, has estimated that Jews lost more than \$100 billion in personal and community assets through confiscations by various Arab governments.

While some individuals have tried to file suits for lost property particularly in Libya and Iraq, there has so far not been a concerted effort by Jewish groups to seek reparations.

JJAC is working in tandem with Israel's Ministry of Justice, which is collecting and registering testimonials, affidavits and property claims. The ministry has already received thousands of claims to date.

"With memories fading, and elderly people passing on each day, this will be our last, best chance to obtain this important record of Jewish history and the evidence for future claims," Urman said.

Any future claims are complicated by the fact that the departure of Jews from Arab states happened alongside the flight of hundreds of thousands of Palestinians.

Millions of Palestinians who fled themselves or are descended from those who left their homes behind, demand a "right of return" to what is now Israel, or at least compensation for their losses. Most live in Arab states neighboring Israel.

"If there will be compensation for Palestinian refugees, there must be compensation for Jewish refugees," Urman said.

Abbas Shiblak, a British-based Palestinian writer and author of a book on the Jews of Iraq, said their plight should not be compared with the Palestinian refugee issue.

"Their [Middle Eastern Jews'] rights should be addressed and discussed with each of the concerned Arab states with the help of the international community and only after a comprehensive peace settlement is agreed," Shiblak said.

Haaretz, October 22, 2006

ENCORE LES FAUX RÉFUGIÉS

Petite clé de lecture : les *Mizrahim* dont il sera question plus loin sont ceux que nous appelons, à tort ou à raison, les Sépharades, les juifs des pays arabo-musulmans

De l'art de faire du stop en tapis volant...

Yehouda Shenhav

Présentation de Jeff Blankfort

« Toute analogie entre les réfugiés palestiniens et les immigrants juifs originaires de pays arabes serait pure folie, tant du point de vue historique que du point de vue politique. » Merci à David McL qui nous transmet cet article. Il n'y a pas si longtemps, on avait beau s'adonner à des recherches acharnées dans l'espoir de trouver quelque information au sujet d'immigrants juifs arabes qualifiés de « réfugiés », on revenait bredouille. Ce, jusqu'au moment où le rabbin raciste Meir Kahane eut soulevé cette question, en guise de contre-feu à l'exigence par les Palestiniens de leur droit à retourner chez eux, voici plusieurs décennies de cela. Kahane présenta la situation comme un « échange de populations ». En ce mois d'octobre, voici de cela trente-cinq années, je publiais une tribune dans *The Nation* commentant un article critique des positions de Kahane, écrit par Christopher Hitchens – tribune dans laquelle j'insistais sur le fait que le rabbin nocif n'était que la « partie émergée de l'iceberg » et qu'il représentait tout à fait ce qu'est Israël, en réalité. L'accueil délirant réservé au gouvernement israélien au judéo-nazi Avigdor Lieberman – version moderne bodybuildée de Kahane – et à son parti Yisrael Beiteinu ne peut que faire disparaître les dernières protestations du contraire. Lieberman, c'est le sionisme incarné. Attendez-vous à voir sa photo, dans le *New York Times*, cette semaine, quand il viendra aux USA et prendra la pose avec son « cousin » américain, Joe, qui remportera vraisemblablement les élections, demain. Comme l'aurait dit ma regrettée mère : « Ces deux-là, on dirait deux petits pois, dans la même gousse... ».

Depuis trois ans, on assiste à une intense campagne visant à garantir aux juifs originaires de pays arabes le statut politique officiel de réfugiés et la reconnaissance juridique qui en découle. Cette campagne s'est ingéniée à créer [de toutes pièces] une analogie entre les réfugiés palestiniens et les juifs *Mizrahi* [= « égyptiens », c'est—dire orientaux, NdT] originaires de pays du Moyen-Orient – en présentant les uns et les autres comme des victimes de la Guerre d'Indépendance [sic, NdT] de 1948. Les agitateurs à l'origine de cette campagne espèrent que leurs efforts vont aboutir à assourdir toute référence à ce qu'il est convenu d'appeler le « droit au retour » des Palestiniens, et à réduire l'importance des dédommagements qu'Israël risque fort de devoir payer un jour sur les biens palestiniens expropriés par la custodie hypothécaire gouvernementale israélienne des biens « en déshérence »...

L'idée même d'esquisser une telle analogie est constitutive d'une lecture erronée de l'histoire, d'une politique impudente et d'une injustice morale. C'est un certain Bill Clinton qui a inauguré cette campagne, en juillet 2000, dans une interview sur la Première Chaîne de télévision israélienne, au cours de laquelle il a révélé qu'un accord visant à reconnaître aux juifs originaires de pays arabes le caractère de réfugiés avait abouti durant le Sommet de Camp David. Ehud Barak avait alors repris la balle au bond, élaborant avec un enthousiasme fébrile sur son « succès », au cours d'une interview avec le présentateur Dan Margalit. Jusqu'ici, les gouvernements israéliens successifs s'étaient maîtrisés : ils n'avaient pas pondu de déclarations de cet acabit. Au début, il y eut une certaine inquiétude : toute proclamation de ce genre pourrait souligner ce qu'Israël s'est toujours ingénié à censurer et à oublier : **l'exigence de retour formulée par les Palestiniens**. Ensuite, il y a eu une véritable angoisse : une telle déclaration pourrait encourager des procès en restitution de biens engagés par des juifs contre des pays arabes et, en réponse, des réclamations de leurs biens perdus par des Palestiniens.

Enfin, ce genre de déclaration risquerait d'obliger Israël à mettre à jour ses manuels d'histoire et son histoire, et d'inventer une nouvelle narration, selon laquelle les juifs *mizrahim* auraient immigré en Israël sous les coups, sans être véritablement habités par de « saines » aspirations sionistes... Pfiououou... : là, pour le coup, on pourrait parler de narration « post-sioniste », ou alors, je ne m'y connais pas !... À Camp David, Ehud Barak décida que la question du droit au retour [des réfugiés palestiniens] n'était pas vraiment à l'ordre du jour, aussi, il pensa qu'il avait le loisir de s'adonner à une analogie rhétorique avec les *Mizrahim*. De manière très caractéristique, plutôt que s'atteler à la résolution des problèmes, en tant que dirigeant politique, d'une manière susceptible de conduire à une réconciliation mutuelle, Barak opta pour le comportement de marchand de tapis. Cette patate chaude avait été cuite à l'intention de Barak et de Clinton par Bobby Brown, conseiller du Premier ministre Benjamin Netanyahu ès questions relatives à la diaspora, et ses collègues, conjointement à des délégués d'organisations telles le Congrès Juif Mondial [World Jewish Congress] et la Conférence des Présidents des Grandes Associations Juives [Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations]

Lamentable échec de l'Organisation des Juifs originaires de Pays Arabes, la WOJAC [World Organization of Jews from Arab Countries]

Il y a, de cela, quelques mois, le Dr. Avi Becker, secrétaire général du Congrès Juif Mondial, et Malcolm Hoenlein, vice-président de la Conférence des Présidents, persuadèrent le Professeur Irwin Cotler, membre du Parlement canadien et expert en droit international, de rejoindre leur campagne. Un article de Becker, publié voici quelques semaines dans l'édition hébraïque du *Ha'aretz* [le 20 juillet 2006], intitulé « Nous devons le respect aux juifs originaires de pays arabes », marqua un palier dans cette campagne publique. Cet article parlait en réalité fort peu du respect dû aux juifs *mizrahim*. Bien au contraire : il foulait aux pieds leur dignité... Jusqu'ici, les résultats de la campagne sont maigres. L'organisation qui la chapeaute, Justice for Jews from Arab Countries [Touche pas à mes *Mizrahim!* NdT] n'a pas inspiré beaucoup d'enthousiasme, ni en Israël, ni auprès des juifs de la diaspora. Elle n'est pas parvenue, à ce jour, à arracher une seule déclaration digne d'intérêt d'un quelconque homme politique israélien en vue. Rien d'étonnant, à cela : l'histoire de cette campagne est émaillée d'innombrables rebondissements abracadabrants, et les passer en revue, cela vaut vraiment le jus... Parfois, reprendre un historique et le raconter, cela produit un effet particulièrement saisissant.

L'Organisation des Juifs originaires de Pays Arabes – la WOJAC – donc, a été fondée dans les années 1970. Yigal Allon, le ministre des Affaires étrangères à l'époque, s'inquiétait du risque que cette WOJAC ne devienne la pépinière de ce qu'il appelait une « mobilisation ethnique ». Mais la WOJAC n'avait nullement été créée afin d'apporter une aide aux juifs *mizrahim* ; non : elle avait été inventée de toute pièce pour servir de massue dissuasive aux revendications nourries par le mouvement national palestinien, en particulier de récriminations liées aux compensations et au droit au retour. À première vue, l'utilisation du qualificatif « réfugiés » appliqué aux juifs *mizrahim* n'était pas scandaleuse. Après tout, ce terme avait occupé une place centrale dans le discours international tant historique que juridique, au lendemain de la Seconde guerre mondiale. La Résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée en 1967, faisait bien allusion à la nécessité d'apporter « une solution juste au « problème des réfugiés au Moyen-Orient », non ? Dans les années 1970, les pays arabes s'efforcèrent de faire préciser les termes de cette résolution afin qu'elle fasse explicitement référence aux « réfugiés ARABES au Moyen-Orient », mais le gouvernement des USA, sous la direction de son ambassadeur à l'ONU, Arthur Goldberg s'opposa à cette rectification. Un document de travail, mis au point en 1977 par Cyrus Vance, alors Secrétaire d'Etat, en préparation d'entretiens programmés à Genève, faisait allusion à une solution au « problème des réfugiés », sans spécifier l'identité desdits réfugiés. Israël fit un lobby d'enfer autour de cette formulation. Mais les tentatives de la WOJAC, qui s'efforça d'introduire l'utilisation du concept de « réfugiés juifs », furent [tout de même...] vouées à l'échec.

Il n'y avait pas que les Arabes qui protestaient contre cette expression ; beaucoup de juifs sionistes, originaires du monde entier, s'opposèrent à l'initiative de la WOJAC. Les organisateurs de la campagne actuelle feraient bien d'étudier l'histoire de ladite WOJAC, qui est une organisation qui s'est muée, au cours de ses années d'activisme, d'entité sioniste en une entité post-sioniste. C'est la fameuse histoire de ces effets pervers que peut avoir n'importe quelle activité politique...

« Mais, bordel ; puisqu'on vous dit qu'on n'est pas des réfugiés ! »

La personnalité marquante de la WOJAC qui tira de son chapeau l'idée des « réfugiés juifs » fut un certain Yaakov Meron, du service des questions juridiques arabes au ministère israélien de la Justice. Meron mit en circulation les thèses les plus extravagantes jamais inventées au sujet des juifs des pays arabes. Il prétendait que les juifs avaient été chassés des pays arabes sous l'empire de politiques déterminées et mises en application en concertation avec les dirigeants palestiniens [!] – et pour faire bonne mesure, il qualifiait même ces fumeuses politiques d'« épuration ethnique »... Véhémentement opposé à la narration sioniste [pourtant dramatique à souhait] de ces événements, Meron clamait que le sionisme avait de tout temps eu recours à des expressions romantiques et codées – dans le style « Tapis Magique », « Opération Ezra et Néhémie » (pour décrire les vagues d'immigration des *Mizrahim*) à seule fin de dissimuler le « fait » que la migration juive fut le résultat d'une « politique arabe d'expulsion des juifs ». Dans une tentative de compléter l'analogie tracée entre les juifs *mizrahim* et les Palestiniens, les propagandistes de la WOJAC prétendirent que les immigrants *mizrahim* auraient vécu en Israël dans les années 1950 « dans des camps de réfugiés » [en réalité, les *ma'abarot*, des camps de transit] « exactement de la même manière que les réfugiés palestiniens » [!]

Les assertions de l'organisation mirent hors d'eux bien des Israéliens *mizrahim* se revendiquant comme sionistes. Dès 1975, c'est-à-dire dès l'époque où la WOJAC fut créée, le porte-parole de la Knesset, Yisrael Yeshayahu, déclarait : « Nous ne sommes pas des réfugiés ! Certains d'entre nous sont venus dans ce pays avant même la proclamation de l'État [d'Israël]. Nous avons des aspirations messianiques. »

Shlomo Hillel, un ministre du gouvernement israélien et activiste sioniste en Irak, dénonçait violemment toute analogie en la matière : « Je ne considère pas le départ des juifs des pays arabes comme le départ de réfugiés. Ils sont venus ici parce qu'ils le voulaient bien, en tant que sionistes ! »

Lors d'une audition à la Knesset, Ran Cohen déclara solennellement : « Je tiens à dire ceci : Je ne suis pas un réfugié ! », ajoutant : « Je suis venu ici au nom du sionisme, en raison de l'attraction qu'exerce cette terre, et en raison de l'idée de rédemption [ou de « rachat » de l'Eretz Yisroel, NdT]. Celui qui voudrait me faire passer pour un réfugié n'est pas encore né ! »

Le rejet était tellement vociférant qu'Ora Schweitzer, chef de la section politique de la WOJAC, demanda au secrétariat de cette organisation qu'un terme fût mis à cette campagne. Elle raconta par la suite que les membres de la communauté juive de Strasbourg étaient tellement offusqués qu'ils menacèrent de boycotter les réunions de l'association, au cas où le sujet des « réfugiés juifs séfarades » viendrait à être à nouveau soulevé. Cette rebuffade prophétisait point pour point l'échec de l'organisation actuelle, Justice pour les juifs des Pays arabes à susciter un quelconque enthousiasme, malgré ses efforts désespérés.

Lui aussi alarmé par le tapage de la WOJAC, le ministère des Affaires étrangères [israélien] proposa que cette organisation mette les pouces à sa campagne, au motif que la qualification de « réfugiés » appliquée aux juifs *mizrahim* était une lame à double tranchant. Israël, faisant observer les responsables du ministère, avait de tout temps adopté une position ambiguë sur la question complexe soulevée par la WOJAC. En 1949, Israël avait même rejeté une proposition anglo-irakienne d'échange de populations – des juifs irakiens contre des réfugiés palestiniens – car il redoutait alors de se voir contraint par la suite, en cas d'acceptation, d'installer les « réfugiés restés en rade » à l'intérieur de ses propres frontières...

Le ministère des Affaires étrangères qualifia la WOJAC de groupe phalangiste zélé et extrémiste, exigeant qu'elle cesse de se comporter comme « un État dans l'État ». Finalement, en désespoir de cause, le ministère ferma le robinet des modiques subventions qu'il accordait à la WOJAC. Le ministre de la Justice d'alors, Yossi Beilin, vira Yaakov Meron du bureau des affaires juridiques arabes. Aujourd'hui, plus aucun chercheur sérieux, ni en Israël, ni ailleurs, n'adhère aux affirmations extrémistes de la WOJAC.

De plus, tout ce qu'a réussi à faire la WOJAC, qui croyait faire la promotion des revendications sionistes et assister Israël dans son conflit avec le nationalisme palestinien, c'est exactement le contraire : elle a contribué à donner une vision confuse de la position sioniste en matière de contentieux avec les Palestiniens, et elle s'est mis à dos énormément de juifs *mizrahim* dans le monde entier en les présentant comme des victimes n'ayant absolument aucune motivation positive à immigrer en Israël ! La WOJAC a subordonné les intérêts des juifs *mizrahim* [en particulier en ce qui concerne la question des propriétés juives dans plusieurs pays arabes] à ce qu'elle définissait abusivement comme les intérêts nationaux israéliens. L'incapacité patente de cette organisation de comprendre que le fait de présenter les juifs *mizrahim* comme des réfugiés ne faisait qu'ouvrir une boîte de Pandore et en fin de compte

portait atteinte à toutes les parties prenantes au contentieux, aussi bien les juifs que les Arabes.

Leçons non apprises

Le Congrès Juif Mondial et d'autres organisations juives n'ont rien appris de ce lamentable legs. Recherchant désespérément une solution magique à la question des réfugiés, ils ont adopté cette analogie et ils sont en train d'en faire le lobbying dans le monde entier. Il serait intéressant d'entendre la réaction de la ministre de l'Education nationale israélienne à la narration historique présentée, de nos jours, par ces organisations juives... Peut-être conviendrait-il que Limor Livnat crée un comité d'experts, à son ministère, afin de réviser les manuels scolaires et de les mettre en conformité avec ce post-sionisme d'un genre nouveau ? Toute personne raisonnable, qu'elle soit sioniste, ou non, doit reconnaître que l'analogie établie entre les Palestiniens et les juifs *mizrahim* n'a absolument aucun fondement. Les réfugiés palestiniens ne voulaient pas quitter la Palestine. Beaucoup de villages palestiniens ont été détruits en 1948, et quelque 700.000 Palestiniens furent chassés, ou s'enfuirent, au-delà des frontières de la Palestine historique. Ceux des Palestiniens qui ont quitté la Palestine ne l'ont certainement pas fait de leur plein gré...

Au contraire, les juifs des pays arabes sont venus dans ce pays l'ont fait à l'initiative de l'État d'Israël et d'organisations juives. Certains sont venus de leur plein gré ; mais d'autres sont arrivés ici à leur corps défendant. Certains vivaient confortablement et en toute sécurité dans un pays arabe ; d'autres avaient peur ou étaient effectivement opprimés.

L'historique de l'*aliyah mizrahi* [l'*aliyah*, la « montée », est l'immigration en Israël, en hébreu, NdT] est complexe, et aucune explication simple ne peut en rendre compte. Beaucoup des nouveaux venus ont perdu des biens considérables, et il est incontestable qu'ils devraient pouvoir tenter des procès en restitutions de biens à l'encontre de pays arabes [jusqu'à ce jour, l'État d'Israël et la WOJAC ont fait obstruction à tout procès dans ce domaine...]. [***Ils ont abandonné volontairement des biens qu'ils ne peuvent certainement plus revendiquer comme leurs.***]

L'analogie non-fondée et immorale entre les réfugiés palestiniens et les immigrants [juifs] *mizrahim* en Israël ne fait qu'envenimer les querelles entre ces deux groupes de population ; elle porte atteinte à la dignité de très nombreux juifs *mizrahim*, et elle obère gravement les perspectives de toute réconciliation judéo-arabe sincère.

Les craintes juives à propos de l'examen de la question de 1948 sont compréhensibles. Mais cette question sera traitée dans un futur prévisible, et il est évident que tout accord de paix devra comporter une solution à la question des réfugiés palestiniens. On peut raisonnablement présumer que lorsque des accords définitifs auront été atteints entre les Israéliens et les Palestiniens, un fonds international sera créé, afin de dédommager les réfugiés palestiniens pour les torts que leur a causés la création de l'État d'Israël. A n'en pas douter, on exigera d'Israël qu'il contribue généreusement à un fonds créé dans un tel but.

À ce propos, l'idée de réduire les obligations de compensation [à verser aux réfugiés palestiniens] en qualifiant les immigrants juifs *mizrahim* de « réfugiés » peut sembler bien tentante. Mais il est futile de recourir à des épouvantails pour repousser les revendications politiquement et moralement valides formulées par les Palestiniens. Cette manip de « comptabilité créative » concoctée par l'analogie à base de « réfugiés juifs arabes » ne fait qu'ajouter l'insulte à la blessure, et élargir le gouffre psychologique entre les juifs et les Palestiniens. Les Palestiniens peuvent éventuellement renoncer à leurs espoirs d'obtenir un droit au retour [c'est par exemple ce qu'affirme le Dr. Khalil Shikaki, un sociologue spécialiste des sondages d'opinion] ; mais un tel résultat ne saurait en aucun cas être extorqué au moyen de cette « comptabilité créative »...

Tout accord de paix doit être validé par la reconnaissance, par Israël, des torts et des souffrances injustement infligés par le passé, ainsi que par la mise sur pied d'une solution juste. La bricolage de comptabilité créative inhérent à l'analogie entre juifs *mizrahim* immigrants en Israël et réfugiés palestiniens ne fait que transformer Israël en un comptable dépourvu de colonne vertébrale, tant du point de vue moral que du point de vue politique.

Haaretz

Yehouda Shenhav enseigne à l'Université de Tel Aviv. Il dirige la revue israélienne *Theory Criticism*, spécialisée dans les théories de la critique et de l'étude des cultures. Il a l'insigne honneur de figurer dans la liste noire dressée par les fanatiques sionistes de masada.org des juifs "qui se haïssent eux-mêmes et menacent Israël", élégamment appelée SHIT-List (SELF-HATING ISRAEL-THREATENING LIST). Il est l'auteur de *The Arab Jews: A Postcolonial Reading of Nationalism, Religion, And Ethnicity* [Les juifs arabes : une lecture postcoloniale du nationalisme, de la religion et de l'ethnicité]

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier et révisé par Fausto Giudice, membres de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est en Copyleft pour tout usage non-commercial : elle est libre de toute reproduction, à condition de respecter son intégrité et de mentionner auteurs et sources. URL de cet article :

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=1491&lg=fr>
<http://tlaxcala.es/pp.asp?lg=fr&reference=1491>

ÇA LEUR FLANQUE LES FOIES

Alors que le tonnerre de la guerre approche

par **Caroline B. Glick**

Les nuages de la guerre à venir convergent sur Israël. Mais les dirigeants politiques et militaires de l'Etat juif refusent de lever les yeux vers le ciel qui s'assombrit. L'ours russe s'est réveillé après quinze ans d'hibernation. Sous la conduite de l'ancien commandant du KGB, le président Vladimir Poutine, la Russie réaffirme son hostilité traditionnelle envers Israël.

Mardi dernier, des ingénieurs militaires russes ont atterri à Beyrouth. Leur arrivée marque le premier signal du moment où les forces russes se sont ouvertement déployées au Moyen-Orient. Dans le passé, les forces soviétiques en Syrie et en Egypte opéraient sous la couverture officielle de "conseillers militaires". Aujourd'hui, ces "conseillers" sont des "ingénieurs". Les forces russes, qui atteindront officiellement 550 soldats, ont pour tâche de reconstruire un certain nombre de ponts que Tsahal a détruits pendant la récente guerre. Ils opéreront en dehors du commandement de la FINUL. Le service d'informations *Mosnews* a rapporté mercredi dernier que les ingénieurs seront protégés par des escadrons commandos de la 42ème division d'infanterie motorisée déployée en permanence en Tchétchénie. Selon ce rapport, ces escadrons commandos font partie des bataillons Zapad et Vostok, tous les deux commandés par des officiers musulmans, et qui rendent compte directement au département principal du renseignement de l'Etat Major de l'Armée russe à Moscou. Le bataillon Vostok est commandé par le major Sulim Yamadayev que *Mosnews* a qualifié d'"ancien commandant rebelle". Avec le déploiement des anciens rebelles tchéchènes comme commandos militaires russes au Liban, le rapport de cette semaine montrant le soutien du renseignement russe au Hezbollah pendant la récente guerre, prend une signification stratégique troublante. Selon l'hebdomadaire de Défense *Jane*, le poste d'écoute russe du côté syrien des hauteurs du Golan a transmis au Hezbollah une couverture continue d'information pendant tout le conflit. Beaucoup reste à dire sur les capacités impressionnantes de renseignement que le Hezbollah a démontré cet été. Mais à partir de ce qui a déjà été rendu public, nous savons que le haut degré de compétence en renseignement électronique a provoqué un dommage significatif aux opérations de Tsahal. Aujourd'hui, nous apprenons que Moscou se tenait derrière pour au moins une bonne dose des prouesses du renseignement du Hezbollah. L'aide de Moscou au Hezbollah n'était pas limitée au partage du renseignement. La majorité des victimes de Tsahal au combat ont été provoquées par les missiles anti-tanks Kornet fabriqués par les Russes, qui sont parvenus aux combattants du Hezbollah via la Syrie. En effet, à mesure qu'on en apprend plus sur le rôle de la Russie, il apparaît que le soutien de la Russie au Hezbollah peut fort bien avoir été aussi significatif que celui de la Syrie à l'organisation terroriste.. Et désormais nous avons des Tchétchènes au Liban [...]

8 octobre 2006, *Jewish World Review* -

Adaptation française de la Sentinelle 5767 sur *Désinfo*. (ultra-sioniste)

http://www.desinfos.com/article.php?id_article=5830 Repris de
<http://www.jewishworldreview.com/1006/glick100606.php3>

Nous avons confirmation du débarquement des Tchétchènes russes par la presse de Moscou. Mais un mois plus tard, ils n'étaient toujours pas sur le terrain à faire des ponts.

LES CAVES SE REBIFFENT

Il faut cesser de traiter l'Israël de manière spéciale, déclarent des universitaires allemands

L'Allemagne a assez payé pour avoir mis en œuvre l'Holocauste, et l'Israël a suffisamment bénéficié de réparations de la part de notre pays, ont déclaré 25 universitaires allemands. Dans une pétition publiée mercredi dans la *Frankfurter Rundschau*, les universitaires - qui sont présentés comme des professeurs de haut niveau payés par le gouvernement allemand - ont déclaré qu'il était temps pour leur pays d'embrasser la cause des Arabes palestiniens comme il avait embrassé celle des juifs. Les ramifications de l'Holocauste ont provoqué beaucoup de souffrance parmi les "Palestiniens" et l'Allemagne, en conséquence, se devait de se mettre à leurs côtés et pas seulement aux côtés de l'Israël. Sans quoi, préviennent les pétitionnaires, des désordres risquent de surgir au sein du peuple allemand.

L'Allemagne refuser de modifier ses liens avec l'Israël Par Hilary Leila Krieger

L'ambassade d'Allemagne a rejeté jeudi l'appel de 25 universitaires allemands qui demandaient que leur pays abandonne ses "relations spéciales" avec l'Israël et reconnaisse que la souffrance des Palestiniens était une conséquence de l'Holocauste. Dans une longue pétition publiée mercredi dans le journal régional *Frankfurter Rundschau*, les universitaires déclaraient que "les racines de cette confrontation sanglante qui dure depuis 60 ans au Moyen-Orient sont allemandes et européennes. La population palestinienne n'a pas à faire les frais des problèmes européens au Moyen-Orient", selon les traductions que fournissent les médias de langue anglaise.

Les signataires se demandent également si le soutien apporté par l'Allemagne à l'Israël n'est pas une source de tension au sein de la société allemande, et protestent contre les ventes par l'Allemagne d'armes de haute technologie à l'Israël en dépit des actions de ce dernier pays contre les Palestiniens. De plus, la pétition préconise une "amitié libérée du poids du passé" entre les deux pays, dans laquelle il serait possible de critiquer l'Israël et, d'après certains bulletins d'informations, elle déplore que "une grande partie de la société allemande a institué en cérémonial l'aspect honteux de l'Holocauste. C'est ainsi que le philo-sémitisme allemand devient problématique dans ce pays".

Mais un porte-parole de l'ambassade d'Allemagne à Tel-Aviv a récusé cette pétition. "Elle ne reflète en rien la position du gouvernement allemand. La position du gouvernement allemand concernant la relation spéciale entretenue avec l'Israël ne changera pas." Cette relation, a-t-il dit, découle de l'attitude des Allemands dans l'Holocauste. "Nous sommes pleinement d'accord pour dire que, à cause de la Shoah, le peuple allemand et [le gouvernement] ont une responsabilité particulière envers l'Etat d'Israël", a-t-il déclaré, soulignant le fait que tous les hauts responsables allemands ont tenu à pratiquer cette politique de soutien au cours des dernières années.

"Il est impossible que l'Allemagne devienne une nouvelle Allemagne si nous n'acceptons pas cette relation particulière", a-t-il poursuivi. "Notre relation particulière avec l'Israël est un des piliers de notre politique étrangère." En dépit du fait que les médias aient présenté ces professeurs signataires de la pétition comme des gens respectables et des hauts fonctionnaires - comme dans les universités - le porte-parole a déclaré qu'ils ne reflétaient pas les opinions de la majorité des universitaires allemands, sans parler du gouvernement qui leur paie leurs salaires. Le Conseil central de la communauté juive allemande n'a pas voulu faire de commentaire sur cette pétition, annonçant qu'il allait consulter tous ses représentants au cours du week-end afin d'adopter une position commune qu'il annoncerait lundi.

Jerusalem Newswire Ynetnews, 16 novembre 2006

<http://www.jnewswire.com/article/1383>

<http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1162378416576&pagename=JPost%2FJPArticle%2FPrinter>

LES VRAIS TERRORISTES

Un 007 juif se fait pincer**Un diplomate israélien arrêté à l'aéroport de Buenos Aires avec une valise bourrée d'explosifs**

C'était la semaine dernière à l'aéroport international d'Ezeiza; la presse locale n'en a rien fait savoir; le réseau Kalki s'est renseigné à des sources directes et fiables.

Le mercredi 9 août dans l'après-midi, un important diplomate israélien a été arrêté par la Police de sécurité aéroportuaire (PSA) en possession d'une quantité considérable d'explosifs dans une mallette. Il était en partance pour le Chili, et il a été arrêté quelques minutes avant de monter dans l'avion. Malgré ses protestations courroucées, le commando de la PSA a procédé à son arrestation et communiqué les faits au ministère de l'Intérieur, qui ordonnait alors la plus grande discrétion.

La PSA, ex Police aéronautique militaire, dépendait autrefois du ministère de la Défense; après le scandale de Southern Winds, elle est actuellement dirigée par des fonctionnaires à la solde du président Kirchner. Il existe un malaise profond dans cette force de sécurité, à cause du statut précaire du personnel, et des dysfonctionnements provoqués par le changement du ministère de tutelle et de dirigeants. D'après des personnes interrogées à l'aéroport même par le Réseau Kalki, les membres du commando de la PSA ont eu un vif débat avec des représentants haut-placés du gouvernement qui prétendaient laisser en liberté le diplomate sans qu'il reste le moindre procès-verbal de la saisie, ce qui permettrait d'imputer aux agents la responsabilité de tout ce qui pourrait se passer ensuite.

Vers l'invention d'un « troisième attentat »

Depuis des années, des journalistes et des personnalités indépendantes proclament leur conviction sur la manipulation des attentats contre l'ambassade d'Israël et contre le centre communautaire AMIA [qui eurent lieu à Buenos Aires en 1992 et 1994 respectivement, faisant une centaine de morts]. En juin 1997, la revue électronique *Libertad de Opinión* diffusait les résultats de son enquête exclusive : selon les rapports présentés par les ingénieurs chargés de l'expertise, il n'y eut aucune voiture piégée dans l'attentat contre l'ambassade, dont le bâtiment a été le siège d'une implosion, survenue à l'intérieur des locaux ; on y aurait même fabriqué a posteriori un cratère pour justifier la théorie d'un véhicule chargé d'explosifs, version soutenue par les dirigeants sionistes locaux.

En mai 1999, la version papier de la revue *Libertad de Opinión* diffusait un autre article expliquant pourquoi de nombreux enquêteurs renonçaient à l'hypothèse islamique et envisageaient la probabilité que dans le second attentat aussi, il s'agisse d'une implosion, produite par l'explosion d'une caisse chargée d'explosifs, envoyée par la Communauté Israélite de Córdoba (Argentine).

Nous mettons en ligne ces deux informations :

1) On constate que malgré les intérêts puissants qui ont tenté d'étouffer ces conclusions, aujourd'hui les faits confirment l'analyse de *Libertad de Opinión* : les personnes poursuivies au départ ont toutes été relâchées, faute de preuves, et l'ex-juge Galeano [responsable de l'instruction] est mis en accusation ; l'ex-président de la DAIA (Délégation Amitié Israël Argentine) Rubén Beraja, escroc reconnu coupable de plusieurs faillites bancaires, fait également l'objet de poursuites, ainsi que le journaliste de *Página 12* Raul Kollman, fabriquant de mensonges soutenu par le sionisme local.

2) Quelques semaines avant qu'Israël déclenche sa nouvelle agression contre la Palestine et le Liban, la DAIA et le Centre Wiesenthal ont émis des communiqués de presse alertant sur la préparation d'un « troisième attentat » en Argentine. Parallèlement, depuis les États-Unis, le Pentagone et la Maison Blanche, partaient des rumeurs d'enquêtes présumées concluant aux "dangers latents" localisés dans la région de la Triple Frontière [Argentine, Paraguay, Brésil] du fait de la présence d'une importante communauté arabe « islamique », évoquant même l'arrivée de combattants d'al Qaida sur les lieux.

Une fois enclenchée la guerre au Proche Orient, comme le Réseau Kalki en a immédiatement fait l'analyse, se produisait un phénomène contraire aux projets israélien : le rejet unanime des menées sionistes, exprimé par la gauche européenne et latino-américaine. Au

même moment, les gouvernements sud américains ont refusé de soutenir la politique terroriste israélienne, les uns par conviction et les autres pour ne pas apparaître comme les alliés du colonialisme.

Dans le cas particulier de l'Argentine, il y a eu des manifestations considérables de la communauté arabe, provoquant la colère des représentants sionistes locaux, les fonctionnaires du premier ministre Olmert réprimandant les dirigeants de DAIA et AMIA, qui s'étaient rendus en Israël pour protester de leur loyauté absolue envers l'Israël, et de leur soutien personnel au génocide déclenché par ce pays.

Il est désormais clair pour les Israéliens que leur image n'est plus celle de victimes, mais de bourreaux. Aussi cherchent-ils désespérément le moyen de retrouver le piédestal de la « faiblesse » présumée, qui leur a toujours servi d'écran pour justifier le parrainage maffieux des États-Unis et l'invasion de territoires étrangers.

D'après nos informations, c'est en Amérique latine qu'Israël prépare un coup d'éclat en ce moment, pour parer à l'indignation croissante des gouvernements locaux contre la barbarie sioniste. Pas un gouvernement latino-américain n'a soutenu Israël, ni n'a critiqué ouvertement le Hezbollah d'ailleurs. L'Argentine serait une cible privilégiée pour une grande opération médiatique, avec le précédent des attentats de 1992-1994, et le réveil de sa communauté musulmane. Le Chili s'y prêterait aussi, parce qu'une importante communauté palestinienne y réside. Tout ceci correspond parfaitement à la saisie opérée à l'aéroport d'Ezeiza.

L'arrestation du diplomate israélien a gravement alarmé la Maison Rose [siège du gouvernement argentin]. Mais celle-ci, au lieu d'exiger des explications de Tel Aviv, a gardé le silence et a choisi le laisser passer des semaines. Raphaël Eldad, ambassadeur israélien en Argentine, fanatique sioniste avoué, dont les fils sont dans l'armée israélienne, serait intervenu avec une rare insolence, en conformité avec les instructions reçues de la chancellerie hébraïque.

Ce à quoi il faut s'attendre

Les forces de sécurité argentine se posent la question : après l'échec du diplomate israélien, va-t-on assister à une nouvelle tentative organisée à Tel Aviv ?

On perçoit actuellement un certain désarroi dans les instances sionistes dirigeantes, parce que la réalité n'obéit plus à leurs projets. Comme dans un accès de folie furieuse provoqué par l'impuissance à atteindre la victoire militaire au Liban, les avions israéliens ont jeté des tonnes de bombes sur les logements, les hôpitaux, les écoles et les bâtiments religieux au Liban, tandis que les dirigeants sionistes en Argentine se soumettent totalement aux directives du gouvernement israélien.

redkalki@libreopinion.com 16 août 2006, www.webislam.com 22 août 2006. Traduit de l'espagnol par Maria Poumier, membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique (www.tlaxcala.es). Cette traduction est en Copyleft.

Mario Morag, l'homme qui se prenait pour Clint Eastwood

Par Fausto Giudice

Morag est le nom d'un monstre censé hanter le lac du Loch Morar en Écosse. C'est aussi un prénom féminin écossais. C'est également le nom d'une ville de Masurie, en Pologne ou encore celui du principal protagoniste d'un jeu de la série Donjons et dragons appelé Neverwinter Nights. Mais c'était aussi le nom d'une des colonies juives de la bande Gaza évacuée durant l'été 2005. Et c'est enfin le nom d'un homme qui a défrayé la chronique chilienne ces derniers jours.

Mario Yahir Morag, 56 ans, est employé à l'ambassade israélienne de Santiago du Chili, où il travaille depuis 3 ans. Cet homme d'origine argentine a fait un scandale le 13 septembre dernier dans un bar-restaurant, le Liguria, dans la ville de Providencia au Chili, où se retrouvent les branchés de Santiago. L'homme était saoul, les serveurs lui ont donc refusée l'entrée dans le local. Il a alors dégainé le pistolet semi-automatique Glock 380 qu'il portait à la ceinture et en a menacé tous les présents, mais les garçons sont parvenus à le désarmer et l'homme a fini chez les carabiniers. Dans les jours qui ont suivi, le gouvernement chilien a donné une semaine à l'ambassade pour rapatrier son employé en Israël, sinon il serait expulsé. Le ministre des Affaires étrangères chilien Alberto Van Klaveren a déclaré : "Justement parce que nous ne souhaitons pas que nos relations avec Israël se détériorent, nous préférons que ce fonctionnaire quitte le pays. ». Et il a ajouté

que certes, Morag avait un permis de port d'arme en bonne et due forme, mais « ici, nous ne sommes pas au Far West ».

Que fait donc Morag à l'ambassade ? Officiellement, il est chargé de la sécurité, mais de fait il serait tout simplement un agent de renseignement, relevant sans doute du célèbre Mossad.

Mais là où l'affaire se corse, c'est lorsqu'on apprend que le même Morag aurait été intercepté par la Police des frontières à l'aéroport international de Buenos Aires (Ezeiza) le 9 août dernier, alors qu'il transportait une valise chargée d'explosifs. Après l'avoir retenu quelques heures, la police, sur ordre venu d'en haut, aurait été obligée purement et simplement de le laisser continuer son voyage vers Santiago, sans autre forme de procès. 16 jours plus tard, un autre voyageur, un citoyen US dénommé Fisher – par ailleurs juif – était arrêté à l'aéroport de Houston (Texas), en provenance de Bolivie après avoir transité par le même aéroport d'Ezeiza, en possession d'explosifs. Les deux événements ont fait l'objet d'un silence médiatique total, comme si l'embargo avait été mis sur l'information. Et surtout, ils n'ont fait l'objet d'aucun démenti, ni même d'un quelconque commentaire, de source officielle ou officieuse.

C'est que la seule source à prétendre que c'est le même homme qui a été intercepté à Ezeiza le 9 août et a provoqué le scandale du bar Liguria le 13 septembre a été le Réseau Kalki, un site web lié au Parti du Nouveau Triomphe, dirigé par l'ex-général Alejandro Biondini, dont le pseudonyme est "Kalki". Il s'agit là du nom du dixième et dernier avatar du dieu hindou Vichnou, censé revenir sur terre pour y apporter la lumière. L'odeur de soufre émanant de ce groupement néo-nazi semble avoir paralysé les journalistes, argentins et autres, qui ne se sont pas donnés la peine de mener leur propre enquête sur ces informations, qui n'ont été démenties par personne. Or ces informations ont fait l'objet de questions au gouvernement argentin de la part de la Fédération palestinienne d'Argentine et auraient suscité une intense activité diplomatique entre Buenos Aires, Santiago et Tel Aviv, toujours à en croire le réseau Kalki. En effet, elles soulèvent une question grave : les services israéliens préparaient-ils, comme le croit savoir le réseau Kalki, un attentat quelque part en Amérique du Sud, peut-être au Chili, sur le modèle des attentats commis en 1992 et en 1994 à Buenos Aires et attribués sans preuves à l'Iran puis au Hezbollah ? En tout cas, leur agent Mario Morag ne pourra plus être opérationnel ni au Chili ni en Argentine. En dégainant son pistolet dans un bar de Providencia, il a commis une erreur de trop. Il faudra donc que son employeur trouve un endroit où le recycler. Bien sûr après lui avoir fait subir une cure de désintoxication.

21 septembre 2006. Fausto Giudice est membre de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique.

COMMENT LA LDJ INFILTRE LA POLICE

Michel Thooris (Action Police CFTC) : « La Ligue de défense juive n'est pas une milice »

Propos recueillis par **Fabrice Bianco** pour Novopress France

Voici deux mois, Michel Thooris, secrétaire général du syndicat Action Police CFTC et proche de Philippe de Villiers, appelait à la dissolution de la Tribu KA et prenait fait et cause pour la Ligue de Défense Juive (LDJ) et le Betar, organisations bien connues pour leur engagement en faveur de l'idéal sioniste. Une visite sur le site du syndicat (2) confirme cette proximité avec l'Etat d'Israël et ses amis en France. Intriguée, Novopress a voulu en avoir le cœur net et a contacté Michel Thooris.

Novopress : *Vous avez déclaré à l'agence de presse israélienne Guysen.Israel.News (3) le 4 juin 2006, « Les très fortes pressions antisémites orchestrées par des groupes salafistes ou des cellules comme la tribu Ka, menacent constamment la sécurité de la communauté juive de France. » Pourriez-vous développer vos propos ?*

Michel Thooris : Mon organisation syndicale, Action Police CFTC, et moi-même pensons qu'il y a véritablement une guerre qui a été déclenchée par l'Islam radical contre l'Occident judéo-chrétien, dont les premières victimes sont les français autochtones et la communauté juive (composée de français à part entière). Nous estimons, en tant que citoyens et que policiers, que

nous avons des points communs avec la communauté juive, que nous avons un combat commun à mener quand on voit des choses aussi aberrantes que la Tribu KA, qui se revendique clairement antisémite et qui appelle à la destruction de la communauté juive en France.

Novopress : *Pensez-vous vraiment que la dissolution de la Tribu KA était justifiée ?*

Michel Thooris : Pour nous, elle l'était vu les valeurs clairement antisémites de la Tribu KA, avec en plus leur côté « kémite », où ils revendiquent une identité noire. Pour nous, c'est une organisation qui est incompatible avec la République. On ne peut pas se permettre de laisser des bandes de personnes débarquer dans un quartier à forte connotation communautaire pour essayer d'aller en découdre avec des membres de la Communauté. C'est vrai pour la Tribu KA, mais nous n'aurions pas toléré que des Français aillent faire de la provocation dans une cité. La rue des Rosiers, tout le monde le sait, est un quartier à forte tendance juive, et la communauté juive n'a pas envie d'être emmerdée par des provocateurs. Effectivement, il n'y a peut-être pas eu de violence, mais l'objectif numéro un de la tribu KA était quand même de venir pour en commettre. Après, ils ne sont pas très malins, ils sont arrivés là-bas un jour de shabbat et ils ont trouvé porte close partout. Mais sur le principe, ce n'est pas tolérable. Nous ne sommes pas opposés à ce que les gens se regroupent en communautés propres pour défendre des intérêts propres, mais à partir du moment où ça se fait dans le cadre de la loi républicaine. En plus, on sait très bien que la Tribu KA a des accointances avec Dieudonné, qui n'est pas très éloigné de l'Islam radical, qui tient des propos proches, pour le moins, de ceux d'Ahmadinejad (4), lequel conduit à peu près à une guerre mondiale. Donc nous considérons que ce groupuscule devait être dissout.

Novopress : *Vous avez également déclaré : « Nous ne considérons en aucune façon que la Ligue de défense juive (LDJ) ou le Betar créent un trouble à l'ordre public. Au contraire, ces organisations dissuadent de nombreuses personnes ou groupes de personnes hostiles à la communauté juive de passer aux actes », en ajoutant : « A partir du moment où la LDJ et le Betar respectent les lois de la République, et accomplissent une mission de service public en défendant les personnes et les biens, au nom de quoi Dieudonné M'Bala M'Bala se permet-il de demander leur interdiction ? » Pourtant ces organisations sont loin de respecter les lois de la République puisqu'elles se sont faites connaître, depuis des décennies, par leurs agressions multiples et variées contre des opposants de tous bords, (politiques, écrivains, intellectuels...) (5), notamment la très grave agression au couteau de l'un de vos collègues policiers, par un membre supposé du Betar lors d'une manifestation le 7 avril 2002 à la Bastille. De plus, la LDJ a été classée comme organisation terroriste par le FBI et le parti dont elle est issue a été interdit en Israël. Vous persistez à dire que la LDJ et le Betar remplissent une mission de service public ?*

Michel Thooris : Vous avez répondu vous-même à la question : vous avez dit « membre supposé ». Il est très facile d'imputer à telle ou telle organisation des faits à partir du moment où l'on suppose que telle ou telle personne y appartient. Vous parlez d'actions anciennes, mais nous, on ne travaille pas dans le passé, on travaille dans le présent. Donc, à partir du moment où nous estimons qu'aujourd'hui les médias sont très clairement pro-arabes et anti-juifs, qu'ils soient apolitiques ou de gauche, on réagit par rapport à ce fait-là. Il y a une faillite des pouvoirs publics, incapables d'assurer la sécurité de la communauté juive et de nos concitoyens - ce qui est encore plus vrai pour la communauté juive - notamment dans certains quartiers où la police ne rentre plus. Donc moi je comprends, qu'elle s'organise et qu'elle fasse ce que font les municipalités qui se dotent de polices municipales ou les supermarchés qui ont des vigiles. Moi, je n'ai aucune opposition à ce niveau-là. Aujourd'hui, on s'en prend facilement aux juifs. Nous autres, nous avons rencontré des membres de la LDJ pour des motifs professionnels. Ce qui ressort de leurs activités, c'est qu'ils ont avant tout un rôle d'encadrement de leur propre jeunesse...

Novopress : *Vous avez, en tant que policiers, rencontré des militants de la Ligue de Défense Juive ?*

Michel Thooris : En tant que policiers, on rencontre des gens de toutes tendances, d'extrême gauche, comme d'extrême droite, comme du centre. Ça n'a rien de secret. Pour certains, ça fait toujours plaisir de taper sur la communauté juive en disant « regardez, ils ont des milices, ils ne sont pas républicains, etc. » Il s'avère que ce n'est pas le cas. La LDJ a un rôle d'encadrement et moi, ça ne me dérange pas, à partir du moment où elle respecte la loi républicaine. Si demain il y a des faits qui sont avérés et que des condamnations tombent, prouvant qu'elle a enfreint la loi républicaine, on ne la soutiendra pas. Mais aujourd'hui, moi je ne suis pas au courant des

agressions et des extraditions dont vous parlez et qui se seraient passées il y a quelques années. Aujourd'hui, il y a une situation critique pour la communauté juive en France avec le conflit au Liban. Donc, notre position est de dire qu'à partir du moment où cette organisation respecte la loi républicaine, il n'y a rien à en redire.

Novopress : *Donc, vous ne cautionnez pas l'agression de l'écrivain Alain Soral par une trentaine d'individus qui se sont revendiqués sur internet de la LDJ ?*

Michel Thooris : Bien évidemment, je ne cautionne aucune agression ni aucun dérapage. La loi est valable pour tout le monde. Mais une fois de plus, ce n'est pas parce qu'une personne ou une minorité de personnes se revendiquant de tel ou tel groupe commet quelque chose hors du cadre républicain, que ça veut forcément dire que l'organisation susvisée est antirépublicaine. Ça me semble assez évident.

Novopress : *Philippe de Villiers, Président du Mouvement Pour la France (MPF) et dont vous êtes le conseiller pour les questions de sécurité, partage-t-il vos opinions sur ces organisations ?*

Michel Thooris : Je ne suis pas adhérent du MPF. Je connais Philippe de Villiers à titre personnel et j'ai été sollicité comme conseiller technique par lui, mais également par d'autres hommes politiques convaincus du besoin de rénovation de notre système sécuritaire et qui sont intéressés par les propositions novatrices de mon organisation. Mais je ne peux pas me prononcer concernant les prises de positions du MPF sur la LDJ ou sur les rapports avec la communauté juive. Je laisserai le soin de répondre à Philippe de Villiers ou à Guillaume Peltier, d'autant que je crois savoir qu'au sein du mouvement, tout le monde n'est pas d'accord sur cette question. Certains sont plutôt pro-juifs, d'autres plutôt pro-arabes. C'est une question que le MPF doit régler en interne. Moi, en tant que conseiller technique, je donnerais, si on me la demande, ma vision du conflit et de l'état de la sécurité en France. Je donnerai mon opinion sur ce qui se passe dans les quartiers et sur ce que vit la communauté juive. A un moment il faut faire des choix. Je crois que vous êtes un média plutôt de droite nationale, donc vous connaissez le conflit interne qui divise aujourd'hui celle-ci pour savoir si elle doit être pro-arabe ou pro-juive.

Novopress : *On peut aussi n'être ni pro-arabe ni pro-juif...*

Michel Thooris : Mais malheureusement, j'ai l'impression qu'il faut toujours être pro-quelque chose. A un moment donné, les gens qui ne veulent pas se positionner ne sont pas forcément bien vus. En tout état de cause, mes positions n'impliquent pas le MPF. Elles sont les positions du syndicat Action-Police. Nous n'avons jamais rencontré de betarim, mais nous avons rencontré des membres de la LDJ et pour nous il n'y a pas de soucis particuliers. Aujourd'hui, personne ne peut nier qu'il y a une défaillance des pouvoirs publics pour assurer la sécurité. Quand vous voyez comment sont devenues certaines cités où il n'y a plus aucune sécurité ni aucune loi, que la charia a été imposée dans pas mal de quartiers, je crois qu'il y a effectivement un combat commun à mener avec la communauté juive, qui aspire à la liberté et à la sécurité. Je comprends très bien qu'une communauté cherche à se structurer autour d'associations, non pas pour créer des milices d'autodéfense mais pour assurer un minimum de sécurité à leurs concitoyens. Maintenant, je ne cautionnerai jamais des dérapages, qu'ils viennent de la LDJ ou d'autres organisations.

Novopress : *Vous refusez le qualificatif de « milice » pour la LDJ et le Betar ?*

Michel Thooris : Bien évidemment ! Ce n'est pas une milice. Une milice, c'est une structure militaire parallèle pilotée par un Etat ou un lobby ou une puissance financière importante, qui est armée, qui impose ses règles à une partie de la population, qui commet des crimes. Là, on n'est pas du tout en présence de milice. Je pense que les gens sont très mal informés sur ce qu'est la LDJ et sur les gens qui la composent : ses membres ne travaillent pas pour une puissance étrangère ou pour un lobby étranger.

Novopress : *Pourtant, le chef du Betar de France est toujours un israélien envoyé par l'Etat hébreux pour encadrer le mouvement (6). Il y a des entraînements de Krav Maga, beaucoup de membres de la LDJ et du Betar font régulièrement des stages militaires ou paramilitaires en Israël. Pour vous ce ne sont pas des milices ?*

Michel Thooris : Comme je vous l'ai dit, les gens du Betar, on ne les connaît pas. Nous avons rencontré des gens de la LDJ. Ce sont de jeunes français qui aiment la France mais qui sont de confession juive. Moi, je ne sais rien de leurs stages. Ils peuvent très bien aller faire des stages

militaires ou paramilitaires en Israël parce qu'avant tout, ils se sentent peut-être juifs et qu'ils sont conscients que tôt ou tard, quand un milliard d'arabes va attaquer l'Etat d'Israël, ils seront obligés d'aller défendre aussi leur peuple là-bas ! Ils ont peut-être envie d'avoir un minimum de connaissances militaires. Mais le fait qu'ils aillent faire des stages en Israël ne veut pas dire qu'ils vont venir utiliser cette technologie pour commettre des actes délictueux en France. Ou alors, on pourrait très bien en dire autant des militaires français. Ils ne font pas tous une carrière. On pourrait très bien les soupçonner de partir un jour dans un groupement d'extrême droite ou d'extrême gauche et d'utiliser le savoir-faire acquis au sein de l'armée française pour mettre en danger l'Etat français ou défendre les intérêts de tel ou tel lobby. Moi, ça ne me choque pas dans la mesure où ils ont la double nationalité et où, si ça se passe mal là-bas ils devront prendre les armes pour défendre leur pays. Vu qu'il n'y a plus de service militaire ni de culture de défense en France, il n'est pas étonnant qu'ils aillent là-bas apprendre les rudiments pour défendre une nation.

Novopress : *Vous reconnaissez donc à la communauté juive le droit d'assurer sa propre sécurité ?*

Michel Thooris : Attention, je n'ai pas dit que la communauté juive avait le droit d'assurer sa propre sécurité. Elle a le droit de se doter d'outils supplémentaires aux soutiens institutionnels pour avoir une sécurité plus efficace, comme le font Carrefour, Auchan, la SNCF et plein de communes en France. Aujourd'hui, je ne vois pas pourquoi on s'en prend à la LDJ alors que ses militants ne sont pas armés, qu'ils ne commettent pas, selon les informations que j'ai, d'actions hors-la-loi, qu'ils canalisent leur propre jeunesse pour lui éviter de faire des conneries. S'ils patrouillent et qu'en cas d'infraction constatée, ils appellent la police, ce n'est pas assurer soi-même sa propre sécurité. A aucun moment ils nous ont dit : « nous ne voulons plus que ce soit la police nationale et l'Etat français qui assurent notre propre sécurité ». Ils sont reconnaissants du travail que fait la police, surtout dans les conditions actuelles très défavorables pour faire de la sécurité. Ils apportent simplement un complément à la sécurité étatique en assurant la défense de leur communauté juive. A partir du moment où ils respectent la loi républicaine, je ne vois pas pourquoi ça nous choquerait.

Novopress : *Vous reconnaissez logiquement que les autres communautés ont droit elles aussi à ce complément de sécurité qu'amènent, selon vous, la LDJ ou le Betar à la communauté juive. Donc vous leur reconnaissez le droit de faire de même ?*

Michel Thooris : Bien sûr, dans le respect de la loi républicaine. Nous n'y sommes absolument pas opposés à partir du moment où les gens le font de façon démocratique. Je sais que dans certaines communes il y a des patrouilles citoyennes qui se mettent en place. Ce que l'on concède à la communauté juive, nous le comprendrions pour les autres. Mais cette forme de défense se fait déjà, notamment dans les nouvelles copropriétés qui se dotent de moyens anti-intrusions et recourent à des sociétés de sécurité privée. Donc, ça existe déjà. Si les citoyens souhaitent apporter quelque chose de plus à ce que nous, policiers, nous pouvons leur apporter et si c'est fait dans un cadre officiel et dans le respect de la loi républicaine, nous n'y voyons pas d'inconvénients. Au contraire. En tant que policiers nous sommes sans cesse en train de demander à la population de nous informer de trafics qu'elle pourrait connaître, mais aujourd'hui les gens nous appellent très peu par peur des représailles. Donc nous ne sommes pas contre le fait que les citoyens se prennent davantage en charge. Aujourd'hui, nous n'estimons pas que la LDJ crée un trouble à l'ordre public et qu'elle soit dangereuse pour la sécurité de la France. Il y a d'autres dangers qui menacent notre sécurité. « **NOUS N'ESTIMONS PAS QUE LA LDJ CRÉE UN TROUBLE A L'ORDRE PUBLIC** »

Novopress : *Pour conclure, si demain la LDJ ou le Betar commettaient des actes illégaux, vous seriez les premiers à demander leur dissolution ?*

Michel Thooris : On verra l'opportunité de demander la dissolution de tel ou tel. Mais ils n'en commettront pas de toutes façons au nom de l'organisation puisque ce sont des gens qui sont français et qui respectent la loi. Ce sont des démocrates. Donc je ne vois pas pourquoi demain ils en commettraient. Après, comme vous l'avez dit tout à l'heure, il peut y avoir des éléments qui se revendiquent de la LDJ et qui commettent des choses contraires à la loi républicaine, mais ce ne sont que des éléments perturbateurs qui n'ont pas l'aval ou la caution de l'organisation en tant que telle. Vu que la LDJ n'en a jamais commis, je ne vois pas pourquoi demain ça se produirait. Il faut aussi savoir que la version américaine de la LDJ n'a rien à voir avec la version française. Il peut y avoir un nom ou une provenance similaire, mais ça n'a rien à voir. Entrez en contact avec eux et demandez-leur s'ils sont la même chose que les américains. Et puis allez dans les

quartiers aujourd'hui, vous avez huit jeunes sur dix qui sont antisémites, qui veulent faire la guerre à l'Occident et aux américains. Il n'y avait pas que la tribu KA, mais c'était un petit groupe qui est sorti sur la scène médiatique et nous avons été favorables à leur dissolution. Maintenant, je ne pense pas que la LDJ commettra des actes contraires à la loi républicaine.

(1) Entretien exclusif que le chef de la Tribu KA : <http://fr.novopress.info/?p=5276>

(2) <http://www.actionpolice.com>

(3) <http://www.guysen.com>

(4) Président iranien

(5) Voir pour la période 1975-1995 : *Les Guerriers d'Israël*, présenté par Emmanuel Ratier (<http://www.faits-et-documents.com/librairie.htm>)

(6) Voir à ce sujet l'article de Xavier Ternisien « Les musclés de la ligue de défense juive » (<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3230,36-761377@51-798810,0.html>). David Reinachc, l'un des responsables du Betar y déclare : « Nous sommes dans une période de stand-by très provisoire (...). Nous attendons un nouveau "chaliah", autrement dit, un responsable israélien envoyé pour encadrer le mouvement. »

<http://fr.novopress.info/?p=5719>

Propos recueillis par Fabrice Bianco pour Novopress France, 28 juillet 2006

COLÈRE NOIRE

Kemi Seba (Tribu KA) : « Je lance un appel à tous les damnés du sionisme »

Après la dissolution de la Tribu KA en conseil des ministres, ce mercredi 26 juillet, son fondateur, Kemi Seba, révèle à Novopress comment il voit l'avenir, quels sont ses projets et quelles actions il envisage. Des propos, comme toujours, « bruts de décoffrage » et qui risquent d'en surprendre plus d'un... Un entretien exclusif Novopress.

Novopress : La Tribu KA vient d'être dissoute : c'est la gloire ! Comment vivez-vous ça ?

Kemi Seba : C'est un honneur, c'est une médaille pour nous ! Quand un pays, une colonie sioniste par excellence, vient vous donner une médaille pour le combattre avec toute l'ardeur et la fermeté nécessaire, cela atteste de votre dangerosité et de la pertinence de vos actions et de vos propos. Donc, plus que jamais, c'est un honneur qui nous pousse à avancer. Et je pense que les prochains jours vont marquer un tournant politique en France. Sarkozy veut interdire la Tribu KA d'agir, mais la Tribu KA est une famille et on ne dissout pas une famille comme ça. J'ai l'intention d'envoyer dans les prochains jours des frères et des sœurs dans différents endroits d'Afrique afin de préparer des bases arrière. Mais moi, – et c'est Sarkozy qui m'a quasiment créé politiquement et médiatiquement par cette dissolution – il ne peut pas me dissoudre, il ne peut pas m'interdire de parler.

« JE VAIS FAIRE TOUT CE QU'IL FAUT POUR METTRE À GENOUX CE SYSTEME RACISTE, SIONISTE ET POUR LAISSER LA FRANCE À CEUX QUI LA MÉRITENT, LA FRANCE AUX FRANÇAIS... »

A partir de là, je pense que dans très peu de temps, je vais lancer un appel à tous les « damnés du sionisme », à tous ceux qui en ont marre de ce système. Moi, je me suis donné un délai de trois ans avant de retourner sur ma terre avec les miens. Durant ces trois années-là, je vais faire tout ce qu'il faut pour mettre à genoux ce système raciste, sioniste et pour laisser la France à ceux qui la méritent, la France aux Français dans un premier temps, la France à eux qui l'aiment vraiment. Puis, une fois que la France sera débarrassée de cette mafia qui est à sa tête, il faudra que l'Afrique soit débarrassée de la Françafrique, de tous ces mafieux qui sont mis à la tête de nos pays et qui sont nommés à l'Elysée.

Je remercie plus que jamais Sarkozy de m'avoir créé politiquement et je vais rentabiliser ça. Il y a une conférence qui va probablement être organisée dans quelques semaines - en mon nom car désormais je parle au nom de Kemi Seba - pour rassembler des eurocentristes, des pro-palestiniens, des antisionistes, et pour dire un certain nombre de choses. Sarkozy voulait que j'élargisse mon auditoire ? Eh bien je vais faire un tour de France à ma façon. Je vais parler aux noirs, aux arabes et aux blancs. Mais je ne vais pas parler aux gens qu'il veut. Je ne vais pas parler à ceux qui sont dans une logique intégrationniste. Et personne ne pourra m'empêcher de le faire. Aujourd'hui, grâce à Sarkozy, la Tribu KA s'internationalise. Pour ma part, je vais tenir des propos que beaucoup pensent tout bas mais n'ont pas le courage de dire. Moi, je n'ai rien à perdre et je pense l'avoir prouvé. Je suis là pour dire certaines vérités qui dérangent. Des gens comme Dieudonné sont devenus des agneaux à côté de moi. A moi de saisir cette occasion unique.

Novopress : Quelle forme va prendre cet « appel aux damnés du sionisme ? »

Kemi Seba : Il va prendre une forme politique. Sarkozy s'attend à ce que je réagisse dans la violence et dans le sang parce que j'ai dit - et je le réitère - que si on touchait à l'un des miens, le sang coulerait. Mais, étant donné qu'on ne va plus se réunir dans des lieux connus et que désormais je vais parler en mon nom, je vais lancer cet appel politique. Il n'aura pas de visée électorale dans un premier temps. Mais il a vocation à rassembler tous les damnés de ce système de pensée inique, tous ceux qui ont comme priorité de vouloir éradiquer cette mafia sioniste. Il y a les nationalistes français qui veulent voir leur pays leur appartenir, ce qui est somme toute légitime. Il y a les pro-palestiniens qui trouvent qu'Israël est un Etat raciste dans son essence et qu'il est en train de gangrener l'humanité, car Israël c'est l'Afrique du Sud-bis. Il y a les kémites qui en ont marre du monopole de la souffrance : « non, Mamadou, ne parle pas de l'esclavage, il y a la Shoah ! ». C'est quelque chose que l'on ne peut pas tolérer. Tous les crimes doivent être entendus.

J'ai fait ce que j'avais à faire en tant que Fara de la Tribu KA. Maintenant, la Tribu KA s'internationalise. Je vais continuer à superviser tout ça. Mais en France, je parle désormais en mon nom personnel et au nom de ceux qui se reconnaîtront dans les vérités très lourdes qui vont être données politiquement. Il est en train de s'organiser ce que certains vont appeler une « troisième voie », ce que d'autres vont appeler les « damnés du sionisme ». La France est une terre de révolutions. A un moment donné, pour faire la révolution, il faut avoir un minimum de dignité, d'amour de soi et à être prêt à aller de l'avant, ce à quoi tout le monde n'est pas disposé. Moi je suis prêt à dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Mes frères me soutiennent. J'ai appris que les antisionistes virulents me soutenaient. J'ai appris que des gens d'extrême droite me soutenaient et soutenaient les vérités que je disais. Donc je ne vais pas me priver d'aller sur ce terrain politique. Je vais respecter les lois démocratiques. C'est bien ce que Sarkozy voulait ? Je vais donc aller voir toutes les personnes qui n'ont pas droit de cité et je vais être leur voix.

« IL EST EN TRAIN DE S'ORGANISER CE QUE CERTAINS VONT APPELER UNE « TROISIÈME VOIE », CE QUE D'AUTRES VONT APPELER LES « DAMNÉS DU SIONISME... »

Novopress : Vous avez déjà des contacts ?

Kemi Seba : Je tairai pour l'instant le nom de mes contacts, mais lorsque ils seront révélés, ils risquent fort de vous intéresser...

Novopress : Jusqu'à présent, vous avez surtout ciblé les blancs européens et les sionistes. Envisagez vous des actions spécifiques en direction de la communauté arabe, qui a été l'un des piliers de la traite négrière ou bien au contraire allez-vous désormais vous concentrer sur ce rassemblement des « damnés du sionisme » indépendamment de l'origine ethnique de chacun ?

Kemi Seba : J'ai organisé des manifestations devant l'ambassade du Soudan. J'ai été le premier, dans la communauté noire, à dénoncer les massacres au Soudan, et je vais continuer à dénoncer ce qui se passe au Darfour, en Mauritanie ou ailleurs. Mais aujourd'hui, je m'intéresse au problème du « sommet ». Le « sommet », c'est la suprématie sioniste. C'est une chose que je ne peux pas tolérer. C'est une chose que certains d'entre vous ne peuvent pas tolérer. C'est quelque chose que beaucoup de gens ne peuvent pas tolérer. C'est ma priorité et ça, on ne pourra pas m'empêcher de le faire. Aujourd'hui Kemi Seba lance un appel aux « damnés du sionisme ». Et en fait il répond à l'appel de tous ceux qui l'ont contacté ces derniers jours. Désormais, les vérités que j'énonçais, je vais les énoncer auprès de tout le monde et je lance un appel à travailler avec tous ceux qui veulent karchériser la mafia qui est à la tête de ce système.

Novopress : « Vous aviez déclaré que la Tribu KA allait passer « à une autre étape dans son action » et vous aviez promis « une réponse sanglante ». D'après ce que vous venez de me dire, vous excluez donc aujourd'hui de passer à la lutte armée ?

Kemi Seba : Pas du tout. Je vous ai dit que des membres de la Tribu KA allaient partir dans différents pays d'Afrique pour préparer des bases arrière. Comprenez ce que vous voulez comprendre. La réponse, tôt ou tard, va venir. Mais comme Sarkozy n'attend que ça, qu'on rentre dans son jeu pour qu'il puisse nous arrêter, moi je rentre aujourd'hui dans le débat politique. Et la réponse va être à ce niveau-là. Et tout ce qu'elle va entraîner comme réflexions, comme comportements, comme réactions par rapport à la démarche que j'ai décidé d'entreprendre, on verra à quoi ça va aboutir... Aujourd'hui des blancs, des noirs, des arabes en ont marre de ce système. Pas mal de gens se reconnaissent dans mes propos. J'ai toujours dit que la finalité était de retourner sur mon continent, mais avant ça il y aura une révolution politique qui pourra se faire dans la paix ou qui se fera dans le sang si des gens nous tirent dessus. Je l'ai déjà dit : si quelqu'un touche à mon peuple, il ne faudra pas s'étonner que des gens réagissent. A partir du moment où la justice ne fait pas son travail, il est normal que certains veuillent la rendre. Ma réponse sera politique et uniquement politique en France. Et je pense que ce sera bien suffisant par rapport au tollé que ça va soulever et par rapport à la joie que je suis en train de susciter dans pas mal de milieux qui sont excédés par ce régime de suprématie sioniste.

<http://fr.novopress.info/?p=5598>

CES HISTOIRES NE DATENT PAS D'AUJOURD'HUI

La racine de la grant haine

Voici un court fragment d'une histoire qui se passe en Palestine vers 1150, racontée par Guillaume de Tyr, dans ce qui était alors la langue française. Vous qui désespérez de ce que devient la langue quand elle passe par la moulinette des gamins des banlieues, oyez comme elle était, avant que Malherbe ne vinsse :

IV. Coment uns califes refist abatre le Temple.

En cele saison avint que granz contenz sourdi entre les mescreans degipte et les mescreans de Perse; car chascune de ces genz voloit avoir la seignorie sur lautre. La racine de la grant haine et de la grant envie sourdi de ce que il se descordoient et encor se descordent il des poins de leur loi. Si neis que il ont divers nons; car cil qui tiennent la loi de Perse si ont non en leur langage Sonni [sunnites] ; et cil de la loi degipte sont appele Siha [chi'ites] ; et cist ne sont pas si loing de la vraie foi crestienne come sont li autre. Il avint que cil degipte issirent de leur terres et conquistrent toutes les terres qui sont jusquen Antioche; et avec les autres citez qui furent prises la sainte cite de Jherusalem vint en leur pooir et soz leur seignorie. Assez li estut bien selonc lese que len puet avoir en chaitivoison. Jus que il avint par la soufrance Nostre Seigneur et por son pueple chastier que uns desloiaus hom et crueus fu sires et califes degipte qui ot non Hecam: cil vult passer toute la malice et la cruaute qui avoit este en ses ancesseurs: si neis que la gent de sa loi le tenoient ausi come a forsene dorgueil et de rage et de cruaute. Entre les desloiautez que il fist fere il commanda a fondre jusques eu pie la sainte eglise du Sepucure Jhesucrist qui avoit este refaite premierement par le commandement Costentin lempereur par un pseudome patriarche de Jherusalem qui avoit non Maximes et puis refete par Modestes lautre patriarche eu tens Eraclé dont nos avons parle desus. Ce commandement dabatre la sainte eglise envoya cil desloiaus califes a un sien bailli qui estoit sires de Rames et avoit non Hiarot; cil fist le commandement son seigneur et rua tout a terre. En ce tens estoit patriarches de cele eglise uns mout vaillans hons qui avoit non Orestes et estoit oncles a ce desloial roi degipte frere sa mere; et cestoit la raison por quoi il estoit si crueus vers la Crestiente; car li mescreant disoient que il ne seroit ja bien fers en leur loi por ce quil estoit nez de mere crestienne. Si en vult oster ceste souspecon de sur soi quant il ceste saint eglise depeca qui estoit ausi come fontaine et commencement de nostre vraie creance.

<http://www.fordham.edu/halsall/basis/GuillaumeTyr1.html>

Les gens qui font ce site ont mis en ligne une quantité prodigieuse de textes anciens qui méritent qu'on les lise de près:

<http://fordham.edu/halsall/sbook.html> Allez-y, c'est génial !

2 - L'Iraq des marais

Le chaos en Irak déclenche une recherche de stratégie de sortie aux États-Unis et au Royaume-Uni

Le ministère des Affaires étrangères recommande vivement l'établissement de négociations avec la Syrie et avec l'Iran, alors que les milices s'emparent d'une ville après le départ des Britanniques

Ewen MacAskill, Julian Borger à Washington et **Michael Howard** à Sulaymaniya

Des efforts effrénés sont en cours à Washington et à Londres pour trouver une stratégie de sortie en Irak, alors qu'une nouvelle flambée de violence a conduit, hier, George Bush à

admettre que les tactiques actuelles devraient peut-être être modifiées. Des diplomates et des politiciens de ces deux capitales sont en train de revoir et de discuter désespérément des options qui auraient, il y a peu de temps, été jugées impensables.

Une révision est devenue plus urgente hier, alors que 800 terroristes, que l'on croit être membres de la milice de Mahdi, se sont déchaînés à Amara, ville qui avait été placée par les Britanniques sous le contrôle des Irakiens il y a deux mois.

Une source de la police du département d'Amara a affirmé que 30 officiers et que 20 civils ont été tués quand des terroristes ont envahi les postes de police et établi des barrages routiers. Hier soir, environ 500 soldats britanniques étaient en état d'alerte, prêts à y retourner.

Aujourd'hui à Washington, M. Bush a déclaré qu'il consulterait les membres de son haut commandement militaire qui se trouvent en Irak pour savoir s'il faut changer de tactique. Mais le président est soumis à des pressions pour repenser sa stratégie irakienne, et peut-être même toutes ses positions en matière de politique étrangère. «Nous sommes constamment en train d'ajuster nos tactiques pour que nous puissions atteindre nos objectifs, et en ce moment cela est difficile» a admis le président à l'agence «Associated Press».

Octobre n'est pas fini et déjà 74 soldats états-uniens sont morts, faisant de ce mois sans doute le pire que les forces armées des États-Unis aient eu depuis deux ans. Jeudi dernier, des officiers ont admis que l'«Initiative de Bagdad», qui visait à pacifier la capitale, a échoué. Ces pressions pour changer de stratégies sont dues en partie à des fuites sur les discussions tenues par un groupe d'étude créé par l'ex-secrétaire d'État des États-Unis, James Baker, à la demande de M. Bush. Les fuites du Groupe d'étude sur l'Irak [Iraq Study Group (ISG)] de M. Baker, qui doit présenter un rapport après les élections du Congrès du mois prochain, indiquent que ce dernier recommandera un changement fondamental d'orientation.

Le ministère des Affaires étrangères est en train de procéder à une révision conjointement avec M. Baker. Les autorités du Royaume Uni ont dit que ce dernier est en train «travailler d'arrache-pied» sur une demi douzaine d'options, qui sont en gros les mêmes que celles qui sont en train d'être examinées par l'ISG. Un membre des autorités a dit que les discussions se poursuivaient «à rythme accéléré».

On s'attend, entre autres changements, à ce que l'ISG recommande d'entamer des négociations sur le futur de l'Irak avec la Syrie et l'Iran, pays que la Maison Blanche avait essayé d'isoler.

«L'échec de l'«Initiative de Bagdad» est une preuve convaincante que la solution militaire n'est pas viable» a déclaré Larry Diamond, ancien conseiller des autorités de l'occupation dirigée par les États-Unis et qui est maintenant conseiller de l'ISG. «Nous devrions parler aux pays arabes voisins et nous pensons que nous devrions discuter avec l'Iran pour négocier les compromis qui pourraient résoudre la situation», a déclaré M. Diamond au journal *The Guardian*.

Les autres options examinées sont le redéploiement des forces vers des «super bases» en Irak ou vers des bases situées à l'extérieur de pays, en faisant pression sur le gouvernement de Bagdad afin qu'il trouve une façon plus équitable de partager la richesse du pétrole, assurant aux sunnites un arrangement plus acceptable, et même le partage du pays en plusieurs régions autonomes, kurde, sunnite et shiite, idée que la Maison blanche avait rejeté comme n'ayant aucune chance.

Les diplomates britanniques, entre autres Dominic Asquith, ambassadeur d'Irak, et Sir David Manning, ambassadeur à Washington, ont participé aux discussions au sein de l'ISG.

Le ministère des Affaires étrangères est en train d'appuyer la proposition de l'ISG de discuter avec l'Iran et la Syrie. «Nous sommes en train de les encourager d'accepter cette proposition» a déclaré une source sûre du ministère des Affaires étrangères.

Le ministère des Affaires étrangères a rejeté un retrait unilatéral immédiat des Britanniques ou une division du pays. Somme toute, il appuie la poursuite de la politique actuelle, mais se ronge les sangs pour savoir s'il doit insister pour un échéancier, et même, probablement, sur un échéancier secret pour le retrait. «Toute option politique dont je peux vous parler serait pire que celle que nous sommes en train d'élaborer» a déclaré un haut fonctionnaire britannique.

The Guardian Samedi 21 octobre 2006

Traduction du Collectif de traduction de Montréal

<http://www.guardian.co.uk/Iraq/Story/0,,1928037,00.html>

ILS S'INFILTRERENT PARTOUT

Israelis trained Kurdish troops in Iraq-BBC report

London, Sept 19 (Reuters) - Former Israeli commandos secretly trained Kurdish soldiers in northern Iraq to protect a new international airport and in counter-terrorism operations, the BBC television reported on Tuesday.

Former Israeli special forces soldiers entered Iraq from Turkey in 2004 to train two groups of Kurdish troops, one of the former Israeli trainers told the BBC's "Newsnight" programme.

A spokesman for the Kurdistan regional government dismissed the Israeli ex-soldier's allegations, saying they were not new.

The former trainer, whose name was not disclosed, said Israeli soldiers trained Kurds to act as a security force for the new airport in the northern Iraqi city of Irbil.

They also trained more than 100 Kurdish "Pesh Merga" fighters for "special assignments" that included how to use rifles and how to shoot militants in a crowd, he said.

The former soldier said he believed Kurdish officials knew the trainers were Israelis although the troops did not.

"My part of the contract was to train the Kurdish security people for a big airport project and for training, as well as the Peshmerga, and the actual soldiers, the army," the former Israeli soldier told "Newsnight".

"You know, day by day it's a bit tense because you know where you are and you know who you are. And there's always a chance that you'll get revealed," he added.

Iraqi newspapers have reported that Israeli soldiers have trained Kurdish troops, but the Kurdish authorities deny allowing any Israelis into Iraq.

The Kurds' political enemies have long accused them of an alliance with Israel while Israel's critics suspect it wants to use the Kurdish region as a strategic base to get closer to its arch-enemy Iran.

Iraqi Kurdistan lies between Iran to the east and Turkey to the north-west. Both countries have significant Kurdish minorities and are worried about the prospect of a Kurdish state emerging in northern Iraq.

"Newsnight" also reported that an Israeli security firm called Interop and two Swiss-registered subsidiaries, Kudo and Colosium, were among the main contractors at Irbil airport, providing security fencing and communications equipment.

Israeli Foreign Ministry spokesman Mark Regev told "Newsnight" that Israel had not authorised any firms to do defence work in Iraq. Companies would be prosecuted if police found they had broken export laws, he said.

Khaled Salih, a spokesman for the Kurdistan Regional Government, dismissed the former Israeli soldier's claims.

"These are not new allegations for us. Back in the Sixties and Seventies we were called 'the second Israel' in the region and we were supposed to be eliminated by Islamist nationalist and now Islamist groups," he told "Newsnight".

The former Israeli soldier said he trained Kurds in "anti-terror lessons...how to shoot first, how to identify a terrorist in a crowd. That's clearly special assignments.

Assez long reportage de la BBC. Embarras des officiels israéliens !!!

<http://informationclearinghouse.info/article15033.htm>

Il y a longtemps que l'on sait que les Kurdes d'Iraq se sont vendus à Israël. Il ne s'agit pas de rumeurs. Les leaders sont des traîtres qui n'attendent que le poteau, y compris évidemment le traître multicarte et mutillécidiviste Jalal Talabani. Celui-là ne finira pas sa vie dans son lit...

ROSBIF GO HOME

UK presence 'worsening Iraq situation'

By **Stephen Fidler** and **James Blitz** and **Guy Dinmore** in Washington

Britain's new army chief said UK forces should leave Iraq soon because they are making the security problem there worse.

Such unusually frank remarks from a serving soldier suggest that General Sir Richard Dannatt disagrees with government policy, which calls for troops to stay until Iraqi forces can take over.

Sir Richard said Britain should "get ourselves out sometime soon because our presence exacerbates the security problems".

In comments reported in Friday's UK *Daily Mail* newspaper, the chief of the general staff said foreign forces might be welcomed into a country. But "the military campaign we fought in 2003 effectively kicked the door in. Whatever consent we may have had in the first place...has largely turned to intolerance.

"That is a fact. I don't say that the difficulties we are experiencing round the world are caused by our presence in Iraq but undoubtedly our presence in Iraq exacerbates them."

Sir Richard criticised the quality of planning for what happened after Baghdad fell. "History will show that the planning for what happened after the initial successful fighting phase was poor, probably based more on optimism than sound planning."

The general said the US-led coalition in Iraq would have to settle for less than the original ambition of a pro-western liberal democracy that would be an exemplar for the region.

"That was the hope, whether that was a sensible or naive hope, history will judge...we should aim for a lower ambition." The general expressed more optimism that "we can get it right in Afghanistan". But he added: "We can't wish the Islamist challenge to our society away and I believe that the army both in Iraq and Afghanistan and probably wherever we go next, is fighting the foreign dimension of the challenge to our accepted way of life."

Dana Perino, White House spokeswoman, said: "I don't know the context in which this was said but I would remind you that it's the democratically elected Iraqi leaders themselves who have asked for reassurance that we will stay to help them gain control over the security situation." She added: "We're going to...ensure a democratic stronghold of liberty and freedom in the heart of the Middle East is fully established and serving as a beacon of hope for those moderate governments in the region who strive for the same."

The UK prime minister's office is certain to argue on Friday that Britain will stick to its commitment to maintain a military presence in Iraq until the country's own forces are fully trained.

The Ministry of Defence said on Thursday night: "We are there with our international partners in support of the democratically elected government of Iraq under a clear United Nations mandate."

The MoD refused to confirm reports that a meeting had been set up between Des Browne, defence secretary, and the general on Friday.

However, the army chief's comments are certain to be a blow to Tony Blair as he seeks to maintain political authority in his final months in Downing Street.

The Financial Times October 13 2006

<http://www.ft.com/cms/s/a00ac3d8-5a4a-11db-8f16-0000779e2340.html>

LES DURS À CUIRE SONT CUITS, ARCHICUITS

Quand les marines doutent de la victoire

Un rapport des marines, cité dans l'édition du 28 novembre du *Washington Post*, [voir plus bas] indique que l'armée américaine n'est plus à même de défaire l'insurrection qui ensanglante la province d'Al-Anbar, ni même de contrer la popularité des mouvements inspirés

par Al-Qaida. Résumant les difficultés rencontrées dans la région, le rapport indique que *"les questions du manque de contrôle, de l'expansion de l'insurrection et de la montée de la criminalité"* restent toujours posées depuis un premier rapport publié au mois d'août.

La perspective que ce dernier document laissait envisager étaient déjà sombre. Il indiquait que la minorité sunnite vivant dans cette province située à l'ouest de l'Irak tentait de survivre au quotidien, sous la menace de *"pogroms"* menés par la majorité chiite, et considérait de plus en plus la mouvance d'Al-Qaida comme son seul espoir pour contrer la domination iranienne en Irak. Pour les sunnites, que cela soit vrai ou pas, *"l'Iran contrôle Bagdad et les habitants de la province d'Al-Anbar ont été marginalisés"*. Et il n'est pas sage de compter sur le soutien des Américains ou même de les aider, car il est probable qu'ils quitteront l'Irak avant d'avoir stabilisé le pays.

Entre la violence d'Al-Qaida, l'influence iranienne et la perspective du retrait américain, *"la situation sociale et politique s'est détériorée au point"* que les troupes américaines et les troupes irakiennes *"ne sont plus capables de défaire militairement l'insurrection dans la province d'Al-Anbar"*, où plus de 90 soldats américains sont tombés depuis le 1^{er} septembre.

Le Monde, 28 novembre 2006

Marines' Outlook in Iraq

Anbar Picture Grows Clearer, and Bleaker

by Dafna Linzer and Thomas E. Ricks

The U.S. military is no longer able to defeat a bloody insurgency in western [Iraq](#) or counter al-Qaeda's rising popularity there, according to newly disclosed details from a classified Marine Corps intelligence report that set off debate in recent months about the military's mission in Anbar province.

The Marines recently filed an updated version of that assessment that stood by its conclusions and stated that, as of mid-November, the problems in troubled Anbar province have not improved, a senior U.S. intelligence official said yesterday. "The fundamental questions of lack of control, growth of the insurgency and criminality" remain the same, the official said.

The Marines' August memo, a copy of which was shared with The Washington Post, is far bleaker than some officials suggested when they described it in late summer. The report describes Iraq's Sunni minority as "embroiled in a daily fight for survival," fearful of "pogroms" by the Shiite majority and increasingly dependent on al-Qaeda in Iraq as its only hope against growing Iranian dominance across the capital.

True or not, the memo says, "from the Sunni perspective, their greatest fears have been realized: [Iran](#) controls Baghdad and Anbaris have been marginalized." Moreover, most Sunnis now believe it would be unwise to count on or help U.S. forces because they are seen as likely to leave the country before imposing stability.

Between al-Qaeda's violence, Iran's influence and an expected U.S. drawdown, "the social and political situation has deteriorated to a point" that U.S. and Iraqi troops "are no longer capable of militarily defeating the insurgency in al-Anbar," the assessment found. In Anbar province alone, at least 90 U.S. troops have died since Sept. 1.

The Post first reported on the memo's existence in September, as it was being circulated among military and national security officials. Several officials who read the report described its conclusions as grim.

But the contents have not previously been made public. Read as a complete assessment, it paints a stark portrait of a failed province and of the country's Sunnis -- once dominant under Saddam Hussein -- now desperate, fearful and impoverished. They have been increasingly abandoned by religious and political leaders who have fled to neighboring countries, and other leaders have been assassinated. And unlike Iraq's Shiite majority, or Kurdish groups in the north, the Sunnis are without oil and other natural resources. The report notes that illicit oil trading is providing millions of dollars to al-Qaeda while "official profits appear to feed Shiite cronyism in Baghdad."

As a result, "the potential for economic revival appears to be nonexistent" in Anbar, the report says. The Iraqi government, dominated by Iranian-backed Shiites, has not paid salaries for Anbar officials and Iraqi forces stationed there. Anbar's resources and its ability to impose

order are depicted as limited at best.

"Despite the success of the December elections, nearly all government institutions from the village to provincial levels have disintegrated or have been thoroughly corrupted and infiltrated by Al Qaeda in Iraq," or a smattering of other insurgent groups, the report says.

The five-page report -- written by Col. Peter Devlin, a senior and seasoned military intelligence officer with the Marine Expeditionary Force -- is marked secret, for dissemination to U.S. and allied troops in Iraq only. It does not appear to have been made available to Iraqi national forces fighting alongside Americans.

The report, "State of the Insurgency in Al-Anbar," focuses on conditions in the province that is home to 1.25 million Iraqis, most of whom live in violence-ridden towns such as Fallujah, Haditha, Hit, Qaim and Ramadi.

Devlin wrote that attacks on civilians rose 57 percent between February and August of this year. "Although it is likely that attack levels have peaked, the steady rise in attacks from mid-2003 to 2006 indicates a clear failure to defeat the insurgency in al-Anbar."

The Washington Post 28 novembre 2006

<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/11/27/AR2006112701287.html>

3 - Le piège afghan

FAUT SAVOIR POURQUOI...

La France réduirait son engagement militaire

Les forces spéciales quitteraient le pays début 2007, selon le *Journal du dimanche*. Les 1.700 Français de la Force internationale resteraient.

Les 200 soldats des forces spéciales françaises déployés en Afghanistan depuis 2003 vont quitter le pays début 2007, affirme *Le Journal du Dimanche* dans son édition du 15 octobre. Le journal précise que les 1.700 autres hommes déployés au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) resteront, eux, sur place. "La décision de replier ces troupes d'élite a été prise au plus haut niveau par le président de la République, chef des armées, au cours d'un conseil de défense dont les conclusions sont traditionnellement classées confidentielles", affirme le *JDD*, qui cite "différentes sources proches des milieux militaires". Le ministère de la Défense a indiqué n'avoir "aucun commentaire à faire".

Traquer Ben Laden La décision de rappeler les forces spéciales "n'a pas encore été actée", selon le *JDD* qui explique qu'elle a notamment été prise en raison de la dégradation récente de la situation sécuritaire en Afghanistan, où les talibans ont repris du terrain dans les provinces méridionales et orientales.

Si les 1.700 soldats français agissent sous mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), qui contrôle désormais l'ensemble du territoire afghan, les forces spéciales sont, elles, placées sous commandement américain dans le cadre de l'opération "Enduring Freedom" (Liberté immuable) lancée par Washington en 2001 dans le cadre de sa guerre contre le terrorisme. Parmi leurs missions figure la traque d'Oussama Ben Laden.

9 soldats d'élites tués Or, selon le *JDD*, l'opération "Liberté immuable" "est en train de disparaître", et "déjà, 10.000 des 15.000 militaires américains d'"Enduring Freedom" ont rejoint l'ISAF". Autres raisons à ce retrait des soldats d'élite de l'armée française, "la mort de neuf d'entre eux en mission de combat" depuis le début de leur mission," et le déploiement à hauts

risques cet été de 2.000 militaires français au Liban, pour lequel la disponibilité des forces spéciales pourrait bien se révéler utile", selon *Le Journal du Dimanche*. (avec AP)

Ce que les journaux français oublient de dire, mais que nous avons vu dans la presse canadienne, c'est que les Talibans ont fait des prisonniers chez nos hercules de foire, qu'ils les ont attachés, et qu'ils les ont éventrés au couteau, en prenant bien leur temps. Le genre chinois, quoi. C'est ce que le communiqué appelle pudiquement "la mort de neuf d'entre eux en mission de combat". Ce traitement "pour l'exemple" a porté rapidement ses fruits. Les hercules ont commencé à salir le fond de leur treillis. Le moral a beaucoup baissé. Il y a eu des crises de nerfs. Et finalement, le Grand Manitou, Chirac soi-même, chef des armées, qui les avait envoyés là sans la moindre sanction gouvernementale, les retire parce qu'on voit bien qu'ils sont usés jusqu'à la corde. Pauvres pioupioux ! Ils ne toucheront plus la prime de risque. Mais ils auront le bonheur de pouvoir passer la main sur leur estomac, intact, en pensant à leurs petits copains qui n'avaient rien à faire là-bas chez des gens qui ne voulaient pas d'eux ! C'est une bonne leçon. Ils n'apprennent que comme ça. On remarquera que les Armées et le grand commandant en chef ont oublié de nous en faire part. Retirer des soldats qui font la guerre parce qu'ils ont eu quelques morts ne semble pas vraiment cohérent.

NOUVELOBS.COM | 15.10.06 | 15:03

"There have been some terrible incidents," one soldier told Britain's *Daily Mail* in an e-mail interview. "It is horrible to kill a kid. Nothing could prepare you for it."

Another e-mail obtained by the newspaper paints a horrific picture of British soldiers **soiling themselves** with fear and suffering **mental trauma** because of the threats they face on the ground. The troops were flown into combat on a Chinook helicopter to rescue Afghan troops and French special forces, but found dead bodies strewn across the battlefield and gun fire directed at their helicopter.

"The scene was like a human abattoir. We fought off the Taliban but were too late to save the **French guys**. All of us were shaking when we were flown back to base. **One of the Afghan survivors said the French had been tied up, then gutted alive by the Taliban**. It was one of the most shocking things I had ever heard."

Leader-Post (canado.com Network) 14 Oct. 2006

<http://www.canada.com/reginaleaderpost/news/story.html?id=c3891785-e9bd-4f61-9d56-f7b676668487>

Davantages de détails sur les échecs répétés de la troisième division de parachutistes anglais dans la province du Helmand. Les soldats, fous de peur, se déballonnent... Les Anglais évacuent...

http://www.dailymail.co.uk/pages/live/articles/news/news.html?in_article_id=407830&in_page_id=1770&ico=Homepage&icl=TabModule&icc=NEWS&ct=5

MILLE OUZBEKS

Losing the War on Terror

By Ahmed Rashid

LAHORE, Pakistan -- In the five years since Sept. 11, the tactics and strategy of Islamic extremists fighting U.S. or NATO forces have improved dramatically. To a degree they could not approach five years ago, the extremists are successfully facing off against the overwhelming technological apparatus that modern armies can bring to bear against guerrillas. Islamic extremists are winning the war by not losing, and they are steadily expanding to create new battlefronts.

Imagine an Arab guerrilla army that is never seen by Israeli forces, never publicly celebrates victories or mourns defeats, and merges so successfully into the local population that Western TV networks can't interview its commanders or fighters. Such was the achievement of

Hezbollah's 33-day war against Israeli troops, who admitted that they rarely saw the enemy until they were shot at.

Israel's high-tech surveillance and weaponry were no match for Hezbollah's low-tech network of underground tunnels. Hezbollah's success in stealth and total battlefield secrecy is an example of what extremists are trying to do worldwide.

In southern Afghanistan, the Taliban have learned to avoid U.S. and NATO surveillance satellites and drones in order to gather up to 400 guerrillas at a time for attacks on Afghan police stations and army posts. They have also learned to disperse before U.S. airpower is unleashed on them, to hide their weapons and merge into the local population.

In North and South Waziristan, the tribal regions along the border between Pakistan and Afghanistan, an alliance of extremist groups that includes al-Qaeda, Pakistani and Afghan Taliban, Central Asians, and Chechens has won a significant victory against the army of Pakistan. The army, which has lost some 800 soldiers in the past three years, has retreated, dismantled its checkpoints, released al-Qaeda prisoners and is now paying large "compensation" sums to the extremists.

This region, considered "terrorism central" by U.S. commanders in Afghanistan, is now a fully operational al-Qaeda base area offering a wide range of services, facilities, and military and explosives training for extremists around the world planning attacks. Waziristan is now a regional magnet. In the past six months up to 1,000 Uzbeks, escaping the crackdown in Uzbekistan after last year's massacre by government security forces in the town of Andijan, have found sanctuary with al-Qaeda in Waziristan.

In Iraq, according to a recent Pentagon study, attacks by insurgents jumped to 800 per week in the second quarter of this year -- double the number in the first quarter. Iraqi casualties have increased by 50 percent. The organization al-Qaeda in Iraq has spawned an array of new guerrilla tactics, weapons and explosive devices that it is conveying to the Taliban and other groups.

Moreover, efforts by armies to win the local citizens' hearts and minds and carry out reconstruction projects are also failing as extremists attack "soft" targets, such as teachers, civil servants and police officers, decapitating the local administration and terrorizing the people.

No doubt on all these battlefields Islamic extremists are taking massive casualties -- at least a thousand Taliban have been killed by NATO forces in the past six months. But on many fronts there is an inexhaustible supply of recruits for suicide-style warfare.

Western armies, with their Vietnam-era obsession with body counts, are not lessening the number of potential extremists every time they kill them but are actually encouraging more to join, because they have no political strategy to close adjacent borders and put pressure on the neighbors.

Militants from around the Arab world and even Europe are arriving in Iraq to kill Americans. Yet the United States refuses to speak to neighbors Syria and Iran, which facilitate their arrival.

Hundreds of Pakistani Pashtuns are joining the Taliban in their fight against NATO. Yet NATO has adopted a head-in-the-sand attitude, pretending that Afghanistan is a self-contained operational theater without neighbors and so declining to put pressure on Pakistan to close down Taliban bases in Baluchistan and Waziristan.

If this is indeed a long war, as the Bush administration says, then the United States has almost certainly lost the first phase. Guerrillas are learning faster than Western armies, and the West makes appalling strategic mistakes while the extremists make brilliant tactical moves.

As al-Qaeda and its allies prepare to spread their global jihad to Central Asia, the Caucasus and other parts of the Middle East, they will carry with them the accumulated experience and lessons of the past five years. The West and its regional allies are not prepared to match them.

The Washington Post, September 11, 2006

4 - Le pays des faux-juifs

PAS PLUS JUIFS QUE LE ROI DAGOBERT

Les Juifs Noirs d'Ethiopie [qui ne sont pas juifs...]

Boris Lutanie

Lieu d'exil et de captivité au regard des premières générations de rastas, la Jamaïque est souvent comparée à l'«Égypte» ou à «Babylone», terres emblématiques de la déportation et de la servitude du peuple hébreu. «Prisonniers du Pharaon», les premiers rastafariens voient ainsi en Marcus (Mosiah) Garvey le «Moïse Noir» qui les guidera vers la terre sainte. Cette identification au sort des juifs dépasse parfois la simple comparaison, le pur parallélisme mimétique, dans la mesure où de nombreux rastas se considèrent comme les descendants réels des premiers Hébreux. A cet égard, l'existence des Falashas, les juifs noirs d'Ethiopie, exerce une fascination certaine sur la communauté Rastafari.

Dans ses discours, Prince Emmanuel Charles Edwards, présente l'ordre des Bobo Shanti comme étant la «Maison Noire d'Israël». L'exemple du Prince n'est pas un cas isolé parmi les rastafariens. Les références au judaïsme sont multiples : autoproclamé «Prophète Gad», Vernon Carrington nommait ainsi son groupe : «les Douze Tribus d'Israël». Certains observateurs ont ainsi parlé de mouvement «chiliastique», ou réutilisé l'expression de «black zionism». Malgré les similitudes, pour la «diaspora» rasta, Sion ne désigne pas Jérusalem mais bien l'Ethiopie.

Black Jews

Au 19^{ème} siècle, l'explorateur français Joseph Halevy découvre l'existence des Falashas. La découverte de [pseudo] juifs noirs sur le territoire abyssin marque les esprits. La première congrégation juive noire voit le jour aux USA en 1880 à Chatanooga (Tennessee). F.S Cherry, le premier leader des «black jews»¹ affirme que les noirs sont les «brebis égarées d'Israël» et que les juifs blancs sont des imposteurs. En pleine période d'incubation du mouvement Rastafari, entre 1919 et 1930, huit groupes distincts de juifs noirs émergent à Harlem. Certaines congrégations comme le «Royal Order of Ethiopians Hebrews» sont directement influencées par les idées de Marcus Garvey. Plus significatif encore, Arnold Josiah Ford, le chef d'orchestre de l'UNIA, rencontre à cette époque un Falasha en voyage à New York. Le «rabbin Ford» fonde sa propre communauté «Beth B'nai Abraham Congregation». Les théories de Garvey sur le retour en Afrique (position que George Padmore qualifiera de «sionisme noir»), la place occupée par l'Ethiopie dans ses discours séduisent les juifs noirs de Harlem. Rabbin du «Black Jewish Order», Wentworth Arthur Matthews clame que les noirs sont les «authentiques Hébreux éthiopiens. Jacob était un homme noir. Les Noirs sont les descendants de l'union entre le roi Salomon et la reine de Saba, ayant établi la lignée royale jusqu'à Haïlé Sélassié.» On saisit mieux dès lors les connections directes et indirectes entre les juifs afro-américains, le garveyisme et l'éclosion du mouvement rasta au début des années trente.

« The Israelites »

Au début des années trente, une nouvelle secte s'installe en Jamaïque : «The Israelites». Originaires de Costa Rica, David et Annie M. Harvey se sont préalablement rendus en Ethiopie. De toute évidence, le couple Harvey connaît l'existence des Falashas. Leonard Percival Howell (le fondateur du mouvement Rastafari) fréquente le quartier général des «Israelites», basé à Paradise Street. Selon Archibald Henry

Dunkley (l'un des premiers prédicateurs rastas), Howell se serait largement inspiré de la doctrine développée par les Harvey². En janvier 1933, Howell organise son premier meeting de rue, et commence à vendre des cartes postales à l'effigie de «Ras Tafari le Roi des Rois d'Ethiopie» ayant comme sous-titre : «un descendant du roi Salomon et de la reine de Saba»...

« Sion la céleste »

Certains Falashas affirment que leurs ancêtres accompagnaient le premier Empereur éthiopien lors du transport [légendaire] de l'Arche d'Alliance de Jérusalem en Ethiopie. Cette épopée est relatée dans le *Kebrä Nagast*, faisant ainsi de l'Ethiopie la «Nouvelle Sion» et du peuple éthiopien «le peuple élu» : «Ils sont tous des rois de la terre et les habitants d'Ethiopie sont les élus d'Egziabeher car la demeure d'Egziabeher est allée là-bas. Sion la céleste arche de la loi et l'arche de l'alliance qu'il a fait pour sa grâce est allée là-bas à cause de la miséricorde du Fils des hommes (...) Le cœur des hommes fut illuminé à la vue de Sion, l'arche de la loi d'Egziabeher et les habitants abandonnèrent leurs idoles et divinèrent leur créateur Egziabeher, celui qui les avait fait. »³ L'origine des Falashas ainsi que la question de leur « judéité » demeure à ce jour très controversée. Certains affirment que les falashas seraient les descendants d'une des tribus perdues d'Israël : la Tribu de Dan. D'autres encore leur dénie toute origine juive.

« Beta Israel »

Selon Steven Kaplan⁴ « Les premiers juifs (ou les premières influences juives atteignirent l'Ethiopie à une époque située entre l'apparition du royaume d'Aksum, au début de l'ère chrétienne, et la conversion du roi Ezana au christianisme au quatrième siècle. »⁵ La question des origines est d'autant plus délicate à trancher qu'elle met en présence des hypothèses radicalement divergentes : origines égyptienne, sud-arabique, ou encore autochtone... Les « Beta Israel » (« Maison d'Israël ») tels qu'ils se qualifient eux-mêmes, revendiquent pour la plupart une ascendance égyptienne. Toujours selon Kaplan : « La plupart des chercheurs ne considèrent pas les Beta Israel comme les descendants directs de juifs mais pensent plutôt qu'il s'agit d'Ethiopiens d'origine agaw [agaw] ayant adopté une identité israélite à un certain moment de leur histoire. » Le débat sur les origines des Beta Israel n'est pas exclusivement d'ordre scientifique, il est également idéologique, et peut parfois prendre une dimension raciale. La remise en cause régulière de leur judéité touche également le sort des juifs afro-américains⁶. Les textes sacrés des « Falashas » (terme amharique pratiques signifiant « exilés », « étrangers » ou « séparés ») ne sont pas rédigés en hébreu mais en guèze, [la langue liturgique de l'église monophysite éthiopienne, d'origine copte] leurs pratiques et leurs rituels diffèrent du judaïsme orthodoxe. Par ailleurs, le Talmud ne fait pas partie de leur tradition livresque. Depuis 1973, le Rabinat d'Israël reconnaît officiellement leur statut de juif, mais ils doivent se plier à un rituel de conversion pour acquérir la nationalité israélienne. Si la « Loi du Retour » a autorisé une grande partie des Falashas à s'installer en Israël (notamment lors de l'« opération Moïse » en 1984, et de l'« opération Salomon » en 1991) les tensions et le fossé entre juifs noirs et blancs restent toujours d'actualité. Les immigrants éthiopiens sont confrontés à des conditions de vie précaires, obtenant des postes sous-payés, et parfois sujets à des mesures discriminatoires. L'origine immémoriale des falashas et la question de leur intégration future en «Terre Sainte» semblent se perdre et se fondre dans un même brouillard historique et religieux : « lost tribes of Israel »...

Notes :

1 - En 1896, William S. Crowdy fonde une autre congrégation dans le Kansas. Trois ans plus tard, Leon Richlieu fonde le Moorish Zionist Temple à Brooklyn.

2 - Lire à ce sujet « Dread History : Leonard P. Howell and millenarian visions in the early rastafarian religion » de Robert Hill, p. 25-28.

3 - Lire aussi : « Et toute l'assemblée sainte lui dit: " Que le roi d'Ethiopie soit vraiment le plus grand et le plus riche d'entre tous les rois de la terre par la majesté et la grandeur de Sion la céleste et par Egziabeher qui a aimé le peuple d'Ethiopie car ils ont détruit leurs idoles sans connaître sa loi alors que ceux à qui la loi d'Egziabeher avait été donnée firent des idoles et se prosternèrent aux dieux qu'Egziabeher hait. (...) Les habitants d'Ethiopie crurent en un disciple fidèle et c'est pour cela qu'Egziabeher (Dieu) aime beaucoup le peuple d'Ethiopie. Les évêques répondirent et lui dirent: " Tu as bien parlé, ta parole est juste et tu as bien expliqué et tu nous l'as interprété. Comme Paul a dit: " Le descendant de Sem n'a-t-il pas fait se lever la semence d'Abraham? (...)Le cœur des hommes fut illuminé à la vue de Sion, l'arche de la loi d'Egziabeher et les habitants abandonnèrent leurs idoles et divinèrent leur créateur Egziabeher, celui qui les avait fait. Les gens d'Ethiopie abandonnèrent leurs œuvres et ils aimèrent la justice et ce qui est droit, ce qu'aime Egziabeher. Ils abandonnèrent leur anciennes fornications et aimèrent la pureté de l'apparence de la céleste Sion dans le tabernacle. Ils abandonnèrent la divination et la magie et aimèrent la repentance et les larmes pour Egziabeher. Ils abandonnèrent leur superstition et les signes et rentrèrent pour écouter et sacrifier à Egziabeher. Ils abandonnèrent les orgies des dieux démoniaques et aimèrent rendre grâce et glorifier Egziabeher. » Extraits de la traduction du *Kebrä Nagast* par Samuel Mahler.

4 - Lire à ce sujet : *Les Falashas* de Steven Kaplan, Edition Brepols. Give Thanks to Ras Jude...

5 - D'autres époques, jugées parfois plus fantaisistes, sont avancées : treizième siècle avant JC (l'Exode), ou de l'époque de la destruction du Temple au sixième siècle...

6 - Ainsi pouvait-on lire dans *Le Monde des Religions* (septembre-octobre 2003, page 8) sur Le Statut des Hébreux Noirs : « Les Hébreux Noirs ne sont peut-être pas juifs mais, de guerre lasse, au bout de 34 ans de procédures, l'Etat d'Israël a accordé le statut de résidents à ces 2500 Noirs américains arrivés en 1969 de Chicago après un crochet par le Liberia – qui a fait office de remake de l'exode d'Egypte.

Menés par leur chef spirituel, Ben-Ammi Ben-Israël, les Hébreux Noirs affirment être les descendants d'une des tribus perdues d'Israël. Qualité que leur dénie catégoriquement le Grand Rabinat, ce qui les empêche d'atteindre leur objectif : la citoyenneté israélienne, qui est accordée automatiquement à tout juif qui en fait la demande. »

Dossier publié dans *Ragga* n°54 (juillet-août 2004), pp. 63-67 .

http://www.webzinemaker.com/admi/m1/page.php3?num_web=2584&rubr=3&id=219463

TOUJOURS PLUS FAUX

Ils nous refont à chaque fois le même scénario.

Des Indiens convertis au judaïsme pour dynamiser les colonies de Cisjordanie

INDE. Deux cents «Bnei Menaché», des juifs indiens qui se présentent comme les descendants d'une tribu biblique perdue, partent s'installer définitivement en Israël. Sept mille autres attendent le feu vert de l'Etat hébreu.

Serge Dumont

Une étrange navette aérienne vient de débiter entre l'Inde et Israël. Depuis mercredi et durant une semaine, 218 «Bnei Menaché» (des Indiens qui se présentent comme les descendants d'une tribu biblique perdue) quitteront leurs lointains villages asiatiques pour s'installer définitivement en Terre sainte.

Originaires des Etats de Manipur et de Mizoram (nord-est de l'Inde), les «Bnei Menaché» étaient animistes jusqu'au début des années 1950. A l'époque, leur leader spirituel aurait découvert [*un soir où il avait dû abuser des psychotropes...*] leur origine biblique alléguée et ses fidèles ont alors repris [=pris] la pratique de la religion juive.

Combien sont-ils? Officiellement, pas plus de 9000 mais, en raison des croisements intervenus au cours des siècles, leur communauté prise au sens large regrouperait plus de **un million de personnes** apparentées. Pour l'heure, 7000 d'entre eux attendent en tout cas l'autorisation de s'installer dans l'Etat hébreu.

A l'instar des Falashas (les juifs d'Ethiopie ayant émigré en masse dans le courant des années 1980) et de nombreux juifs ex-soviétiques qui se sont installés en Israël à partir de 1990, les «Bnei Menaché» désireux de vivre en Israël sont obligés de subir un processus de conversion au judaïsme imposé par le rabinat orthodoxe. En 2000, **six rabbins ont donc été envoyés en Inde afin de régulariser la situation religieuse des futurs émigrants**. En quelques mois, 900 «descendants de la tribu perdue» ont été convertis et plusieurs milliers de demandes ont été enregistrées. Mais le gouvernement de New Delhi n'a pas apprécié de voir des fonctionnaires d'un Etat étranger opérer sur son sol, et le processus a été interrompu. Pour reprendre ensuite plus discrètement...

Au début des années 1990, encouragés par Michael Freund (un ancien directeur de la communication des Services du premier ministre israélien) et par le «Yecha» (le lobby des colons [*qui cherche de la main d'œuvre agricole autre que palestinienne...*]), quelques centaines de «Bnei Menaché» avaient cependant déjà émigré en Israël sur une base individuelle. Ils avaient atterri à Tel-Aviv avec un visa de touriste et s'étaient convertis sur place avant d'être pris en main par des organisations nationalistes qui les ont poussés à s'installer dans les implantations juives de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Lors du démantèlement des implantations de Gaza (août 2005), l'administration chargée de «recaser» les colons a ainsi découvert que 146 «Bnei Menaché» vivaient parmi les 6500 colons de Gouch Katif et qu'ils constituaient le groupe d'origine étrangère le plus important de ce bloc de colonies.

Ces derniers jours, apprenant l'arrivée de 218 «frères oubliés», les responsables du «Yecha» se sont de nouveau déclarés prêts à accueillir les nouveaux venus dans les «communautés de Judée-Samarie» (les colonies de Cisjordanie). Mais ce ne se fera sans doute

pas dans l'immédiat puisque les arrivants ainsi que ceux qui les suivront seront d'abord orientés vers des centres d'intégration situés en Galilée.

Pour Michael Freund et pour les partisans de leur émigration massive, les «Bnei Menaché» constituent un «réservoir de population» dans lequel Israël devrait puiser pour empêcher la population palestinienne de devenir majoritaire dans la région d'ici à 2050. Selon eux, l'arrivée massive de ces nouveaux émigrants dynamiserait les colonies de Cisjordanie (**dont 50% des habitations restent vides**) tout en compensant la chute de l'émigration en provenance des pays d'Europe de l'Est ainsi que d'Amérique du Sud.

Pratiquants, conservateurs, mais ignorants des données géopolitiques de la région, les «Bnei Menaché» ne savent pas forcément ce qu'ils font en s'installant en Cisjordanie. La plupart d'entre eux ne se rendent pas compte des difficultés qui les attendent en Israël. Parce qu'ils n'arrivent pas à parler l'hébreu en raison d'une polyphonie différente de celle de leur langue d'origine et parce que les mœurs américanisées de l'Etat hébreu sont radicalement différentes de celles de leur terre d'origine.

Le Temps, 16 Nov 2006 (journal chuiche).

Pauvres diables ! On les dupe et on nous bourre le crâne... N'y a-t-il pas là une sorte de crime contre l'humanité ?

5 - Le ROW

DANS L'AMERIKANISTAN EN FOLIE

AIPAC, droite religieuse et politique étrangère usaméricaine

Rodrigue Tremblay

« La plupart des citoyens sont ignorants du fait effrayant que pendant des années notre politique US au Moyen-Orient n'a pas été façonnée par des experts chevronnés dévoués aux intérêts nationaux fondamentaux de l'Amérique. »

Paul Findley, membre Républicain du Congrès US, (1961-83)

« Grâce à Dieu nous avons l'AIPAC, le plus grand supporter et ami que nous ayons au monde »

Ehud Olmert, le Premier Ministre de l'Israël

« Ou bien je définis la politique sur le Moyen-Orient ou bien c'est l'AIPAC qui le fait. »

Zbigniew Brzezinski, conseiller à la National Security de l'administration Carter

Personne ne peut comprendre ce qui se passe politiquement aux USA sans être conscient qu'une coalition politique, des principaux groupes pro-Likoud, des intellectuels néo-conservateurs proisraéliens et des sionistes chrétiens, exerce une influence terriblement forte sur le gouvernement US et ses politiques. Avec le temps, ce vaste lobby pro-israélien, dont le fer de lance est l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC), a étendu l'ensemble de son emprise sur de grandes parties du gouvernement US, y compris le bureau du vice-Président, le

Pentagone et le Département d'État, en plus du contrôle de l'appareil législatif du Congrès. Il est assisté dans sa tâche par de puissants alliés au sein des deux principaux partis politiques, des grands médias et quelques boîtes à idées ("think-tanks") richement financés, comme l'*American Enterprise Institute*, la *Heritage Foundation*, ou le *Washington Institute for Near East Policy*. L'AIPAC est la pièce maîtresse de ce système coordonné. Par exemple, il garde les statistiques des votes sur chaque représentant de la Chambre et du Sénat, qui sont ensuite communiquées aux donateurs politiques pour qu'ils agissent en conséquence. L'AIPAC organise aussi régulièrement des voyages tous frais payés en Israël et des rencontres avec des ministres israéliens et des personnalités pour les membres du Congrès et leur personnel, et pour d'autres politiciens actifs au niveau des États ou localement. Ne pas recevoir cet imprimatur est un handicap majeur pour tout politicien usaméricain ambitieux, même s'il peut compter sur une fortune personnelle.

À Washington, afin d'avoir un meilleur accès aux décideurs, le Lobby a même développé la coutume de recruter le personnel pour les bureaux des sénateurs et des membres de la Chambre. Et, quand les élections arrivent, le Lobby s'assure que les politiciens tièdes, enclins à l'indépendance, ou dissidents, soient punis et battus. C'est une source d'un tel pouvoir politique, par le financement des campagnes et la propagande dans les médias, qu'aucun politicien US ne peut oser ignorer ses demandes sans craindre d'être détruit. Comme le chroniqueur vétéran Robert Novak l'a récemment signalé, grâce à l'influence de l'AIPAC et du Lobby, « Washington demeure en grande partie une zone bipartite et sans critique pour l'Israël. » C'est compréhensible. -- Les techniques de l'AIPAC sont si efficaces qu'on peut facilement avoir l'impression que c'est « un gouvernement parallèle » à Washington DC. Selon les mots de son président, Howard Friedman, consignés dans un bulletin prétentieux au-delà de toute mesure destiné aux sympathisants, il se fonde en particulier sur deux techniques :

1 - « L'AIPAC rencontre chaque candidat en course pour le Congrès. Ces candidats reçoivent des briefings détaillés pour les aider à comprendre complètement la complexité de la fâcheuse situation d'Israël et de l'ensemble du Moyen-Orient. Nous demandons même à chaque candidat d'écrire un 'papier de position' sur leurs vues des rapport été, leur position à ce sujet est ainsi claire. »

2 - « Les membres du Congrès, le personnel et les fonctionnaires de l'administration, sont amenés à dépendre des mémos de l'AIPAC. Ce sont des gens très occupés et ils savent qu'ils peuvent compter sur l'AIPAC pour des analyses clairvoyantes. Nous présentons ces informations sous forme concise aux fonctionnaires élus. Les informations et les analyses sont irréprochables, - après tout, notre réputation est en jeu. Cela a pour conséquence une politique et une législation qui assurent la survie d'Israël. » Je doute de qu'il y ait un quelconque pays démocratique au monde où les candidats doivent passer une mise à l'épreuve idéologique décisive pour avoir une chance d'être choisis comme candidats et d'être élus. Ainsi, qui pourrait blâmer l'AIPAC d'être convaincu qu'il tient en laisse le Congrès US ? Si l'AIPAC étaient une entreprise, il pourrait être l'objet d'une *Federal Trade Commission* (FTC = Commission fédérale du commerce), une enquête fédérale anti-trust et anti-cartel pour accaparement du marché.

Par conséquent, il ne devrait pas être surprenant que, à Capitol Hill, « le Lobby » semble mener la barque, à un point tel que son contrôle presque complet de la politique étrangère US et d'autres politiques, comme celle de la Défense, sont devenues l'équivalent d'une plaisanterie. Nous ne sommes pas témoin ici du consensus, mais plutôt d'une situation équivalente à l'unanimité dans le désir d'aligner les politiques US sur les politiques israéliennes, chaque fois que les intérêts d'Israël au Moyen-Orient sont en jeu. Un pays totalitaire ne fonctionnerait pas autrement. L'AIPAC a une telle emprise sur Washington que quelquefois on peut être pardonné de confondre Tel-Aviv et Washington DC. Un exemple récent : l'AIPAC a rédigé une résolution de soutien à Israël dans ses bombardements sauvages et illégaux sur le Liban. Le 20 juillet 2006, la résolution fut votée à l'unanimité par les 100 membres du Sénat, et le vote de la Chambre fut de 410 à 8. L'affaire est entendue. Pendant de nombreuses années, l'influence du Lobby resta indécélable, ignorée ou dissimulée par les médias qu'il contrôlait et par la plupart des commentateurs. Pourtant, le 10 mars 2006, deux respectés spécialistes usaméricains, les professeurs Stephen Walt de l'Université de Harvard et John Mearsheimer de l'Université de Chicago publièrent une étude dans *The London Review*, intitulée *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy* (à lire en français sur

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=4470&type=analyse&lesujet=Sionisme>, au sujet de l'influence disproportionnée que ce lobby d'intérêts particuliers a sur la politique étrangère US. Elle dit que l'AIPAC est « l'organisation la plus puissante et la plus connue » d'un lobby proisraélien qui fausse systématiquement la politique étrangère US. L'étude concluait

qu'Israël avait joué un rôle majeur pour pousser l'administration Bush dans la guerre contre l'Irak, et elle arguait du fait que l'influence du lobby proisraélien sur la politique étrangère US était mauvaise tant pour l'Israël que pour les USA. Après cela, personne ne pourra feindre d'ignorer l'influence corrosive de ce puissant lobby sur la politique étrangère US. Un autre exemple du type de pouvoir que le Lobby détient de nos jours à Washington DC est son succès dans l'établissement au sein du Département d'État, avec l'argent des contribuables, d'une agence d'intérêts particuliers, appelée l'*Office of global anti-Semitism*. Dans un mouvement qui fait penser à ce qui s'est produit pendant les siècles passés sous des régimes totalitaires, cette nouvelle « agence » est totalement consacrée à la surveillance autour du monde des cas, entre autres choses, de critique d'Israël ou des politiques US proisraéliennes.

La création de ce nouveau département d'Inquisition a été autorisée par une loi, [H.R. 4230], que le Président George W. Bush a signé le 16 octobre 2004. Qui dit que la réalité n'est pas plus étrange que la fiction ! Les fameux Sionistes Chrétiens ont aussi une importante influence sur la politique étrangère US, spécialement pour ce qui touche au Moyen-Orient. Leur propagande a si bien réussi qu'aujourd'hui, quarante pour cent des Usaméricains croient qu'Israël a directement été donné au peuple juif par « Dieu ». Un tiers des Usaméricains croient même que la création de l'État d'Israël, en 1948, après une campagne terroriste contre la Grande-Bretagne, fut une étape vers le « Second Avènement de Jésus Christ » et la « Fin des Temps ». Pour les plus fanatiques d'entre eux, la « guerre contre le terrorisme » signifie, quelle qu'elle soit, une guerre de religions entre la chrétienté et l'Islam. Avec des idées pareilles, le monde est rejeté quatre siècles en arrière, puisque la dernière guerre de religions, la Guerre de trente ans entre Protestants et Catholiques européens, sévit de 1618 à 1648. De nos jours, la droite religieuse US a son propre bureau d'intérêts particuliers au Département d'État. Il est appelé *Office of International Religious Freedom (Bureau pour la liberté religieuse internationale)*, et sa mission principale est de se mêler des affaires internes d'autres pays. Une telle agence d'État semblera aller à l'encontre du « mur de séparation » entre l'Église et l'État que le Président Thomas Jefferson pensa avoir érigé avec le Premier Amendement à la Constitution US. De telles incursions gouvernementales dans les sujets religieux sont financées par l'État, en plus de l'*Office of Faith-Based and Community Initiatives (Bureau pour les initiatives confessionnelles et communautaires)* que l'administration Bush créa peu après sa prise de fonction. -- Depuis que l'occupant actuel de la Maison Blanche est un Chrétien né à nouveau qui héberge des idées qui sont proches de celles avancées par la droite chrétienne US, cela ne devrait pas trop étonner si la politique de l'administration Bush au Moyen-Orient a de très fortes colorations religieuses. Dans tout gouvernement, on doit regarder derrière les rideaux pour voir qui tire vraiment les ficelles et qui oriente les politiques. Dans le cas de l'administration Bush-Cheney, on se doit d'être au courant au sujet du Lobby et de la « Droite religieuse ». Sans cette connaissance, on ne pourra pas comprendre la direction prise par certaines politiques.

Original : <http://www.thenewamericanempire.com/tremblay=1033.htm>

Traduit de l'anglais par Pétrus Lombard, membre associé, et révisé par Fausto Giudice, membre de Tlaxcala
<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=999&lg=fr>

LA CONDITION ESSENTIELLE

Il n'y aura ni paix, ni développement durable, ni désarmement au Moyen-Orient tant qu'existera l'État sioniste

par Ginette Hess Skandrani Paris, 26 août 2006

*L'auteure est présidente de l'Alliance zapatiste de libération sociale (France), membre du bureau de l'Association internationale pour un seul État démocratique en Palestine/Israël, membre fondatrice des Verts (France).
 Courriel : linala@club-internet.fr*

L'acharnement criminel d'Israël contre la résistance libanaise durant tout un mois, massacrant des populations civiles dont de nombreux d'enfants nous a prouvé que cet État n'avait pas sa place au Moyen-Orient. Si l'État sioniste avait été un véritable État intégré dans

cette région, il ne se serait jamais permis ce crime atroce sous prétexte de chercher deux militaires capturés sur la terre libanaise. Mille cinq cent victimes plus tard, des milliers de maisons, de routes et de champs détruits, toutes les infrastructures libanaises à reconstruire, des milliers de réfugiés errant toujours sur les routes, et toujours d'actuelles et futures menaces sionistes, quelle instance internationale obligera l'État sioniste à réparer les dommages physiques et moraux causés au peuple libanais ?

Pourquoi les responsables de ce drame s'estiment-ils investis d'une justice divine les autorisant à punir tout un peuple, tout en se prétendant dispensés de réparation de tous ces crimes gratuits ?

De quel droit, cette entité, étrangère à cette terre arabe, peut-elle prétendre y faire la loi et semer tant de destructions ? Rappelons-nous, la guerre contre l'Irak en 1991 après que le Président irakien, Saddam Hussein eut envahi son petit voisin, et la coalition créée à cette occasion pour soi-disant libérer le Koweït. Olmert, lui, a fait bien pire que Saddam, il a détruit le Liban. Où est la coalition qui lui demandera de rendre des comptes ?

La résistance libanaise a admirablement combattu la plus grande puissance militaire du Moyen-Orient et démontré qu'Israël n'était pas infaillible et pouvait être vaincu si les peuples voisins voulaient bien s'en donner les moyens et ne plus faire tous ces compromis avec les Israéliens.

Heureusement que le Hezbollah a empêché momentanément les visées expansionnistes d'Israël. Personne n'a le droit d'exiger son désarmement. Les combattants du Hezbollah sont libanais, ils sont chez eux et c'est à l'ensemble du peuple libanais de décider de l'avenir et de la souveraineté du Liban et de sa résistance armée. Le Hezbollah, mouvement de résistance, qui a défendu son pays, n'a pas à figurer sur la liste terroriste établie par les USA sous injonction des sionistes. Toutes ces voix qui s'élèvent actuellement en France pour féliciter sa résistance feraient mieux d'exiger que son nom soit enlevé de cette liste absurde. Pendant ce temps et vu que les yeux de toute la communauté internationale sont tournés vers le Liban, l'État sioniste profite pour continuer à massacrer sournoisement les Palestiniens, détruire leurs maisons et leurs champs en terrorisant les populations afin de mieux les tétaniser, voulant les punir pour leur vote démocratique en faveur d'un mouvement de résistance à la colonisation des terres. Là aussi l'entité sioniste, colonialiste et arrogante se prétend investie de la justice divine qui lui octroie une supériorité sur les populations autochtones héritières de ces peuples qui ont jalonné au cours de l'histoire, ces terres ancestrales.

L'État sioniste, État des Juifs donc ethnico-théocratique est une création européenne, imposée à ces populations, dans toute leur diversité culturelle et culturelle, par un acte indigne de la communauté internationale : la résolution 181, imposant la partition de la Palestine. Votée le 29 novembre 1947 par la toute jeune ONU par 33 votes pour, 13 contre et 10 abstentions, sans avoir consulté les populations autochtones, ni les peuples voisins, cette résolution illégitime, a créé : - Un État juif sur 56, 47 % de la Palestine historique pour 498 000 juifs.- Un État arabe sur 43,53 % du territoire pour 807 000 Palestiniens et 10 000 juifs.

Un régime de tutelle internationale pour Jérusalem avec 105 000 Palestiniens et 100 000 juifs.

La résolution 181, puis la déclaration unilatérale de création d'Israël le 15 mai 1948, sont responsables de la déstabilisation de cette région qui dure jusqu'à nos jours. Les conquêtes et occupations successives pratiquées par l'État sioniste au cours de différentes guerres, n'ont fait qu'accentuer les problèmes et les rancoeurs des populations lésées.

Israël est également une puissance militaire, possédant plusieurs sortes d'armements nucléaires, chimiques et biologiques largement fournis par les USA, la Grande-Bretagne. et la France, et doté des dernières découvertes techniques fournies sournoisement par les USA, qui prend, de ce fait, toutes les populations voisines en otage.

Qui parle de désarmer Israël ? L'Iran, interpellé par la communauté internationale et sommé d'arrêter ses centrifugeuses, ne cherche en fait qu'à rétablir un équilibre face à cette terreur imposée par l'État sioniste. Avant d'empêcher l'Iran de produire la bombe, il faudrait exiger et programmer le démantèlement des armes de destruction massive du côté israélien. Si la communauté internationale veut retrouver sa légitimité perdue par deux guerres illégales et combien meurtrières (Irak, Liban) elle devra prendre en compte le droit de tous les peuples à se défendre et arrêter ces " deux poids, deux mesures " dès qu'il s'agit de l'État juif.

Promouvoir un seul État démocratique (« un être humain, une voix ») sur la terre où sont nées les trois religions du livre qui ont donné naissance à de grandes civilisations, nous semble la seule solution envisageable afin de ne léser personne et permettre à cette terre de bénéficier d'un développement durable s'intégrant dans une région arabe.

La promotion de deux États, soutenue par tous ceux qui veulent justifier un État ethnico-théocratique tout en versant des larmes de crocodiles sur ces pauvres Palestiniens et dernièrement ces pauvres Libanais nous semble une proposition irréalisable. Qu'Israël profite de plus de 72 % des terres de la Palestine historique, laissant 28 % aux autochtones de cette terre, truffés de colonies de peuplement juif, de routes de contournement, cachés derrière un mur de prison et sans ouverture vers le monde, est contraire aux lois internationales.

Le droit au retour de tous les réfugiés, le démantèlement de toutes les colonies, la destruction du mur de la honte, l'ouverture sur la région et sur le reste du monde ne peuvent se réaliser que dans le cadre d'un seul État englobant Palestine/Israël, multiethnique, pluri-religieux et multiculturel. Cet État pour tous ceux qui veulent le construire, au-delà des rivalités religieuses ou politiques, devrait être soutenu et encouragé par tous les progressistes de la planète.

Le colonialisme, une des plaies héritées des siècles passés, ne doit pas continuer à polluer ce troisième millénaire. Mobilisons-nous afin de l'éradiquer dans la région moyen-orientale et ailleurs.

Les nouveaux murs de la barbarie

Ginette Hess Skandrani

Pendant qu'Ariel Sharon n'en finit pas de mourir... son mur fait des petits chez tous les "barbares barricadeurs".

Son fameux "mur de la honte", asphyxiant littéralement l'agriculture et la production palestinienne, commencé en avril 2002 couvre déjà près de 400 km sur les 700 km prévus et isole un des peuples les plus fragilisés du monde. Le peuple palestinien se meurt derrière un mur, par la faute d'un moribond, et la communauté internationale laisse faire.

Son mur a donné des idées à l'Arabie saoudite qui vient d'annoncer qu'elle allait se doter d'une barrière électronique de 900 km avec l'Irak pour empêcher les Irakiens de s'échapper, sous prétexte de surveiller sa frontière contre les extrémistes. Elle ne l'a pas fait pour empêcher les Américains, tout aussi extrémistes, d'envahir l'Irak. Son coût est estimé à 12 milliards de dollars, qui seraient nettement plus utiles au gouvernement palestinien afin de sauver de la famine un peuple "frère" comme les dirigeants saoudiens le disent si bien.

Aux USA, c'est une clôture de 1200 km de long afin de fermer une zone de 3200 km de frontières avec le Mexique, dont le désert d'Arizona. Cette opération coûte 1,2 milliard de dollars qui seraient bien plus utiles aux déshérités mexicains afin de pouvoir vivre décemment chez eux. Ce n'est pas de gaieté de cœur qu'ils veulent aller dans le pays dont la politique économique les affame.

L'Europe aussi a reconstruit son mur de Berlin à Ceuta et Melilla, enclaves espagnoles au Maroc, avec un mur de barbelés contre lequel se heurtent tous les exclus africains voulant échapper à la misère générée commercialement par ceux qui leur refusent l'entrée de la communauté européenne.

Devons-nous accepter tous ces murs qui, sous prétexte de sécuriser les nantis, écrasent et terrorisent des centaines de milliers de pauvres gens.

20 octobre 2006

LÂCHES ET PÉTEUX
DEUX SIONISTES ATTAQUENT UNE FEMME SEULE
ET SE DÉBINENT

Une lâche agression contre Ginette Hess Skandrani

Alliance zapatiste de libération sociale

azls2006@yahoo.fr

<http://www.azlsbasta.splinder.com>

0613992886

Communiqué

26 octobre 2006

Une lâche agression contre notre présidente, Ginette Hess Skandrani

La présidente-fondatrice de notre association, l'AZLS, a été victime, le mercredi 25 octobre en soirée, d'une lâche agression à son domicile parisien de la part de deux jeunes hommes armés de casques qui étaient de toute apparence des nervis sionistes. Amenée à l'hôpital Saint-Antoine, Mme Skandrani, elle a reçu des points de suture à l'arcade sourcilière et au cuir chevelu.

Cette lâche agression intervient quelques jours avant une rencontre pacifique pour la Palestine organisée samedi 28 octobre à 15 heures à la Fontaine des Innocents par l'AZLS avec d'autres associations, comme chaque dernier samedi du mois.

L'AZLS demande solennellement aux autorités françaises de tout faire pour que cesse la terreur organisée par des groupes sionistes ayant depuis longtemps franchi les limites de la légalité républicaine. La France ne doit pas devenir un « territoire occupé » par les partisans du suprématisme juif, qui mettent en danger la coexistence des citoyens et le droit des gens non seulement à la libre expression mais, tout simplement, à la vie.

Pour l'AZLS, le trésorier, Fausto Giudice

Collectif de la Communauté Tunisienne en Europe

1 rue Cassini, 75014 Paris - Tél. : +33 (0)1 43 29 68 98

Communiqué

Ginette Skandrani, membre fondatrice des Verts, lâchement agressée à son domicile par deux nervis de type ashkénaze : plusieurs points de suture à l'arcade sourcilière et au cuir chevelu

C'est vers 19h de ce mercredi 25 octobre que deux jeunes sont venus pour aider la concierge de l'immeuble où habite Ginette Skandrani, membre fondatrice des Verts, au moment où elle entraînait les poubelles. Ils se sont engouffrés aussitôt dans les escaliers, et ont frappé à la porte de Mme Skandrani, qui leur a ouvert la porte sans se méfier. Ils se sont rués sur elle pour la rouer de coups de pied et à l'aide de leurs casques, puis ils se sont enfuis. La concierge alertée par les cris a aussitôt appelé les pompiers et la police. Elle a été amenée aux urgences de l'Hôpital Saint Antoine, puis à l'Hôtel Dieu pour un examen médico-légal. Notre Collectif dénonce avec la plus grande colère cette lâche agression contre Mme Ginette Skandrani qui a consacré sa vie pour de justes causes : l'écologie, la solidarité avec les peuples du Maghreb, mais aussi pour faire connaître la tragédie palestinienne, notamment en co-organisant avec plusieurs associations dont la nôtre, les derniers samedis de chaque mois des rassemblements au Châtelet à la Fontaine des Innocents pour dénoncer le génocide actuel du peuple palestinien, et pour appeler à la création en terre de Palestine d'un seul Etat pour tous. Cette agression perpétrée par des sionistes vise à faire taire les rares voix en France qui s'élèvent contre le massacre quotidien des Palestiniens. Notre Collectif exprime son entière solidarité et sa sympathie avec Ginette Skandrani, et appelle tous ceux qui militent pour la cause palestinienne à lui exprimer publiquement leur soutien pour son combat contre le sionisme et ses crimes contre les Palestiniens. Nous lançons un appel aux autorités françaises à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour retrouver les agresseurs et mettre fin à la terreur exercée en toute impunité par des ligues factieuses en France contre toute personne critique de l'entité sioniste.

Fait à Paris, le 25 octobre 2006 Le Président, Mondher Sfar

Contact Mme Ginette Skandrani : azls2006@yahoo.fr

oooo0000000000000000oooo

LES SURVIVANTS D'UN GÉNOCIDÉ

Un jugement sans précédent a reconnu, mardi, les droits fonciers des aborigènes sur la ville de Perth.

Le juge a indiqué que le peuple nyoongar avait apporté la preuve de titres de propriété sur plus de 6000 km² s'étendant sur Perth et ses environs. Le magistrat a estimé que ce peuple avait été largement dépossédé de ses droits par les colons en 1829.

Des procédures similaires visent Sydney, Melbourne et Brisbane.

De son côté, le premier ministre conservateur John Howard a exprimé "une inquiétude considérable" après ce jugement tandis que le garde des Sceaux, Philip Ruddock a déclaré à la radio que cette décision pourrait avoir d'importantes implications "dans les grandes villes, où il y a des zones très étendues de parc, de littoral, de plage, il se pourrait tout aussi bien que les propriétaires de titres autochtones soient en mesure d'en interdire l'accès au public.", a-t-il déclaré.

Les aborigènes, qui vivent en Australie depuis au moins 40000 ans, ne sont plus que 470 000 sur 20 millions d'habitants australiens.

<http://www.arsitra.org/yacs/articles/view.php/353>

http://lesogres.org/article.php3?id_article=2405

LONDRES : TERRORISME FICTIF, GUERRE REELLE

Manipulation des opinions publiques

Jürgen Elsässer*

L'annonce fortement dramatisée par le ministre britannique de l'Intérieur, le 10 août 2006, de la découverte d'un complot terroriste à Londres a suscité la panique, puis la perplexité. Le journaliste allemand Jürgen Elsässer revient sur ce moment d'hystérie collective et sur le rôle du Mossad dans cette manipulation des opinions publiques en pleins bombardements du Liban.

« La stratégie du massacre » nous hurle la couverture du magazine *Der Spiegel*, disponible depuis lundi dernier dans tous les kiosques en Allemagne [1]. Mais il ne s'agit pas des bombardements massifs et sans retenue qu'inflige l'aviation israélienne à son voisin libanais. Il ne s'agit pas non plus des morts bien réels de cette folie - environ 1300 depuis le début de la guerre, dont un tiers sont des enfants. Non, l'hebdomadaire d'informations de Hambourg phantasma sur les victimes éventuelles d'un éventuel attentat d'éventuels kamikazes islamistes - « un massacre dans des proportions gigantesques ». Les astrologues de l'islamisme peuvent même nous proposer des dates pour ce massacre : soit le cinquième anniversaire du 11 septembre 2001, soit déjà le 22 août, c'est-à-dire mardi prochain. Ce jour-là les musulmans du monde entier célèbrent l'ascension céleste de leur prophète Mahomet sur le dos du cheval ailé Bouraq. Pour Bernard Lewis, islamophobe patenté [2], interrogé par le *Spiegel*, cette date « peut tout à fait être considérée comme plausible pour une attaque apocalyptique dont le but serait la destruction d'Israël, voire, s'il le faut, du monde entier » [3].

Ces phantasmes de fin du monde sont motivés par un raid spectaculaire mené dans la nuit du 9 au 10 août en Grande-Bretagne et au cours duquel la police a arrêté dix-neuf soi-disant terroristes qui, si on croit le ministre de l'Intérieur britannique John Reid, se préparaient à commettre des attentats contre des avions et provoquer « un massacre d'une ampleur inconcevable », faisant « un nombre encore jamais vu de victimes ».

La grande majorité des personnes arrêtées sont jeunes, bien intégrées dans la société et ne se sont pas caractérisées par une pratique religieuse très marquée. Ceci a provoqué un glissement dans l'imagerie de l'ennemi : ce ne sont plus les illuminés barbus (« prédicateurs de la haine ») qui sont dangereux, non, bien pire et bien plus difficiles à détecter sont les bombes à retardement vivantes qui se présentent sous la forme de notre voisin turc ou bien de notre collègue arabe. Le lendemain des arrestations de Londres, le quotidien le plus lu d'Allemagne, le

Bild-Zeitung, commentait : « Le Djihad, la guerre sainte contre les infidèles, la conquête du monde par l'islam représente une menace croissant de jour en jour [...]. Le plus dangereux dans cette guerre est que même les enfants d'immigrés, qui grandissent chez nous dans la paix, se laissent contaminer par ce virus et se mettent à croire qu'ils doivent, en tant que "Soldats d'Allah", détruire les ennemis de la Foi. Ils se cachent également en Allemagne, parmi nous, des bombes invisibles au cœur de notre société ». Tout comme dans les années 1930, un groupe entier au sein de la population de notre pays est désigné à la vindicte populaire comme étant l'ennemi intérieur. Des bombes fabriquées dans les toilettes

Le plus extraordinaire est la façon dont tous les médias depuis une semaine répètent et enjolivent, voire gonflent de manière sensationnelle l'histoire du complot gigantesque prévenu juste à temps. Et ce alors que les autorités britanniques ont été avares de détails et n'ont pour l'instant pas fourni la moindre preuve de ce qu'elles avancent. L'hystérie médiatique est la même qu'après l'incendie du Reichstag - sans même avoir eu besoin que le Reichstag brûle.

Non seulement on ne nous a pas dit exactement combien d'avions devaient être détournés - un coup on nous dit trois, puis dix et enfin on parle d'« une douzaine » - mais on ne nous précise pas non plus quand ces attentats devaient se produire. Même le *Spiegel* est obligé de concéder que « pour l'instant, personne n'a encore vu les bouteilles trafiquées de limonade Gatorade contenant l'explosif liquide que les suspects étaient censés introduire à bord des avions ».

Il n'y a pas que les armes prévues pour l'attentat qui manquent à l'appel. Les théories avancées de manière officieuse sur la manière dont les terroristes s'y seraient pris pour faire sauter les avions sont ridicules. Si l'on en croit la presse, il s'agirait de composants d'explosifs liquides qui auraient ensuite été combinés à bord. Mais quels composants ? On nous parle de nitroglycérine et de nitrométhane - deux produits extrêmement dangereux qui peuvent exploser au moindre choc - comme le sait toute personne ayant vu le film *Le Salaire de la peur*. Le *Spiegel*, lui, penche plutôt pour le TATP, le triacétonetriperoxyde, car il est soi-disant facile à fabriquer à partir de solvant pour vernis à ongles et autres produits couramment disponibles en droguerie. Mais « Le TATP requiert beaucoup de temps pour sa fabrication, ce n'est qu'au bout de plusieurs heures que la poudre explosive se forme au fond de l'éprouvette. Par contre, d'innombrables accidents survenus lors du mélange des composants témoignent de l'instabilité mortelle de ce produit lors de sa fabrication ». Il faut donc croire que les terroristes envisageaient de s'enfermer pendant plusieurs heures dans les toilettes de l'avion dans l'espoir que le cocktail mélangé ne leur pète pas entre les doigts avant d'avoir atteint la puissance requise. Et pour finir, et cette information n'est pas des moindres : comme nous en informe le *Guardian* de Londres dans son édition du 13 août, aucune des personnes arrêtées par la police n'avait réservé ni acheté le moindre billet d'avion. Alors pourquoi les soupçonne-t-on ? À cause de conversations téléphoniques et de courriers électroniques échangés. Voici un petit aperçu des éléments à charge : « Ils utilisaient des noms de code qui ne laissaient aucun doute sur leurs intentions, des expressions imagées comme, par exemple, "raisins secs", un terme qui est souvent utilisé en arabe pour désigner des explosifs ». En Allemand aussi, « raisins secs » est un nom de code. « Il chie des raisins secs » désigne trivialement une personne tatillonne, mesquine et veule qui se vend à la puissance du moment.

Propagande belliciste

Les autorités britanniques affirment avoir agi sur la foi d'informations obtenues de la part des services secrets pakistanais, l'ISI. Mais les journaux à sensation du groupe Springer en Allemagne nous fournissent une autre version, qui fait intervenir le Mossad comme source supplémentaire. « Baalbek, début août : un commando israélien s'empare d'un hôpital. Le but initial est de débusquer des terroristes du Hezbollah mais - si l'on en croit des experts britanniques - lors de cette opération des agents des services secrets israéliens seraient tombés sur trois ordinateurs. Les disques durs contiennent des informations sur plus de 20 cellules terroristes en Angleterre. Tel Aviv, dimanche 6 août : au siège du Mossad tombe une information urgente envoyée depuis Islamabad : Al Qaïda vient de donner l'ordre à ses terroristes en Angleterre de se préparer à agir !... Peu de temps après le chef du Mossad informe son homologue des services secrets MI6... »

L'information qui sous-tend cet article est claire : l'agression sanglante et contraire au droit international menée par Israël contre son voisin a permis d'empêcher un terrible bain de sang en Europe. En conclusion, les guerres menées par les États-Unis et leurs alliés dans la région entre le canal de Suez et le Golfe persique profitent également à Europe.

Le journal met ses lecteurs dans l'ambiance : « Partout des crises, des conflits et des guerres : l'Afghanistan, l'Irak, et maintenant le Liban. Sommes-nous à la veille d'une guerre

mondiale opposant le monde libre à l'islam fanatique ? » Et un peu plus loin on lit : « La principale source de financement du terrorisme est l'Iran. Est-ce que l'occident doit mettre en œuvre des mesures plus sévères contre Téhéran ? »

Quand on pose la question de cette manière, c'est qu'on a déjà la réponse.

18 Aug 2006

Notes

* Journaliste allemand. Dernier ouvrage publié *Comment le Djihad est arrivé en Europe*, préface de Jean-Pierre Chevènement. Xenia, 2005.

[1] « Strategie Massenmord », *Der Spiegel*, 14 août 2006.

[2] À propos de Bernard Lewis, voir « La "Guerre des civilisations" » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 4 juin 2004.

[3] « August 22, Does Iran have something in store ? » par Bernard Lewis, *Wall Street Journal*, 8 août 2006.

NN

@@**@@**@@@ **ENCORE UN BIDONNEUR**

PLEURNICHAGE DU GARDIEN DU BIDET DE LANZMANN

Prof de philo du lycée Pierre-Paul-Riquet à Saint-Orens de Gammeville, telle est la situation qu'il l'a récemment écrite dans une lettre à son ami le philosophe André Glucksman, dit "Tante Gluglu" :

"Cher André, Je suis maintenant dans une situation personnelle catastrophique. De nombreuses menaces de mort très précises m'ont été adressées, et j'ai été condamné à mort par des organisations de la mouvance al-qaida. L'UCLAT (Unité de coordination de la lutte antiterroriste) et la DST s'en occupent, mais...je n'ai plus le droit de loger chez moi (sur les sites me condamnant à mort il y a un plan indiquant comment venir à ma maison pour me tuer, il y a ma photo, celle des lieux où je travaille, des numéros de téléphone, et l'acte de condamnation). Mais en même temps on ne me fournit pas d'endroit, je suis obligé de quêmander, deux soirs ici, deux soirs là...Je suis sous protection policière permanente. Je dois annuler toutes les conférences prévues. Et les autorités m'obligent à déménager. Je suis un SDF. Il en suit une situation financière démente, tous les frais sont à ma charge, y compris ceux éventuels d'un loyer d'un mois ou deux éloigné d'ici, de deux déménagements, de frais de notaire, etc...C'est bien triste. J'ai exercé un droit constitutionnel, et j'en suis puni, sur le territoire même de la République. Cette affaire est aussi une attaque contre la souveraineté nationale: des lois étrangères, décidées par des fanatiques criminophiles, me punissent d'avoir exercé un droit constitutionnel français, et j'en subis, en France même, grand dommage. Amitiés. "

On trouve ces jérémiades sur "le blog de Pierre Assouline qui se croit obligé d'être solidaire par principe avec cet imbécile. Nous, quand on entend ça, on se boyaute énormément. Il croit qu'il est pris au sérieux alors qu'il s'agit simplement d'une vaste bouffonnerie qui répond à son énorme bêtise.

Verra-t-on bientôt Assouline défendre Faurisson au nom de la liberté d'expression ?

Rédigé par: [Arthur](#) | 29 sept. 06 12:31:38

<http://www.cedj.org/Motion-RR.htm#liste>

Une liste de jérémiades nullissimes.

A notre avis, tout cela est totalement bidonné. Certes, Redeker a déjà fourni mille fois la preuve qu'il est un crétin vide. Mais qui voudrait crever une outre pareille ? C'est encore l'histoire du rabbin Fahri et de ses petits couteaux. Ou c'est Redeker qui invente tout ce pataquès, ou c'est son entourage qui cherche à se moquer de lui. Raie d'équerre pose le problème scientifique de savoir s'il y a des limites à la connerie. Tout ce pathos grotesque a eu dans tous les cas un effet : un ponte du Seuil, le néocrétin Jeambar est descendu à Toulouse, dit la presse, pour faire signer à Débilos en personne un contrat pour son "prochain" livre. (Avant, il n'en n'avait pas écrit ni publié). Il s'est fait une pub qui vaut des sacs de pistoies. Si le fait de se foutre de la gueule du monde était un tant soit peu puni dans le code pénal, il devrait en prendre pour cent ans.

@@**@@**@@@ Les extraterrestres sont-ils juifs ?

Apparemment, il y a beaucoup de soucoupes volantes en ce moment en Israël, pilotées par de "petits hommes gris". Ils enlèvent des gens, et à l'opposé de ce que font les services israéliens, ils les relâchent. Bref, ça vrombit de partout
<http://www.rense.com/ufo/israli.htm>

@@" @@" @@" @@"

911

* Les différentes associations "9/11" se sont regroupées au sein d'un seul mouvement dont le site s'appelle <http://www.911truth.org/>

* On a parlé du *cover up*, de la formidable résistance passive opposée par les autorités amériains aux demandes des familles de simplement donner au public les informations qu'il est censé détenir. C'est cet incroyable mensonge organisé que rencontrent les naïfs Américains, à leur corp défendant.. Toutes les questions sont là, et il n'y a pas de réponse officielle . Fabuleux, vous avez dit fabuleux ?

5 Years Later: A New Video on the 9/11 Attacks. Comprehensive and Credible - This Video Eclipses All Others.

Paul Thompson, Axis of Logic

You may think you have seen all there is to see on the September 11, 2001 attacks in the United States. But if you have not yet seen the one linked below, it will be well worth your time - if not your responsibility - to take one hour and twenty four minutes to watch 9/11 Press For Truth. This could be the best and most credible study of September 11th 2001 anywhere...

<http://www.uruknet.org.uk/?s1=1&p=26629&s2=14>

Read the full article / Leggi l'articolo completo:

<http://www.uruknet.org.uk/?p=26629>

* Video inédite de la cte du 11 septm 2001

<http://video.google.com/videoplay?docid=-5370762387415552903>

* Les événements du 7 juillet 2005 à Londres ont des ressemblances avec ceux du 11 septembre 2001 à New York

Superb video on the events of 7/7

<http://www.rinf.com/columnists/news/ludicrous-diversion-77-london-bombings-documentary>

* LES MYSTÈRES DE NEW YORK

Le rapport de la « commission d'enquête » présidentielle passé au crible

115 mensonges sur les attentats du 11 septembre

par David Ray Griffin

Il n'existe toujours pas de version officielle des attentats du 11 septembre 2001. Aucune enquête judiciaire n'a été ouverte sur les attentats eux-mêmes, ni d'enquête parlementaire d'ailleurs. Tout au plus dispose-t-on d'une version gouvernementale explicitée par un rapport rendu par une commission présidentielle. Le professeur David Ray Griffin, qui a consacré un ouvrage de référence à l'étude de ce rapport, y a relevé 115 mensonges dont il dresse ici la liste.

3 Octobre 2006

Deux ouvrages du professeur David Ray Griffin sont disponibles en français : *Le Nouveau Pearl Harbor* et *Omissions et manipulations de la commission d'enquête sur le 11 Septembre*. Tous deux ont été traduits par le commandant Pierre-Henri Bunel et publiés en 2006 par les éditions Demi-lune.

Source : <http://www.voltairenet.org/article143694.html>

* At the risk of sounding optimistic, the mainstream coverage of the 9-11 Truth movement may indicate that we will not have an Iran attack and another false-flag terrorist event soon. I think the bankers are scared: they are losing control of the American mind. Dubya has been very useful to them but it's time for him to go.

The only danger is that he and Cheney will do something desperate to hold on to power beyond their second term. But, without the cooperation of the media, they can't succeed. I think they know it and will take their money and exit gracefully.

For once, I am making a prediction that I hope will be correct!

Henry Makow

<http://www.savethemales.ca/001728.html>

@**@@**@@ Vaut la visite

<http://www.catholicvoice.co.uk/>

@**@@**@@ Courrier d'une crevure

>From: Khader Moufki <khadermoufki@coalition-harkis.com>

>To: aaarghinternational@hotmail.com

>Subject: Votre gazette nauséabonde et fasciste sous couvert d'un pseudo anti-racisme de prisunic.

>Date: Sun, 10 Sep 2006 13:45:05 +0200

>Mesdames, Messieurs,

>Je viens de consulter, avec consternation, votre gazette d'incitation à la haine et à la violence raciste et antisémite, dans laquelle vous racontez tout et n'importe quoi.

>En l'espèce, vous avez repris un de mes articles en le commentant par : "ces gens-là qui se sont sauvés et qui ont été faits français car ils ne pouvaient être algériens... devraient la boucler et se faire oublier" !!!

>Dois-je vous rappeler que nous sommes, pour le moment et fort heureusement, en France et, aucunement, dans la dictature corrompue du FLN et, que des lois existent afin de faire condamner vos propos nauséabonds et nationalistes (en paroles) et hypocrites dans les faits, car tous les ennemis de la France (et des harkis) vendraient leur "âme" pour venir chez le méchant "occupant nazi" !!!

>En outre, vous me semblez aussi incultes que "schizophrènes" car vous prétendez, à tort, lutter contre le racisme, le révisionnisme, ... Alors que vous l'amplifiez et le propagez, au quotidien, en profitant du "mal-vivre", des "banlieusards" et/ou assimilés, qui sont dans une crise identitaire et citoyenne sans précédent (binationalité et droit du sol obligent !).

>En conséquence, je vous mets en demeure de retirer, vos propos de racisme anti-harkis, avant une saisine de la justice et autres.

>Khader MOULFI

khadermoufii@coalition-harkis.com 10 sept.

RE: Votre gazette nauséabonde et fasciste sous couvert d'un pseudo anti-racisme

Notre réponse (12 sept.)

Crevure, assassin, tortionnaire, viens devant un tribunal et on t'ensevelira sous tes crimes amnistiés ! Nous l'amnistie, on s'en fout. On se souvient.

@@@@**@@ Coucou ! Il est toujours là !**

Un nouveau livre d'Israël Adam Shamir: *Notre-Dame des Douleurs*

(en français, éd. BookSurge, 458 p. + index des noms propres)

Il s'agit d'un nouveau choix d'articles écrits après l'autodafé de son premier recueil d'articles hautement polémiques '*Autre Visage d'Israël*. A lire d'urgence avant qu'il soit condamné par la justice française...

Pour l'acheter en ligne, cliquer

<http://www.amazon.com/gp/product/1419636235/sr=1-13/qid=115226599/ref=sr/13/04-2263406-1881517?ie=UTF8&s=books>

@@@@**@@ C'est une évolution**

Les œuvres complètes de Darwin disponibles sur internet

Londres (Reuters) - L'ensemble de l'œuvre du naturaliste britannique Charles Darwin est désormais disponible sur internet, y compris des copies des notes qu'il avait prises aux Galapagos et qui ont été volées dans les années 1980.

Quelque 50.000 pages et 40.000 reproductions de documents publiés et de manuscrits sont consultables en ligne sur

<http://darwin-online.org.uk/> grâce à un programme soutenu par l'université de Cambridge.

Randal Keynes, l'arrière-arrière-petit-fils du naturaliste décédé en 1882, a formulé le souhait que la publication de ces documents permette la restitution des originaux des carnets de notes pris par Darwin lors de son voyage historique à bord du Beagle. Ces notes avaient contribué à la formulation de ses théories sur l'évolution des espèces et la sélection naturelle.

@@@@**@@ Les enfoirés**

Les services culturels de l'ambassade de France devaient offrir un "pot", comme c'est l'usage, pour la sortie d'un livre (en anglais) écrit par une Carmen Callil sur l'abominable Darquier de Pellepoix, intitulé *Mauvaise foi*. Mais cette Carmen a eu le tort d'écrire à la fin de son livre : "Ce qui m'a causé une grande angoisse pendant que j'étais sur les traces de Louis Darquier, c'était de revivre l'intense terreur des juifs de France, et aussi de voir ce que les juifs d'Israël imposent aux Palestiniens."

D'où la légitime colère de certains juifs dits fondamentalistes qui ont fait supprimer le "pot". Le Conseiller culturel a dû s'accroupir pour se faire mettre.

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/772434.html>

@@@@**@@ Le Lobby en prend pour son grade.**

Ils n'y vont pas de main morte

Écoutez la conférence des professeurs Mearsheimer et Walt sur le lobby juif aux Etats-Unis.

<http://www.corvuswire.com/walt-mearsheimer.htm>

+++++

This site contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available in our efforts to advance understanding of environmental, political, human rights, economic, democracy, scientific, and social justice issues, etc. We believe this constitutes a 'fair use' of any such copyrighted material as provided for in section 107 of the US Copyright Law. In accordance with Title 17 U.S.C. Section 107, the material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving the included information for research and educational purposes. For more information go to:

<<http://www.law.cornell.edu/uscode/17/107.shtml> . If you wish to use copyrighted material from this site for purposes of your own that go beyond 'fair use', you must obtain permission from the copyright owner.

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à < gazettegb@yahoo.fr
If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to <gazettegb@yahoo.fr

Les anciens numéros sont en ligne à

<http://revurevi.net>

Former issues are on line at the above URL

LES AUTRES PUBLICATIONS TRIMESTRIELLES DE L'AAARGH

El Paso del Ebro

Das kausale Nexusblatt

The Revisionist Clarion

Il Resto del Siclo

Conseils de Révision

O revisionismo em lingua português

Arménichantage

<http://revurevi.net>